

Mémoire de fin d'étude

Karine Le Merle
Bordeaux
Bernard Sionneau

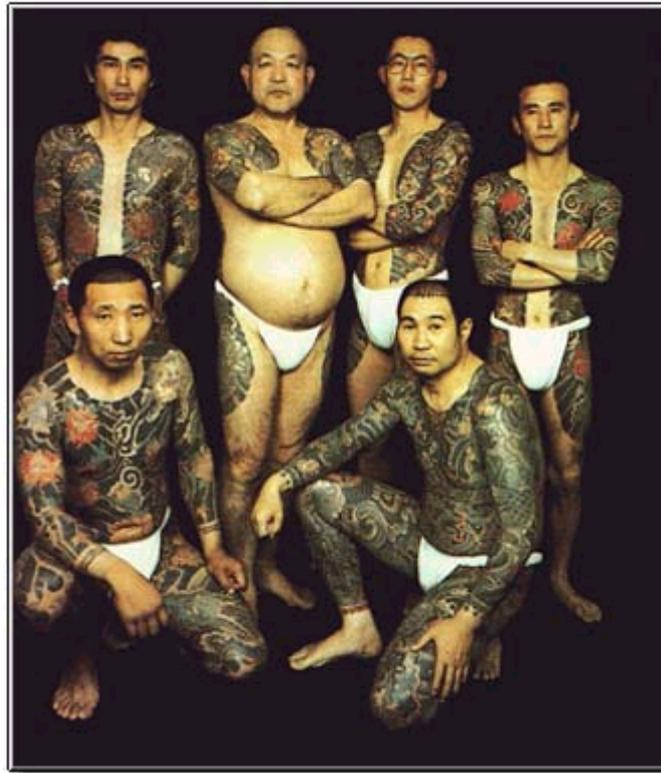
(Maître de mémoire)

Promotion 2000

Groupe ESC

EBP France

Les Boryokudan au Japon ? (Les Yakuza)



Je remercie Monsieur Bernard Sionneau, mon maître de mémoire de fin d'étude à l'EBP Bordeaux, de m'avoir guidée dans la préparation de mon mémoire et de m'avoir montré la plus grande disponibilité . Je l'assure de ma gratitude pour les encouragements qu'il m'a prodigués et pour les facilités qu'il m'a données dans la finalisation de mon travail.

Je remercie aussi Monsieur Xavier Raufer, directeur de l'Institut de Criminologie de Paris, d'avoir bien voulu m'accorder un entretien portant sur les Yakuza dans la société japonaise. Ses explications sur le caractère singulier de la mafia nippone ont éclairé mes connaissances livresques et elles m'ont permis de comprendre la symbiose des Yakuza et de la société japonaise dont je n'avais pu observer que quelques manifestations extérieures au cours de mon stage au Japon.

Qu'il soit aussi remercié pour la sympathie qu'il m'a témoignée, en illustrant ses propos d'anecdotes pittoresques sur les Yakuza.

Préface

C'est au cours d'un stage professionnel au Japon, et lors d'un contact visuel inattendu dans le métro de Tokyo que Karine Lemerle, étudiante du Programme EBP, a pris contact avec la réalité Yakuza. Intriguée par l'apparence d'un jeune japonais à la chevelure décolorée, à l'air hautain et agressif, aux tatouages visibles malgré ses vêtements, celle-ci se prenait à regarder le personnage. Un coup de coude, donné volontairement par l'un de ses voisins, lui signifiait qu'elle devait cesser de prolonger son observation.

Le mémoire qui suit est le résultat de cette rencontre fortuite, alimentée par un désir d'en savoir plus sur l'importance réelle des syndicats du crime (Boryokudan) au Japon, et sur la place qu'ils occupent dans la société de ce pays. Le lecteur sera surpris d'y découvrir le rôle clé joué par ces organisations dans la crise des institutions de crédit de l'archipel - une crise dont les effets se sont traduits par ce que certains observateurs sont allés jusqu'à appeler une "récession yakuza". Il découvrira, par la même occasion, les relations étroites que les "Boryokudan" entretiennent avec les cercles dirigeants du Japon, un élément qui permet de mieux comprendre les ressorts d'un pouvoir non réductible à la désignation de "triangle de fer", mais qui s'apparente davantage à une "quadrature" impliquant la haute administration (en particulier le Ministère des Finances), le patronat, les yakuzas, et des hommes politiques dont la carrière dépend bien souvent de financements occultes accordés par les précédents.

Le travail de recherche de Karine Lemerle peut également servir de point de départ à une réflexion sur les théories et méthodes utilisées pour analyser des phénomènes qui nous sont extérieurs. De fait, en refusant parfois de prendre en considération certaines dimensions de l'action, jugées inutiles ou non pertinentes (comme la criminalité organisée) dans leur domaine d'expertise, des analystes s'avèrent incapables d'expliquer, et encore moins d'anticiper, les faiblesses structurelles inhérentes à des situations nationales étrangères. Ce handicap, révélé, entre autres, au cours d'une décennie de panne japonaise et de la dernière crise asiatique (autant de phénomènes mal anticipés et mal expliqués), milite en faveur de programmes de recherche et d'enseignements supérieurs, où la combinaison systématique de "savoirs ouverts" se traduit par une compréhension améliorée du réel.

A son modeste niveau, le travail de Karine Lemerle sur les organisations criminelles au Japon est une contribution active à ce chantier, et une preuve de son intérêt.

Bernard SIONNEAU
Professeur au Groupe ESC Bordeaux

Les Boryokudan au Japon ? (Les Yakuza)

Introduction générale

«*Les Yakuza au cœur de la société nipponne*»

Le Japon d'aujourd'hui offre au monde une image de prospérité sociale et l'un des taux de criminalité les plus faibles du monde. Mais derrière cette façade, se cachent violence, corruption et brutalité. En marge de la société japonaise, existe en effet un autre univers; celui de la déchéance et du délabrement social. Les individus qui constituent ce monde à la lisière du réel, pourraient être qualifiés de marginaux. Ils constituent pourtant le vivier dans lequel puise la pègre nipponne - une puissance économique dont les ressources sont comparables à celles de certains Etats du Tiers-Monde. Vieille de quatre siècles, la pègre japonaise est devenue une composante clé de la société japonaise.

Le Japon est le seul pays parmi les plus riches (G7), où l'influence criminelle joue un rôle central dans la société. Les organisations du crime ont, au cours des siècles, franchi différentes étapes dans l'intégration : de simples parasites, elles sont progressivement parvenues à gangréner le corps social de ce pays. Organisés de façon aussi efficace que les plus grandes multinationales, leurs syndicats (*Boryokudan*) forment maintenant une véritable armée dont les effectifs cumulés sont évalués à quelques 80 000 hommes. Le phénomène a des incidences évidentes : il ronge la sphère économique, le système politique et tend à effriter l'harmonie sociale. A l'instar des autres mafias du monde, la logique qui anime les opérations des syndicats du crime japonais est la recherche du *profit*, mais aussi du *pouvoir*.

Le Japon est également l'un des seuls pays parmi les plus riches, où la pègre est non seulement tolérée mais pratiquement «légale». Les Yakuza pratiquent toute sorte d'activités: le racket, l'usure, les jeux, le trafic de drogues, d'armes et de femmes... et surtout le crime économique, très rémunérateur. Durant quatre siècles, ils ont eu pignon sur rue. Il faut attendre la loi antigang de 1992, pour voir se dessiner les premières mesures destinées à endiguer leurs activités. La répression demeure néanmoins très limitée. Le simple fait d'appartenir à un Boryokudan ne représente pas à lui seul un délit.

A l'image des sociétés "officielles", le monde parallèle des Boryokudan s'inscrit « dans des milieux précis, porteurs d'une sous-culture »¹. Paradoxalement, si leurs valeurs vont à l'encontre des règles établies par la société, il n'en demeure pas moins qu'elles contribuent de façon notable au fonctionnement de la société. Acclamés, dans les temps anciens, comme les "Robins des bois" du pays du Soleil Levant par la population, les Yakuza vont

¹ Philippe Pons, *Misère et crime au Japon du XVII^e siècle à nos jours*, Gallimard, Paris, 1999, p11.

entretenir cette image de «bandits d'honneurs»², nécessité absolue à leur déploiement, et à leur prospérité.

On parle souvent d'éthique au Japon mais il faut néanmoins rappeler que, si la société tend à exclure toute personne ne respectant pas l'ordre établi et ayant des activités plus ou moins illicites, elle les utilise également. La pègre a un rôle déterminant dans la société japonaise; elle est une force qui structure le monde marginal et canalise les éléments non-conformistes.

Afin de mieux comprendre la place des Yakusa au cœur de la société nippone, il est important d'étudier leur évolution historique et leur dimension culturelle, ainsi que leur mode de fonctionnement. Les Yakusa sont en effet devenus, au cours des siècles, un *principe actif* de la société japonaise, qui tend aujourd'hui à se développer au-delà de l'archipel.

² *Entretien* avec le criminologue Xavier Raufer, directeur des Etudes et de la Recherche sur les menaces criminelles contemporaines, Université Panthéon-Assas, Paris II, 3 Février 2000.

Première partie : Genèse, activités et organisation des Boryokudan

Introduction générale à la partie.

Depuis leur apparition au XVII^e siècle les Yakuza se sont transformés en véritables «machines» du crime organisé. Doués d'un grand sens d'adaptation, les membres de cette pègre ont évolué, cheminant de conserve avec l'évolution de la société nippone. L'essence de la mafia nippone réside dans *l'harmonie*, un besoin d'ordre nécessaire pour mener à bien ses affaires. Après avoir eu pignon sur rue pendant plus de quatre siècles, distribuant allègrement leur cartes «professionnelles» au blason de leur gang, les Yakuza se veulent actuellement plus discrets. La loi antigang de 1992 a réduit l'aspect ostentatoire des Boryokudan sans pour autant les éradiquer. Aujourd'hui les Yakuza sont organisés en gigantesques Fédérations : *le Yamaguchi-gumi, l'Inagawa-kai, le Sumyoshi-gumi...* A la fin des années 90, on dénombrait près de 80 000 membres, de quoi rendre jalouse l'armée impériale elle-même! Plusieurs hommes ont marqué l'histoire des Boryokudan, à l'image de Yoshio Kodama, ou de grands «parrains» comme Kazuo Taoka, Inagawa Kakuji... La structure pyramidale est une constante chez les bandes japonaises où la relation Oyabun-Kobun prédomine. Les Yakuza fonctionnent selon des rites et des coutumes héritées d'un long passé. Avec un budget estimé à près de 10 milliards de dollars³, la puissance financière de leurs groupes excède de loin celle des mafias étrangères. Ils s'adonnent avec constance aux activités de trafic de drogues, d'armes, à l'industrie du jeu, à l'usure et à l'industrie du sexe. Ils cultivent les vices nés de la guerre avec une extrême habileté.

³ Xavier Raufer et Stéphane Quéré *Le crime organisé*, Que sais-je?, Editions PUF, Paris, Janvier 2000, p.69.

Chapitre I. Genèse⁴

Introduction du chapitre

Les origines des organisations criminelles nippones remontent au début du XVII^e siècle. Formées à l'origine de groupes de vendeurs ambulants (*Tekya*) et de joueurs professionnels (*Bakuto*), ces organisations devinrent progressivement de puissantes fédérations. Les membres de la pègre comptaient parmi les laissés pour compte de la société, les marginaux, les individus issus de milieux interlopes. La notion d'unité qui prédomina au Japon tout au long des siècles, devait encourager ces individus à se regrouper dans un souci de protection mutuelle. L'avènement de l'empereur Meiji en 1867, marqua le début de l'industrialisation du Japon et la modernisation des "organisations de l'ombre". Pendant la période d'occupation d'après guerre, les forces américaines utilisèrent les Yakuza comme une « arme » anticommuniste. Cette coopération se traduisit par l'envol de la pègre dans des sphères légales alors inexplorées, tout comme le développement de leurs activités illicites. Depuis la loi antigang de 1992, les syndicats du crime essaient de se faire plus discrets, sous la pression des autorités nippones mais n'en demeurent pas moins très actifs.

I Apparition des Yakuza au dix-septième siècle⁵

1. Les Kabuki-Mono et les Machi-Yokko

L'origine des Yakuza⁶ remonte au XVII^e siècle, lorsque les *Kabuki-Mono*, connus également sous le nom de *Hatamoto-Yakko* (les fous), commencèrent à attirer l'attention de la police. Ils avaient en effet pour habitude de terroriser les populations, de semer le trouble, voire de tuer des citoyens pour le plaisir. Leur groupe réunissait à cette période environ 500 000 personnes, toutes serviteurs du Shogun. Certains les considéraient comme des "Samouraï excentriques". Ils se comportaient de manière grossière, donnaient de drôles de noms à leurs groupes, portaient des vêtements étranges et leur coiffure avait également quelque chose de spécial. Cependant une loyauté extrême unissait leurs membres. Ils s'apportaient une protection mutuelle, étaient prêts à donner leur vie et à se battre, même contre des parents, au nom du groupe. Pendant la longue période de paix associée à l'ère Tokugawa,

⁴ A. Dubro. & D. Kaplan., *Yakuza, la Mafia japonaise*, Editions Philippe Piquier, 1990.

⁵ <http://www.alternatives.com>

⁶ Le terme "Yakuza" est issu du jeu de cartes « Anafuda » (jeu de fleurs) qui fonctionne selon des règles similaires à celles du Black Jack (Oicho-Kabu) que nous connaissons aujourd'hui. Au lieu du chiffre 21, c'est le 19 qui l'emporte. Deux cartes sont distribuées au joueur. Prenons l'exemple d'un joueur qui tire un 8 et un 9; le total est donc 17, une main relativement bonne; mais ce joueur décide de retirer une carte, et il s'agit d'un trois; le jeu est alors terminé, car il a dépassé le chiffre 19. Ainsi, la combinaison de ces trois chiffres, forme une combinaison perdante. Les chiffres 8, 9 et 3 sont respectivement *Ya-Ku-Za* en japonais. Cette expression, au départ réservée aux joueurs professionnels, s'est étendue aux joueurs eux-mêmes, pour devenir enfin le terme générique des organisations criminelles du XX^e siècle au Japon.

le groupe Kabuki-Mono se retrouva sans travail et de nombreux membres se convertirent au banditisme, pillant villes et villages à travers l'archipel.

Il n'existe néanmoins, aucune preuve tangible que le groupe Hatamoto-Yakko soit bien l'ancêtre des Yakuza. Certains experts penchent pour une autre hypothèse, selon laquelle ils descendraient des *Machi-Yokko* («serviteurs des villes»), représentés comme les «robins des bois» du pays du soleil levant. Bien que moins nombreux et en position d'infériorité, ils auraient combattu le clan Hatamoto-Yakko pour venir en aide aux villageois et aux citadins. Ces *Machi-Yokko* étaient des ouvriers, des guerriers, des aubergistes, des sans-abri et autres marginaux. Ils partageaient une passion commune, celle du jeu, pour laquelle ils excellaient. Les membres du groupe gagnèrent rapidement l'amitié et la confiance de la population. Cette reconnaissance fut véhiculée par des conteurs, dont les récits faisaient l'apologie des membres les plus courageux.

2. Les Bakuto et les Tekya

Les premiers Yakuza firent leur véritable entrée en scène au milieu du XVII^e siècle. Deux groupes composaient alors la mafia nippone : le *Bakuto* et le *Tekya* (termes encore utilisés aujourd'hui pour désigner les Yakuza). Tous les membres de ces groupes étaient des personnes en marge de la société, des voyous et petits délinquants. Ces deux groupes travaillaient côte à côte sans encombre. En effet les *Tekya* opéraient sur les marchés et foires du Japon, tandis que les *Bakuto* travaillaient au bord des routes et des grands axes du pays.

a) Les Tekya: groupes de camelots et de colporteurs.

L'histoire des *Tekya* est aujourd'hui encore incertaine, mais de nombreux historiens pensent qu'ils ont eu pour ancêtres les *Yashi* (Joueurs). C'étaient des marchands ambulants spécialisés dans la vente de médicaments qui au XVIII^e siècle se réunissaient dans un souci de protection mutuelle. Le mot *Yashi* est devenu par la suite un terme générique désignant tous les types de marchands et revendeurs ambulants. Les *Tekya* étaient de fervents opposants au régime des Shoguns Tokugawa⁷. Ils débutèrent leurs activités dans les foires, en prenant le contrôle des stands. Ils s'y firent rapidement une solide réputation d'escrocs et de voleurs, particulièrement habiles dans l'art de duper les gens. Ils vendaient des produits de très mauvaise qualité à des prix exorbitants. Néanmoins, ils étaient si doués, que la population pensait qu'il n'avaient pas conscience de ce qu'ils faisaient et, de ce fait, ne leur en tenait pas rigueur. Leur essor fut favorisé par une économie florissante et le développement simultané des villes. La puissance des *Tekya* se renforça au XVIII^e siècle, grâce autorités féodales. Celles-ci leur attribuèrent un statut de chef - un élément qui les encouragea à se parer du titre de *Samourai* et à porter les deux épées. Les autorités féodales agissaient ainsi, afin de réduire la peur grandissante des populations. Cette peur résultait du nombre croissant de guerres de territoires, liées à l'expansion des fraudes. Les *Tekya* avaient la réputation d'être des bagarreurs et s'adonnaient à diverses activités criminelles comme le racket, l'hébergement de fugitifs et autres délinquants. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, ils formaient le gang le plus puissant de l'archipel. Ils

⁷ Cf. infra, la note n°10.

profitèrent de l'économie de guerre pour développer le marché noir. La structure des Tekya était hiérarchisée et rigide. Elle se divisait en chefs, sous-chefs, officiers, réguliers et apprentis, tous chargés d'une tâche bien spécifique. Cette structure s'appuyait sur la relation *Oyabun-Kobun*⁸, fondement des clans Yakuza d'aujourd'hui (cf. infra). Chaque Oyabun s'occupait d'un territoire dans lequel il contrôlait le Kobun ainsi que la répartition des étals et des marchandises. L'Oyabun collectait une redevance, laissait une partie de leurs recettes aux marchands et conservait le reste en échange de la protection qu'il apportait au Kobun. Cette organisation était encore considérée comme semi-légale en 1952, lors de l'entrée en vigueur du traité de San Francisco et de l'indépendance du Japon.

b) Les Bakuto

Les *Bakuto* étaient des joueurs professionnels qui se recrutèrent parmi les « laissés pour compte » de la société. Ils ont fortement contribué à la tradition japonaise du *Yubitsume*⁹ de la pègre nipponne, ainsi qu'à l'origine du nom « Yakuza ». Les Bakuto se sont amplement développés pendant la politique des grands travaux menée par les Tokugawa¹⁰. Les mesures prises contribuaient au versement d'importantes masses salariales. Les employeurs faisaient alors appel aux joueurs professionnels pour qu'ils regagnent l'argent versé aux employés. A cette époque, le flux de voyageurs s'était largement accru sur les routes de l'archipel. Le phénomène s'expliquait par la décision du Shogun de réunir à Tokyo, une fois par an, les familles des gouverneurs des différentes provinces.

I L'essor du Japon et la modernisation de la pègre japonaise

Une puissance industrielle naquit avec l'avènement de l'empereur Meiji en 1867. Elle marquait le début de nombreuses transformations pour le Japon, avec la création d'une armée, d'un parlement et d'un parti politique. Entre 1890 et 1914, le nombre d'usines triplait et la production doublait. Les Yakuza profitèrent de ces changements pour se moderniser et croître au rythme des évolutions que subissait l'archipel. Ils s'engagèrent dans le syndicalisme aux côtés des ouvriers de la construction et des dockers. Ils contrôlèrent le commerce des «pousse-pousse» et commencèrent à s'intéresser à la politique. Les Yakuza se rangèrent du côté de certains politiciens et fonctionnaires. Ils coopérèrent avec le gouvernement afin d'obtenir plus de libertés et moins de "harcèlement". Le gouvernement trouva alors utile de s'allier aux Yakuza qui aidaient les ultra nationalistes. La pègre tissait ainsi, sans trop de difficulté, des liens avec les politiciens, peu récalcitrants en raison du noyautage des syndicats par la mafia.

Au cours de même période, le Japon voyait se développer un mouvement militariste ultra nationaliste. Ce dernier lançait le pays dans un mouvement de conquête en direction de la Corée, de la Chine et même de la Russie. Les ultra nationalistes profitèrent de la période de

⁸ Cf. infra, chapitre III.

⁹ cf. plus loin le développement consacré à ce cérémonial.

¹⁰ Dynastie militaire japonaise qui exerça le shōgunat de 1603 à 1867. Sa puissance avait été fondée par Ieyasu Tokugawa, qui établit la capitale du shōgunat à Edo, tandis que la dynastie impériale était reléguée à Kyōto, dans des fonctions purement honorifiques. Ieyasu Tokugawa ferma le Japon aux étrangers et organisa le shōgunat en une monarchie absolue qui ne fut pas sérieusement contestée jusqu'au début du XIX^{ème} siècle, dans : Michel Mourre, *Dictionnaire de l'histoire*, Larousse-Bordas, Paris, 1998.

guerre pour réaliser toutes sortes de trafics, tandis que les Yakuza, bien intégrés à la société, tiraient parti de l'économie de guerre. Les ultra nationalistes firent régner la terreur jusqu'à la fin des années 30. Ils furent à l'origine de nombreux coups de force, parmi lesquels, les assassinats de deux anciens premiers ministres et de deux anciens ministres des finances. Les Yakuza, quant à eux, multiplièrent les attaques contre les hommes politiques et les industriels. Dans leur route vers l'expansion géographique, économique et politique, les autorités nippones s'appuyèrent sans complexes sur les Yakuza auxquels ils attribuèrent des fonctions quasi militaires. De nombreuses sociétés de sécurité furent créées, qui formaient leurs employés et fonctionnaient comme des unités de soldats professionnels avec tout ce que cela impliquait (langage, entraînement...). Durant cette période, les Yakuza fournirent la force et les hommes à la cause, en participant au programme d'expansion nationale (notamment en Mandchourie chinoise).

Au lendemain de la guerre, et particulièrement après le bombardement de Pearl Harbor, le gouvernement n'eut plus autant besoin des Yakuza. Le Japon était un pays détruit, en proie au développement du marché noir, d'une vague anticommuniste, et d'une campagne américaine contre les nationalistes. Les membres de la pègre continuèrent néanmoins de travailler pour le gouvernement, mais à une échelle très réduite.

II Les années sous domination américaine et l'essor du Gurentai¹¹.

C'est au cours de cette période que le terme *Boryokudan* fut pour la première fois employé par la police, pour désigner les groupes de Yakuza. Au lendemain de la guerre, l'occupant américain vit les Yakuza comme une menace pour leurs efforts. Des recherches furent alors entreprises sur les activités de la pègre. Ces investigations prirent fin en 1948, époque à laquelle les autorités américaines jugèrent la menace pratiquement enrayée. Mais dans le même temps, elles portèrent une responsabilité dans l'essor de la pègre. En effet, le rationnement alimentaire qu'elles imposèrent stimula le marché «noir». De plus, la mafia ne se heurtait à aucune entrave en raison d'une police civile non armée, et recevait même l'aide de certains fonctionnaires. Une des particularités de l'après-guerre fut, sans aucun doute, la grande diversification des bandes de Yakuza. La police nippone ne dénombrait pas moins de 57 bandes spécialisées dans les jeux et environ 20 bandes dans les grandes villes du Japon.

Le Gurentai¹²

Pendant l'occupation, un nouveau type de Yakuza apparut : les *Gurentai* (voyous). Il s'agissait d'une criminalité beaucoup plus jeune, moins traditionnelle et surtout beaucoup moins organisée. Ces voyous donnèrent une nouvelle physionomie au monde du crime japonais. Sous leur impulsion, les groupes criminels s'américanisèrent. Particulièrement influencés par les films mettant en vedettes des gangsters américains, ils changèrent leur manière de vivre, en commençant par leur tenue vestimentaire (vêtements excentriques, costumes noirs, tee-shirts blancs, cravates noires, coiffure en brosse, lunettes de soleil...),

¹¹ <http://www.alternatives.com>.

¹² Thierry Cretin, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales*, Actualité et perspectives, 2^{ème} édition revue et augmentée PUF, Paris, septembre 1998.

ils se déplaçaient en limousine.... Ce revirement de mode de vie se fit au détriment de la tradition Samouraï. Les sabres faisaient désormais partie du passé et les armes à feu devinrent les «joujoux» privilégiés des Yakuza. Leur modèle était le malfrat américain et particulièrement Al Capone, connu pour ses ardeurs patriotiques. Ces nouveaux Yakuza vivaient d'extorsions et de violences. Ils s'emparèrent du marché des travaux publics et de la reconstruction. Profitant de la nouvelle loi sur la prostitution en 1956 (fermeture des maisons closes et des quartiers de plaisir) et de la mise en place d'un réseau parallèle, ils investirent en 1965 l'industrie du sexe (pornographie, prostitution et activités du même type). Ces activités devinrent progressivement leur chasse gardée, dans un pays détruit par la guerre où perdurait le marasme social.

Les Yakuza prospérèrent en cette période difficile de l'histoire du Japon. Ils en profitèrent pour développer d'autres liens politiques avec le jeune Parti Libéral qui allait devenir, suite à sa fusion en 1955 avec le parti Démocrate, le *Parti Libéral Démocrate*. Si le Gurentaï se lia, à cette période, à l'extrême droite, cela ne fut pas tellement par ferveur patriotique mais davantage par attrait du pouvoir. Il obtint ainsi une raison supplémentaire d'user de la violence, tout particulièrement lors des affrontements contre les socialistes et les «rouges». Il manipulait les politiques, parfois de manière brutale, afin d'obtenir leur indulgence - et ceci en dépit du fait que certains membres du Gurentaï étaient parfois appréhendés par la police pour trafics illicites. A l'époque, le mouvement Gurentaï fut encore renforcé par la libération de l'«Al Capone de Tokyo» Kinozuke Ozu, sur décision de Tokutaro Kimura, alors ministre de la justice anticommuniste de l'époque. Les Américains, quant à eux, en fervents opposants au mouvement communiste, virent dans la parfaite organisation des syndicats du crime japonais (direction assurée par deux Oyabun eux même contrôlés par deux hauts fonctionnaires du gouvernement), un moyen efficace de lutte contre les communistes. L'occupant décida alors de suspendre les sanctions d'après-guerre et permit aux criminels anticommunistes incarcérés en prison pour leur engagement auprès de la droite militariste, d'être blanchis et libérés. Dans les années d'après-guerre, les Yakuza se montrèrent particulièrement violents, aussi bien sur un plan individuel, que collectif. En 1956 les Américains reconnaissaient leur impuissance à protéger les populations et admirent leur échec.

En 1963 la police japonaise estimait le nombre des membres de la pègre à 184 000 (répartis en 5200 gangs) contre 70 000 en 1958. Ils étaient désormais plus nombreux et plus puissants que l'armée impériale japonaise. Ils commencèrent à délimiter leur territoire, marquant ainsi le début des guerres sanglantes entre les différents clans. Durant cette période les Yakuza réorientèrent leurs " affaires" en s'adaptant aux changements économiques et politiques du pays. La pègre japonaise délaissa le marché noir, représentatif d'une économie d'après guerre, pour exploiter les vices nés de la guerre. Ils prirent aussi les simples citoyens comme victimes de leurs opérations de harcèlement ou de chantage, alors que par le passé ils ne s'attaquaient qu'à d'autres joueurs professionnels ou aux commerçants.

III Yoshio Kodama visage phare des années 60

Yoshio Kodama naquit en 1920 à Nihonmatsu. Dans une période de trouble et de guerres sanglantes entre les différents Boryokudan, il est présenté comme l'homme qui rétablit la

paix. Pendant la période d'occupation, Kodama fut jeté en prison pour son appartenance à un groupe ultra nationaliste («Association of the Founding of the Nation»).

1. Kodama dans les années 30 et 40

Entre la fin des années 30 et le début des années 40, Yoshio Kodama travaillait, en qualité d'agent secret au service du gouvernement japonais, dans tout l'Est asiatique. Il s'occupait d'opérations visant à obtenir du matériel stratégique dont l'armée nipponne avait besoin pendant la guerre. Il achetait et vendait du radium, du cobalt et du fer devenus des matériaux stratégiques indispensables au cours de cette période. Par la même occasion, Kodama mettait en place un véritable réseau d'espions et d'informateurs mandchous dispersés dans toute la Chine. A la fin de la guerre, il était à la tête d'un empire industriel de plus de 175 millions de dollars. Ce succès lui valut d'être promu au rang de vice-amiral, alors qu'il n'était âgé que de 34 ans. Cette promotion fut très largement remarquée par le public, en raison du jeune âge de l'impétrant. Kodama fut également nommé conseiller du Premier ministre.

2. Kodama au lendemain de la seconde guerre mondiale.

En 1946, Kodama fut incarcéré à Sugamo, où il attendit d'être jugé avec d'autres membres du même groupe ultra nationaliste. Il passa alors deux ans en prison avant finalement d'être relaxé. Les Américains voyaient en Kodama un homme fanatique et une menace pour la sécurité. Il était classé dans la catégorie A des criminels de guerre, celle qui regroupait les hommes politiques, les officiers militaires et les ultra nationalistes. Cet homme à leurs yeux, ne devait pas être relaxé. Néanmoins, Yoshio Kodama parvint à négocier sa libération avec les forces américaines, car il leur offrait une intermédiation privilégiée avec les Boryokudan. Cette mise en liberté devait donc se comprendre par rapport à un élément : l'attrait qu'exerçait à l'époque sur les Américains, la possibilité de disposer au Japon d'une force anti-communiste (ultranationalistes/Boryokudan). Et cet élément l'emportait largement sur le souci de poursuivre les hommes clés de la guerre. Kodama, à la tête d'une véritable fortune fut alors en capacité de développer ses affaires, tout en recueillant des informations sur les communistes insurgés en Chine et au Japon. En 1955, le Parti Libéral et le Parti Démocratique fusionnèrent pour fonder le Parti Libéral Démocrate (PLD). Kodama devint le principal porte-parole de cette coalition, et utilisa les Boryokudan pour lutter contre ses opposants.

3. Kodama dans les années 60-70.

Au début des années 60, Kodama décida de rétablir la paix entre les différents clans pour les réunir en une seule grande coalition. Il utilisa ses nombreuses relations pour instaurer une trêve. Il réalisa une rapide alliance entre Kazuo Taoka, Oyabun du groupe *Yamaguchi-gumi*, et Hisayuki Machii, un patron de la pègre coréenne chargé du *Tosei-Kai*. Kodama continua d'user de ses relations pour jouer le rôle de médiateur entre *l'Inagawa-kai*, ses alliés du Kanto et le Yamaguchi-gumi. La trêve entre les différentes bandes semblait alors très probable. En 1976 l'empire de Kodama commença à s'effriter, lorsque le scandale de la

Lockheed Corporation éclata¹³. Des informations révélèrent un pot de vin de 2.1 millions de dollars en sa faveur, de la part des dirigeants de la Lockheed. Le 23 mars 1976 le jeune acteur Maeno, jusqu'alors fervent admirateur de Kodama essayait de mener une mission Kamikaze¹⁴. Réalisant la stupidité de son attachement à Kodama il décidait de s'écraser en avion contre le toit de la maison de Kodama à Sétagaya, l'un des quartiers de Tokyo. Sa mission fut un échec puisque Kodama survécut, mais le jeune pilote y perdait la vie. Kodama fut, à cette période, accusé de corruption, de faux témoignage et de violation de la loi. Mais en raison de sa mauvaise santé, le jugement fut repoussé. Finalement le 17 janvier 1994, il décédait d'une attaque cardiaque. Peu de temps avant sa mort, il aurait dit, dans l'une de ses dernières interviews, que sa mort serait la dernière punition pour avoir servi l'occupant américain¹⁵.

I Les Yakuza depuis la loi antigang de 1992¹⁶

Aujourd'hui, et surtout depuis la loi antigang de 1992, l'image des Yakuza s'est considérablement ternie au Japon pour les raisons suivantes. A la fin des années 80, les Yakuza modifièrent leur comportement de «bons samaritains» pour devenir l'élément clé d'une économie souterraine. En 1990, la pègre nippone avait sous son emprise plus de 20.000 sociétés qu'elle faisait chanter ou participer à des opérations douteuses pour parvenir à ses fins. La série d'attentats et d'assassinats perpétrés contre des hommes d'affaires, montrait, d'une part, la violence de cette nouvelle mafia japonaise, et, d'autre part, la volonté de certains hommes d'affaires de se défaire de leurs liens avec la pègre.

Le 1^{er} mars 1992, le gouvernement japonais adoptait une loi pour la prévention des activités illicites des membres des Boryokudan. Elle avait pour objectif d'éradiquer à long terme le phénomène Yakuza. Dans un premier temps, cette loi s'efforça de stopper la progression des organisations criminelles dans le monde des affaires civiles et à identifier les différentes bandes. Elle désignait par *Boryokudan*, un groupe constitué d'un certain pourcentage de membres ayant à leur actif plusieurs crimes en tout genre (42 membres sur 1000 doivent posséder un casier judiciaire)¹⁷. Les comités de sécurité publique avaient, à leur charge, la désignation de ces syndicats du crime. Le Boryokudan était identifié comme une organisation ayant des tendances criminelles violentes. L'identification terminée, les comités de sécurité plaçaient les groupes sous surveillance, et contraignaient les bandes impliquées dans des affaires de chantage, à se dissoudre. Outre la désignation des Boryokudan, la nouvelle loi donnait une définition plus claire des délits. Elle avait pour objectif d'empêcher les gangs de réaliser des profits à partir de formes d'extorsion qui n'étaient pas mentionnées dans les lois précédentes. La loi de 1992 désignait comme un délit les extorsions, le racket, les expropriations faites sous la menace, la rémunération d'arbitrage dans des litiges civils et les participations forcées à des contrats de travaux publics. Toutes ces extorsions furent classées dans la catégorie des délits par les autorités nippones, dès lors qu'un Yakuza y était impliqué. Des lois complémentaires sur le trafic de drogue, furent votées dans le même temps par la Diète. Désormais la police pouvait confisquer les biens

¹³ Cf. infra, chapitre V.

¹⁴ « Avion-suicide, piloté par un volontaire, au Japon (1944-1945) », Le Robert Micro dictionnaire de Langue Française.

¹⁵ Cf. *World Encyclopédia of Organized Crime*.

¹⁶ Cf. annexe n°4 The National Center for the Elimination of Boryokudan (en anglais).

¹⁷ «Pays de neige» *La dépêche Internationale de Drogues* n°29, mars 1994.

acquis grâce au trafic de drogue. En 1993, les comités de sécurité publique désignaient dix-huit bandes et en 1998 ils en dénombraient 23. Entre 1993 et 1998 on constatait une forte diminution du nombre de Yakuza. Au cours de la seule année 1993, 500 bandes étaient dissoutes, 15 000 membres étaient arrêtés, sur les 42 000 désignés¹⁸.

L'objectif de la loi était un désengagement des Yakuza du monde des affaires. Malgré un succès certain si l'on ne considère que la forte diminution du nombre de membres, les spécialistes se demandent toutefois aujourd'hui si cette loi n'a pas eu des effets pervers.

Les effets pervers de la loi antigang de 1992

La loi antigang de 1992 a provoqué, dans les faits, un mouvement de restructuration des syndicats du crime. Certains spécialistes pensent d'ailleurs que la plupart des bandes ont préparé le processus de transformation de leurs organisations. La récession économique et la désapprobation publique croissante les y ont incités. En 1994, un rapport diffusé par les médias nippons, montrait comment la pègre japonaise avait contourné la loi. Si désormais les Boryokudan n'avaient plus pignon sur rue, ils poursuivaient leurs activités de façon clandestine et investissaient dans de nouvelles couvertures légales. Les Yakuza évitaient l'appellation de Boryokudan et se cachaient derrière des entreprises réelles qu'ils utilisaient comme façade. Les syndicats du crime se transformaient en sociétés commerciales, en mouvements politiques et parfois en sociétés religieuses.

- ✓ Le Yamaguchi-gumi transformait une partie de son organisation en «*Ligue Nationale pour l'Épuration des Terres*». Il s'agissait d'une association charitable à but non lucratif consacrée à enrayer l'abus de drogues!
- ✓ L'Inagawa-kai, se transformait en industries *Inagawa*.
- ✓ Le Sumiyoshi-gumi devenait l'entreprise *Hori*.

La célèbre secte *Aum Shinrikyo*¹⁹ responsable de l'attaque au gaz toxique du métro de Tokyo en mars 1995, aurait entretenu, pendant cette période, des liens étroits avec les milieux interlopes. Quelques groupes de Boryokudan choisissaient aussi la voie de la violence. Le nombre croissant de hold-up, de cambriolages, et l'augmentation du trafic de drogues apparaissaient ainsi directement ou indirectement liés au développement anarchique de la pègre au lendemain de la loi antigang. De même, cette loi, qui voulait briser l'oligarchie de la pègre nipponne, accentua le mouvement de concentration des grands syndicats du crime, au détriment des petites bandes contraintes à se dissoudre. En 1996, 66.6% des Yakuza appartenaient à l'une des trois plus puissantes bandes, contre 61% en 1991. Seules quelques bandes locales arrivaient à se maintenir et rester indépendantes (les bandes d'*Azuma* et de *Sakaume*, dont l'histoire remontait à l'ère Meiji).

Dans les années 90, les officiers de police perdaient, en raison de la nouvelle législation, nombre de leurs indicateurs. La pègre devenait un monde beaucoup plus difficile à cerner. Les hommes qui étaient en premier lieu visés par la loi et arrêtés, n'étaient que des exécutants, très souvent, des informateurs. La différence entre "l'avant" et "l'après

¹⁸ Voir document en annexe n°1.

¹⁹ Le 20 mars 1995, une violente attaque au gaz toxique est menée dans cinq wagons du métro de Tokyo. Douze des passagers vont y perdre la vie, tandis que 55 000 autres seront très gravement atteints. La secte Aum Shinrikyo est alors tenue pour responsable de cette attaque.

législation" fut nette, tout particulièrement dans les travaux de la police : en 1985, à la suite de l'assassinat du «parrain» du Yamaguchi-gumi, les suspects étaient très vite localisés et arrêtés. En 1997, le numéro deux des Yamaguchi-gumi était assassiné dans un palace nippon, mais la police avait les plus grandes difficultés à identifier les coupables. Le monde de la pègre n'était plus aussi transparent qu'avant.

Une autre des conséquences de la loi fut de rendre le noyau dur des bandes, encore plus intouchable, avec une plus grande fluidité de la base pyramidale, dissimulée derrière des activités légales. Les échelons inférieurs continuaient de rétribuer leurs chefs qui évoluaient désormais hors d'atteinte²⁰. Les Yakuza firent d'ailleurs éditer un livre (*Comment contourner la loi*) qu'ils distribuèrent aux différents membres du Yamaguchi-gumi. En mars 1992, les femmes et les filles des membres de la pègre manifestaient dans les rues de Ginza²¹ pour protester contre la nouvelle législation. Quelques mois plus tard, certains membres hauts placés de la pègre soutenaient publiquement le mouvement. Ils avançaient en effet qu'ils n'étaient pas véritablement des «méchants» et que leurs actes étaient guidés par des valeurs nobles issues d'un code de chevalerie similaire au *Bushido* (la voie des guerriers), ainsi que par des valeurs héritées de leurs ancêtres, les samouraï. Cet héritage du passé et leur code d'honneur les poussaient à défendre les plus faibles et à ne pas user de la violence. Malgré ces démonstrations, le public japonais n'était pas convaincu, particulièrement lorsqu'il assistait à l'assassinat du cinéaste Itami Juzo, poignardé par un Yakuza pour avoir réalisé un film contre la pègre. Par ailleurs, un malfrat qui avait fait un commentaire favorable sur le film était retrouvé mort. Une partie de la population japonaise signifiait néanmoins son opposition à la nouvelle loi. Des juristes, des professeurs et même certains pasteurs chrétiens déclaraient en effet qu'elle était anticonstitutionnelle, enfreignait certains droits fondamentaux comme la liberté de rassemblement, le choix de son occupation et le droit à la propriété. Un tenancier d'une boîte de nuits déclarait ainsi dans le journal *Nikkei Weekly*, «*débarrassez-vous de la loi antigang, pas des Yakuza, sous peine de voir le Japon devenir comme Harlem...*».

Conclusion du chapitre

La pègre nipponne est aujourd'hui extrêmement violente et puissante sur le plan économique. Inspirant un mélange de fascination et de crainte, elle s'est donnée un rôle à jouer dans la société. Autrefois, les Yakuza voulaient apparaître comme les défenseurs des pauvres. Aujourd'hui, ils se présentent comme des médiateurs entre les « bons » et les « méchants », canalisant les éléments déviants de la société japonaise. Les réformes antigang de 1992 sont loin d'avoir été efficaces et cacheraient, selon certains criminologues, une « hypocrisie » typique des civilisations asiatiques. Dans les sociétés qui en sont issues, Il est en effet primordial de maintenir une harmonie, même relative, et de donner l'image de paix sociale à l'étranger.

²⁰ Les autorités nipponnes estiment aujourd'hui que que soixante dix sept groupes du Yamaguchi-gumi se font passer pour des entreprises ou des organisations religieuses.

²¹ Ginza est l'un des vingt-trois quartiers de Tokyo.

Chapitre II. Un Panorama des activités traditionnelles

Introduction du chapitre

Au cours des deux dernières décennies, les Yakuza ont concentré leurs activités sur les marchés de l'immobilier et de la bourse. Ces activités sont loin d'être la priorité des autres mafias du monde, et ceci constitue l'une des particularités des Boryokudan.

Comme nous avons pu le voir, les Yakuza ont bénéficié d'une importante tolérance de la part des autorités et de la population nipponne pendant la période de guerre. Les scandales d'aujourd'hui ont légèrement modifié cette tendance. Le nombre d'entreprises et d'hommes politiques impliqués dans des affaires plus ou moins illicites est croissant. Les sommes d'argent engagées dans des transactions douteuses s'élèvent à plusieurs milliards de yens, de quoi offusquer les populations. En réalité «la pègre est en train de développer une sorte de *'muscle de la finance'* qui pourrait, bouleverser l'ordre économique»²². Les lois japonaises, jusqu'à la loi antigang promulguée en 1992, ont été très inefficaces contre les Yakuza. Il n'existe en effet aucun texte, ni statut interdisant le racket ou le blanchiment d'argent. Aujourd'hui, les domaines privilégiés des Yakuza sont le racket d'entreprises, l'usure, tous les types d'extorsion, les trafics de drogue, d'armes, l'industrie des loisirs (sport, cinéma...) et du sexe.

I Les activités légales des Yakuza.

Actuellement, la part des revenus provenant d'activités légales est croissante, et on l'estime à environ 20% du revenu global des Yakuza, soit près de 20 milliards de dollars. Près de 26000 entreprises légales nipponnes sont des sociétés écrans et des sociétés de blanchiment d'argent. Ces entreprises sont très diverses : il peut s'agir de snack-bars, de clubs de strip-tease, de restaurants. Les Yakuza investissent tous les domaines de l'économie japonaise; ils sont présents à la bourse de Tokyo, mais également sur le marché de l'art, dans l'industrie cinématographique et dans l'immobilier.

II Les activités principales des Yakuza

- L'industrie de la main d'œuvre (La construction et la navigation).
- Le tourisme sexuel et l'industrie du sexe
- L'industrie des jeux de hasard et du Pachinko.
- L'usure
- Le trafic d'armes et de drogues

²² « More eyes on Yakuza's role in Japanese economy », *Japan Economic Institute*, 08.05.92.

1. L'industrie de la main d'œuvre (la construction et la navigation)²³

La relation Yakuza-entreprise a toujours été basée sur le profit mutuel. Les Yakuza exercent depuis des années un contrôle sur la main d'œuvre journalière ouvrière et les dockers. Ce contrôle fait d'eux une véritable force avec laquelle les entreprises de construction et les compagnies de navigation doivent compter. Par ailleurs, dans un pays en manque de main d'œuvre, les industries dépendent des Yakuza pour contourner les lois d'immigrations très strictes au Japon. Elles ont en effet besoin de la force de travail des pays d'Asie du Sud Est et des autres pays asiatiques, car la main d'œuvre y est beaucoup plus nombreuse et bien moins chère. En outre aucun japonais n'accepte de travailler sur les chantiers navals, car cela est synonyme de travail pénible, dangereux et sans aucune reconnaissance sociale. Les Japonais utilisent également la pègre pour contrôler les appels d'offres et l'attribution de marchés publics. L'industrie du bâtiment est connue pour avoir apporté un appui financier au Parti Libéral Démocrate - une situation qui expliquerait en partie les relations entre les Boryokudan et le politique.

2. Le tourisme sexuel et l'industrie du sexe²⁴

a) Evolution de l'industrie du sexe au cours des deux dernières décennies

Au cours des années 80, la pègre nippone s'est impliquée dans le développement de l'industrie du sexe. Auparavant, les hommes d'affaires japonais avaient pour habitude de se rendre à l'étranger pour se «divertir», et tout particulièrement à Taiwan au début des années 60, puis en Thaïlande et aux Philippines. Ce comportement trouvait alors une légitimité dans le contexte historique d'occupation du Japon par les Américains. En 1980, la tendance se renverse car les « sex tours » font l'objet de vigoureuses dénonciations en provenance de l'étranger. Pendant la décennie 80 de nombreuses femmes asiatiques, originaires des Philippines et de Thaïlande, débarquent au Japon. La plupart de ces femmes sont munies de papiers et de visas réguliers, elles viennent en tant que chanteuses ou danseuses. Pourtant, elles sont exposées à des sévices en tous genres; elles sont séquestrées, battues et très souvent forcées à se prostituer; elles servent à alimenter les maisons closes de Tokyo. On estime à 100 000 personnes environ, le nombre de femmes exploitées chaque année au Japon pour les besoins de l'industrie du sexe. Les Yakuza apprécient cette nouvelle activité, car elle est discrète et très rémunératrice. Pour la développer, ils font appel aux triades chinoises mais également aux gangs locaux des Philippines.

b) Les explications de cette nouvelle tendance

Plusieurs raisons expliquent le développement de l'industrie du sexe au Japon :

- L'exploitation sexuelle dans ce pays remonte à la seconde guerre mondiale. Pendant cette période, quelques 200 000 femmes²⁵ sont utilisées comme "objet de réconfort" par les hommes de l'armée impériale et par les membres du gouvernement. Elles sont originaires

²³ <http://www.economist.com>, «Old, down and out in Japan», 13 Mars 1999.

²⁴ Voir annexe n°3, Entretien avec Xavier Rauffer.

²⁵ Ces femmes apellées *lanfu* «femmes de la consolation» étaient essentiellement originaires de Corée. Des documents de l'armée impériale nippone ont été retrouvés qui mettent en cause la responsabilité de l'armée.

des Philippines, de Corée, de Chine, d'Indonésie et d'autres pays d'Asie contrôlés par le Japon. En 1995, faisant suite aux excuses publiques formulées par le Japon en direction des victimes, une Sous-Commission est chargée d'examiner la responsabilité du gouvernement et de l'armée nipponne. Elle les accuse d'avoir violé les droits de l'Homme.²⁶

- Dans les années 60, les Yakuza se tournent vers l'industrie du sexe, notamment dans le cadre du tourisme. Ils organisent des «sex tours» dans de nombreux pays d'Asie du Sud Est. De plus, au Japon, la prostitution est légale tant que l'on n'utilise pas de souteneur et les filles âgées de plus de 12 ans peuvent légalement avoir des relations sexuelles.
- les proxénètes trouvent de moins en moins de jeunes femmes japonaises prêtes à travailler comme prostituées. Les femmes thaïlandaises ou philippines sont ainsi beaucoup moins chères et plus "rentables". Elles travaillent davantage que les Nippones et ont peu de moyens de se révolter, dans la mesure où leur situation irrégulière ne leur permet pas de demander de l'aide aux autorités. Certains entremetteurs parviennent à gagner plusieurs millions de dollars en exploitant ces femmes.
- Le marché de la prostitution a pu également se développer, en raison d'un comportement laxiste des autorités vis à vis de la prostitution, qui remonte à l'ère féodale. Et aujourd'hui la commercialisation des femmes bénéficie d'une nouvelle culture en provenance des milieux d'affaires dont les membres réclament, toujours plus nombreux, les services de jeunes « femmes de consolation ».
- Une autre raison favorise l'exploitation des femmes étrangères : le pouvoir du yen, une des monnaies les plus fortes du monde. Les Etats asiatiques dont la puissance économique est loin d'être comparable à celle du Japon, sont heureux de pouvoir se procurer des devises plus fortes que leur monnaie et tout particulièrement le yen. L'exportation de femmes en tant qu'entraîneuses est un moyen d'y parvenir.
- Le développement inégal entre le monde rural et le monde urbain des pays d'Asie (et surtout de Thaïlande et des Philippines) est un autre facteur expliquant l'expansion du commerce du sexe. La différence de richesse entre les populations rurales et urbaines de ces pays est telle que des ruraux n'hésitent pas à vendre leur filles à des entremetteurs pour se procurer certains biens de consommation.

a) La prostitution des femmes et des enfants

✓ Le traitement des femmes

Les femmes sont placées sous la haute surveillance des Yakuza, qui s'occupent de vérifier la qualité de leur «travail» (c'est à dire qu'elles reçoivent bien un certain nombre de clients par jour). Si elles ne respectent pas leurs obligations ou tentent de s'échapper, elles sont séquestrées, violentées, et parfois même tuées.

²⁶ *Mécanismes et rapport de la Sous-Commission, 1995.*

Les Thaïlandaises sont les premières victimes de ces comportements. La majeure partie d'entre elles se trouvent en situation irrégulière, parlent très peu l'anglais, et leur religion ne les pousse pas à la révolte²⁷. Un certain nombre de ces femmes se suicide en désespoir de cause, tandis que d'autres sont assassinées par leurs bourreaux. Les ambassades sont à même de transmettre à la presse des informations sur ces décès, lorsque les jeunes femmes sont munies de passeport. Mais les chiffres généraux sont peu fiables, car beaucoup de prostituées entrent sur le territoire nippon munies de faux papiers.

✓ Comportement des autorités japonaises

Les autorités japonaises signalent un nombre croissant de femmes hospitalisées pour des problèmes psychiatriques liés à l'usage de la drogue. Lorsque ces femmes prostituées sont malades ou accidentées, le gouvernement japonais refuse de leur prodiguer les soins médicaux nécessaires à leur rétablissement. Par ailleurs, la justice japonaise est loin d'être équitable à l'égard de ces immigrées. En 1994, la justice japonaise a infligé une peine de 10 ans de prison à trois prostituées accusées de meurtre sur la personne de leur entremetteur ! Les véritables responsables de cette industrie du sexe n'ont, quant à eux, pas fait l'objet de poursuites.

✓ Exemple d'un scénario de trafic de femmes thaïlandaises

- Les futures prostituées sont recrutées en Thaïlande. On leur promet des situations d'exception dès leur arrivée au Japon. Le recruteur "exporte" ces femmes, vendues chacune en général entre 1 500 000 et 2 000 000 yens.
- Un dealer japonais achète les femmes à un prix fixé par le recruteur et les revend «en gros» pour le double du prix, aux réseaux de l'industrie du sexe.
- Un propriétaire de bar les achète en moyenne entre 3 500 000 et 4 000 000 de yens chacune.
- Finalement, les femmes se trouvent en situation de dette vis à vis de leurs acheteurs et doivent se prostituer pour les rembourser.

Cette nouvelle forme d'esclavage enfreint deux règles des droits de l'homme : la première est la violence sexuelle; la seconde, l'exploitation économique. On peut déplorer que l'industrie du sexe génère d'aussi gros profits pour les Yakuza.

✓ L'exploitation sexuelle des femmes venues du continent américain

Les autorités américaines observent un afflux de Boryokudan sur le territoire américain. Ces professionnels du crime y embauchent des femmes blanches mais également de type asiatique. Les femmes sont recrutées selon la même méthode que celle utilisée avec les

²⁷ Le bouddhisme entend que l'âme d'une personne n'est pas souillée par les actes relevant de la partie inférieure du corps (ceinture-pieds), *Entretien* avec Xavier Rauffer.

Thaïlandaises. Les membres des gangs japonais leur font des promesses de travail très lucratives comme danseuses et chanteuses, sans leur préciser ce que sera la nature exacte de ce travail. Ils leur font visionner des films montrant des femmes blanches en tenue de scouts et d'agents de police dans le but d'endormir leur méfiance. Les Yakuza expliquent à leurs proies qu'ils engagent des américaines, car les hommes japonais aiment discuter en anglais. Ces femmes se laissent aveugler par les promesses de fortune rapides et sont entraînées dans le commerce sexuel. Ce phénomène est connu, en verlan japonais, sous le terme de «*japayuki*»²⁸.

✓ L'exploitation sexuelle des enfants

Si l'on parle surtout de prostitution féminine, il ne faut cependant pas omettre un autre fléau peut être encore plus grave, la pédophilie. Les enfants à qui l'on vole la santé, l'innocence et la vie, sont les premières victimes du tourisme sexuel. En Thaïlande le *Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef)* dénombre près de 300 000 enfants âgés de moins de 16 ans travaillant comme prostitués. Ils deviennent pensionnaires dans des maisons closes, des bars et ils sont ainsi placés sous la haute surveillance de leurs «protecteurs». En Asie, et tout particulièrement en Thaïlande et aux Philippines, l'épidémie du sida explose. Les enfants sont violés, battus et utilisés comme de simples jouets par les touristes venus du monde entier. Ces crimes sont d'autant plus alarmants que les pédophiles sont souvent des citoyens ordinaires qui, dans la vie de tous les jours, ne seraient pas qualifiés de pervers. Ce proxénétisme terrible est très bien exploité par la criminalité organisée et notamment par les Yakuza. La pègre profite également de l'industrie florissante du sexe pour produire des vidéos pornographiques mettant en scène des enfants dans les situations les plus atroces que l'on puisse imaginer.

d) La prostitution des jeunes lycéennes japonaises.

Il faut noter le nombre croissant de jeunes étudiantes (collégiennes et lycéennes) qui se prostituent afin de pouvoir se procurer des vêtements et autres objets de luxe : sacs Louis Vuiton, parfums... Un sociologue estime que 8% des étudiantes nippones se prostituent de manière occasionnelle à leur propre initiative. Cependant, lorsque certaines de ces jeunes filles souhaitent faire de cette activité un «exercice» plus régulier, les Yakuza entrent alors en scène.

1. L'industrie des jeux de hasard et du Pachinko.²⁹

Les gains de l'industrie des jeux de hasard sont estimés, en 1996, à 33 500 milliards de yens. Ces jeux sont la loterie, les paris sur les courses de bateaux, de chevaux, d'automobiles, de vélo, les tournois de Sumo, les jeux dans les casinos et le Pachinko. Le jeu lié à l'argent est une tradition ancienne de l'archipel nippon et, selon Paul Guth, «une forme laïque du miracle»³⁰. Les spécialistes estiment à environ 10% le profit généré par

²⁸ Natti Bumpo « Yakuza, sex slaves, drugs, subway gas, ultranationalists and secret societies », <http://www.cnet.com>.

²⁹ Thierry Ribault, «Une forme laïque du miracle», *Le Monde Diplomatique*, août 1998.

³⁰ Ibid.

cette industrie, sur la masse globale des revenus du crime. En 1996, le marché du jeu employait 480 000 personnes avec 340 000 employés dans l'industrie du Pachinko. Néanmoins on enregistre un léger recul de l'industrie du jeu traditionnel ces dernières années, en raison d'une reprise partielle de cette activité par l'Etat. Les Yakuza, en dehors du Pachinko, ont alors décidé d'investir dans les compétitions de base-ball et les courses de hors-bord dont les nippons sont de grands amateurs. La période de crise économique et sociale que traverse actuellement le Japon, est également un facteur favorable à l'engouement des jeunes nippons pour la recherche d'activités ludiques.

a) Le Casino

La pègre nippone a profité de l'existence de réseaux à Hawaii pour s'infiltrer sur le continent américain. Elle s'est tout d'abord installée dans le sud de la Californie, pour gagner ensuite les villes côtières comme San Francisco, Portland et Seattle. Les Yakuza ont pu atteindre leurs objectifs d'implantation en se liant aux mafias locales. Les autorités américaines ont observé l'implication de la pègre nippone dans l'industrie du jeu à Las Vegas, Atlantic City, New-York, Boston et Newark.

b) Les jeux et les paris clandestins

✓ Les Jeux de cartes

Le *cho ka han ka* compte parmi les jeux de cartes les plus exploités par les Yakusa. Les règles de ce jeu sont simples. Deux dés sont agités dans une boîte ronde noire en bambou, posée par la suite sur le tatami. Les joueurs font alors des paris sur «Chance» ou «Egalité» et doivent placer au même moment leur mise sur le tatami. Le lanceur de dé dit alors « *Ce sera tout messieurs* » et signifie par là même aux joueurs qu'ils ne doivent plus toucher à leurs mises. Le lanceur dit alors «jouez» en parlant doucement. Au même moment il ouvre la boîte et annonce soit «*chou*» ou «*han*» - deux résultats qui déterminent le gain ou la perte pour les joueurs. De manière générale, la mise dans ce jeu est très élevée, et seuls des joueurs professionnels peuvent s'y risquer. Un joueur parie un minimum de 10 000 dollars par mise et il peut gagner jusqu'à un million de dollars dans une journée. Ce type de jeu est très ancien mais il reste néanmoins aujourd'hui pratiqué par les Yakuza, défenseurs de la tradition.

✓ Les Tournois de Sumo³¹

La transparence et l'intégrité de la plus ancienne institution sportive nippone, le Sumo, sont aujourd'hui remises en cause. Un journaliste du *Financial Times* révèle ainsi dans un article récent (3 janvier 2000), que de nombreux sportifs ont été amenés à participer à des matchs truqués au cours de leur carrière. Lors d'un grand tournoi, Akebono, le grand champion hawaïen, aurait accepté de se mettre à terre au moins une fois, en échange d'un dessous de table. La dernière fois qu'une telle affaire a été révélée, c'était en 1996, lorsque Onaruto,

³¹ <http://www.economist.com>, «Sumo wrestling, Ringleaders?», 22 June 96.

un grand entraîneur de Sumo, déclarait que ce sport ancestral était « pourri » par les paris sur les combats, l'évasion fiscale, les relations avec la pègre, la drogue et les orgies. Il expliquait également que 29 des 40 plus grands lutteurs de Sumo trichaient régulièrement. L'entraîneur et le sous directeur de l'association des supporters, Siichiro Hashimoto, décidaient, le 26 Avril 1996, de donner une conférence de presse sur la corruption dans le monde des Sumo. Mais ils ne pouvaient mener ce dangereux projet à terme, décédant tous les deux le 14 avril à l'hôpital d'une "pneumonie"! Néanmoins, quelques jours avant leur mort, ils avaient eu le temps de répondre à une interview du *Shukan Post*, l'un des magazines les plus lus au Japon. A la suite de cette rencontre, le personnel du magazine recevait de nombreuses menaces de mort. Quelques temps plus tard, le livre écrit par Onaruto sur le monde corrompu des Sumo devenait un best-seller. Dans ce livre, l'auteur expliquait que les grands Sumo avaient l'habitude de recourir aux Yakuza. Ces derniers leur fournissaient des prostituées et les aidaient à blanchir l'argent gagné en cash. La pègre en retour contrôlait les paris et l'information sur les combats truqués. Onaruto expliquait également que les combattants avaient l'habitude de vendre les matchs - le montant des chutes par combat s'échelonnant entre 5000 et 10 000 dollars. Suite aux révélations scandaleuses du livre d'Onaruto et à celles du *Shukan Post*, l'association japonaise de Sumo (JSA) portait plainte contre l'éditeur du livre et le magazine. Plus tard, aucun directeur de publication, au Japon, ne semblait désireux de poursuivre les enquêtes sur les milieux du Sumo. Devant le mur du silence qui s'installait dans le pays, le *Shukan Post* décidait d'encourager les magazines étrangers à traiter le sujet. Les milieux officiels du Japon redoutent aujourd'hui les suites d'une initiative qui risque de compromettre le prestige de son sport national ancestral, réduit à celui de « show » à l'occidentale (combats truqués de catch ou de boxe).

✓ Les paris en tous genres

Les jeux et les paris clandestins représentent 17% des sources de revenus des Yakuza. Les paris concernent les courses de hors-bord, de lévriers, de motos et de vélo, les matchs de base-ball, de boxe et autres. Ces activités sont en général contrôlées directement par les chefs des gangs mafieux.

c) Le Pachinko³²

Le Pachinko (sorte de flipper) est, au Japon, l'activité la plus lucrative de l'industrie du jeu. En 1996, les recettes se sont élevées à 25 000 milliards de yens (900 milliards de francs), soit 6.7% du produit intérieur brut nippon. L'archipel dénombre 18000 salles sur l'ensemble du territoire. On trouve des salles de Pachinko partout, y compris dans les villages. La cible visée par les exploitants du jeu est relativement large, touchant les deux sexes et les personnes de tous âges. Néanmoins, on observe un engouement plus important chez les jeunes salariés. Les salles de Pachinko offrent de nombreux services : une garderie pour les jeunes mamans accompagnées de leurs enfants, un service de restauration, des réfrigérateurs pour conserver au froid les courses faites au préalable, et une place de parking (luxe indéniable dans un pays où la possibilité de garer sa voiture est un véritable "parcours du combattant"). La salle du Pachinko est un lieu de passage quotidien quasi

³² Thierry Ribault, «Au Japon, la folie du Pachinko», *Le Monde Diplomatique*, août 1998.

obligatoire pour toute personne désirant se couler dans le moule de la société japonaise. La passion des joueurs est telle que les nippons en arrivent à oublier le monde qui les environne, en commençant même par leurs enfants qu'ils emmènent avec eux dans ces salles immenses. Il est arrivé que l'on retrouve des enfants morts par défaut de soin de leurs parents trop occupés à lancer des billes. L'un des plus célèbres quotidiens nationaux le *Mainichi Shimbun* aurait identifié 30 cas de morts accidentelles d'enfants, alors que leurs parents étaient en train de jouer. Cette passion, chez les jeunes adultes, pour un jeu déjà ancien est relativement paradoxale, car le Pachinko a été introduit en 1948 pour distraire les jeunes enfants.³³ Les chiffres officiels sur l'activité sont faramineux : 27 millions de joueurs ; une dépense moyenne annuelle de 32 000 francs par individu, soit le montant cumulé de deux salaires mensuels.

En 1990, les autorités japonaises, soucieuses de rendre un peu plus transparente la comptabilité de ce commerce à grande échelle, introduisaient un système de cartes prépayées allant de 50 à 500F. Six années après l'introduction de ce système, 70% des salles de jeux en étaient équipées. Mais les mafias japonaise et coréenne en avaient profité pour réaliser des contrefaçons leur permettant de blanchir l'argent sale, fruit d'activités illicites, et de se procurer de l'argent frais. De nombreuses salles sont soupçonnées d'avoir trafiqué leur machines et, pour certaines, de pratiquer l'évasion fiscale. Les autorités nippones sont restées très longtemps passives vis à vis de ce nouveau fléau. L'industrie du Pachinko est dominée en partie par les descendants de familles nord-coréennes amenées sur l'archipel pendant la période coloniale. Les autorités considèrent que le Pachinko représente une source de change (d'argent) pour ces populations minoritaires travaillant paisiblement en marge de la société. L'industrie du Pachinko, outre les possibilités de blanchiment qu'elle offre, pose également d'autres problèmes. En effet si les jeux d'argent sont interdits au pays du Soleil Levant, on sait pertinemment que les gains, présentés sous forme de lots, sont échangés dans les petits magasins des rues avoisinant les salles de jeu. Le problème freine ainsi l'entrée des industries de Pachinko sur le marché boursier où les maisons de titres sont encore très réticentes à leur égard. Elles bénéficient toutefois d'une tolérance relative de la police, car un certain nombre de policiers retraités se sont reconvertis dans le conseil pour lutter contre leur infiltration par la pègre. Du côté des politiques, la corruption semble active, et un certain nombre de membres du Parti Libéral Démocrate sont soupçonnés d'avoir perçu des «avantages en nature». Aujourd'hui, l'agence nationale de la police a soumis au gouvernement une proposition de réforme du Pachinko. Elle vise à faire disparaître les échoppes où l'on échange les lots, pour les remplacer par un organisme officiel. La formule est séduisante. Elle permettrait à l'Etat de contrôler de plus près les activités des officines de Pachinko, d'assainir ce secteur économique, et d'en percevoir des revenus plus importants par le bais de l'impôt.

1. L'usure³⁴

Les usuriers, connus également sous le nom de *Sakarín*, sont presque toujours des membres du syndicat du crime. L'usure est l'un des domaines de prédilection des Boryokudan et son essor a été favorisé par les conditions très restrictives d'obtention des prêts au Japon. Jusqu'au début des années 1980, il était particulièrement difficile, pour un

³³ <http://www.economist.com> , « Japan, Pachinkoholism », 6-Jul-96.

³⁴ <http://members.tripod.com> , « More eyes on Yakuza's role in the japanese economy », Japan Economic Institute, 08.05.92.

individu, d'obtenir un prêt auprès des banques. Cette déficience du système financier nippon a ouvert une voie aux Boryokudan et plus particulièrement aux Sakarin, spécialistes de l'usure et des «*prêts requins*». Les Yakuza n'ont pas besoin d'utiliser la violence dans ce "métier". Le fait même de perdre la face au Japon fait à lui seul l'objet de suicide : quoi de plus déshonorant que d'avoir de gros problèmes financiers? Les personnes endettées préfèrent naturellement s'adresser aux Yakuza plutôt qu'aux banques. En 1982, on estimait à 2400 le chiffre de suicides liés directement ou indirectement aux Sakarin. Le nombre d'officines avouées ou non liées à cette activité s'élèverait entre 42 000 et 200 000. Les taux pratiqués par ces «*requins*» sont parfois supérieurs à 100%. Dans les années 80 l'usure représentait 3.3% des ressources globales de la pègre nippone.

2. Le trafic d'armes³⁵

La pègre a profité d'une législation nipponne draconienne en matière d'armement, pour développer un vaste marché parallèle. Les Boryokudan infiltrent dans le pays une quantité importante d'armes, par le biais de pays asiatiques comme les Philippines, mais aussi par les Etats-Unis, pays où la qualité des produits est excellente, et où la législation sur les armes est accommodante. Cette contrebande est très lucrative, avec un prix moyen de vente par arme qui oscille entre 675 000 et 945 000 yens. Ces armes sont achetées en Chine, à Taiwan, Hongkong, aux Philippines et aux Etats-Unis. La contrebande d'armes est très ancienne au Japon. Elle remonte au milieu du XVI^e siècle avec les premières importations en provenance du Portugal. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les soldats démobilisés constituaient la première source du trafic d'armes. Aujourd'hui ce type de contrebande est sous la coupe des syndicats du crime. En 1960, les armes confisquées aux Yakuza représentaient 6% de la totalité des saisies de marchandises illicites et en 1988 ce chiffre atteignait 39%. Néanmoins, le nombre d'armes de gros calibres confisquées par la police passe de 1338 en 1965 à 875 en 1989. La raison en est simple : au Japon, l'obtention d'un permis de port d'armes reste très difficile. Dans la capitale nipponne, on ne dénombre ainsi que 59 000 permis. Du coup, le nombre d'agressions annuelles est chiffré à 40, contre 11 000 à New York (le nombre d'homicides est 200 fois plus important aux Etats-Unis). Au Japon, les crimes armés sont essentiellement perpétrés par les professionnels du crime, c'est à dire par les Boryokudan. On recense environ 600 meurtres par an, commis avec des armes de poing, et 900 avec des armes de plus gros calibre³⁶.

3. Le trafic de drogues³⁷

Le développement des Boryokudan à l'étranger amène les Yakuza à s'adonner à d'autres activités génératrices de gains, tel le trafic de drogue avec, plus particulièrement, les amphétamines («*speed*», «*us streets*»). La drogue apporte à la mafia une source importante de revenus, mais contribue également à la restructuration des gangs et au changement de mentalité. De fait, le trafic de drogues, et l'obligation de blanchir à grande échelle les sommes d'argent qui en sont issues, contraignent la pègre nippone à revoir son mode de fonctionnement. Par ailleurs, cette nouvelle source de revenus, née de la guerre, permet à la pègre de s'infiltrer plus profondément dans la sphère économique nipponne.

³⁵ David B. Kopel, « Japanese Gun Control », *Asia Pacific Law Review*, 1993.

³⁶ Ibid.

³⁷ Voir annexe n°2.

Aujourd'hui on suppose que 60% du trafic de gros d'amphétamines sont sous la tutelle des Yakuza. A cela il faut ajouter la cocaïne et le cannabis. Jusqu'en 1992, les Yakuza savaient pouvoir compter sur l'indulgence de la police en matière de trafic de drogue. Celle-ci acceptait de fermer les yeux, dans la mesure où ce trafic se limitait aux amphétamines.

a) Les Amphétamines

Le trafic d'amphétamines (*Shabu* ou *Meth*), comme celui de la plupart des autres drogues, s'est développé au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le Gurentai a été le premier des syndicats du crime à se lancer dans l'aventure - les amphétamines étant le type de drogue le plus appréciés des nippons. Dans les années 60, la pègre nippone contrôlait entièrement le trafic d'amphétamines. L'essentiel de la production provenait de Chine où les yakuza étaient de mèche avec les triades. Jusqu'à la fin des années 90, le trafic d'amphétamines dominait celui des autres drogues. En 1996, la police nippone saisissait 650 kilogrammes d'amphétamines dont 90% en provenance de Chine.³⁸ Actuellement, on estime à 800 000 les consommateurs d'amphétamines. 700 kg de cette drogue sont consommés chaque jour dans l'Archipel. Le montant du marché de détail, particulièrement lucratif, est estimé à environ 14 milliards de francs.

b) La cocaïne

Jusqu'à la fin des années 90, le trafic de drogues dures n'était pas l'un des domaines d'activités privilégiés des Yakuza - la raison principale étant l'accord tacite passé entre la pègre et la police sur le trafic d'amphétamines. C'est la loi antigang de 1992 qui va précipiter l'engouement des Yakuza (exclus des bandes) pour le trafic de drogues dures. D'après les estimations de l'agence nationale de la police, environ un million de japonais auraient consommé de la cocaïne, au moins une fois dans leur vie.³⁹ Le quotidien japonais *Yomiuri Shimbun* estime que le nombre de consommateurs réguliers ou occasionnels atteindrait 1.5 million. Le milieu du show business serait la première « cible » de ce trafic. Le gramme de cocaïne se vend au Japon entre 40 000 et 150 000 yens. Le prix est fixé en fonction de l'offre, de la demande, et de la qualité de la marchandise. En 1992, 31 kilos de cocaïne étaient saisis sur l'archipel, soit une augmentation de 43% par rapport à l'année précédente.

✓ Les drogues dures en provenance de Colombie.

Les douanes japonaises saisissent de plus en plus souvent des colis de cocaïne en provenance de Colombie. De nombreux Colombiens sont arrêtés, alors qu'ils tentent d'introduire de la drogue dans l'archipel. Les passeurs travaillent essentiellement pour le cartel de Cali, mais peuvent également être des prostituées qui se rendent au Japon pour vendre leurs charmes dans les quartiers de « distractions » de Shinjuku⁴⁰. Parmi les ressortissants colombiens appréhendés, Oscar Crusquintero et Loren Rodriguez ont été tous les deux condamnés par la police nippone à 6 ans de prison pour avoir dissimulé 2

³⁸ Philippe Pons, *Misère et crime au Japon du XVII^e siècle à nos jours*, Editions Gallimard, 1999, p458.

³⁹ « Pays de neige » *La dépêche internationale des Drogues*, n°29, mars 1994.

⁴⁰ Shinjuku est l'un des quartiers branchés de la vie nocturne de Tokyo.

kilos de cocaïne à l'intérieur de leurs valises. Un autre Colombien, qui avait caché 7.1 kilos de cocaïne dans des boules de bowling, a lui aussi été arrêté. La réussite des stratagèmes des passeurs ne peut se faire que grâce à deux éléments : une très bonne organisation des gangs, et une coopération renforcée au sein de la pègre nipponne.

✓ Les drogues dures en provenance de Chine

Les triades chinoises ont profité de l'engouement croissant des japonais pour la consommation de cocaïne. Ils ont étendu à tout l'archipel leurs opérations dans ce secteur. En 1994, deux citoyens originaires de Chine populaire, Ouyang Zhengzhong et Ring Ligen étaient arrêtés, à la suite d'une vente de 2 kilos de cocaïne à un grand hôtel de Tokyo. L'agence nationale de police soupçonne que ce trafic, lié étroitement aux triades chinoises, et transitant par Hong Kong, est en train de devenir un important marché.

c) L'Opium

L'usage de l'opium s'est développé à la faveur des guerres. Dès 1932, le gouvernement japonais mettait en place un monopole de l'opium. Ce stupéfiant était alors une source légale de revenu, fourni par des maisons de commerces japonaises à un «bureau spécial», sous la coupe du gouvernement nippon. L'opium devenait alors une véritable drogue dont les soldats ne pouvaient plus se passer. Afin de favoriser la dépendance des soldats, les japonais faisaient circuler des médicaments à l'intérieur desquels était dissimulée de la morphine, ainsi que des cigarettes, dont les filtres étaient imbibés de petites doses d'héroïne. A la fin de la seconde guerre mondiale, le marché des stupéfiants tombait dans les mains de la pègre nipponne. La cible principale des Yakuza était alors l'armée impériale. L'absence de réglementation permettait le développement d'un commerce florissant dont les premiers bénéficiaires étaient les pègres japonaise et coréenne. Certaines maisons de commerce de l'opium gagnaient jusqu'à trois cents millions de dollars par an.

Conclusion du chapitre

Les Yakuza sont impliqués depuis longtemps dans un grand nombre d'activités : trafics de drogues et d'armes, industrie du sexe, usure, industrie de la main d'œuvre... Si le montant des revenus issu de ces activités semble important : 14 milliards de yens pour les amphétamines, 125 milliards de dollars pour l'usure - ces chiffres demeurent minimes en comparaison de la masse de revenus générée par le crime économique (cf. infra).

Chapitre III. L'Organisation et la structure des Boryokudan

Introduction du chapitre

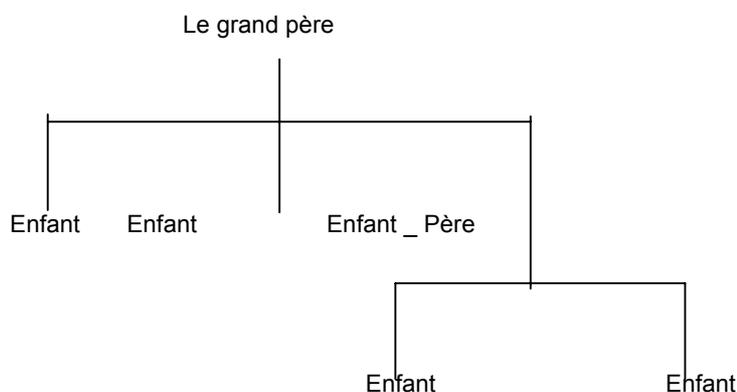
La famille *Yakuza* fonctionne selon des principes similaires à ceux de la famille traditionnelle japonaise. Elle compte de nombreux membres et enfants. Le père est à la tête de la famille, et tous ses enfants lui doivent obéissance et respect. En retour, le père leur prodigue sa protection. Chaque membre doit être prêt à se battre, et dans les cas extrêmes, à mourir pour sa famille. Le noyau central d'une famille regroupe entre 20 et 200 membres, et si l'on ajoute les membres de la famille élargie, le chiffre peut atteindre plusieurs milliers.

La notion de *famille* est très importante dans la société des Boryokudan. Nous verrons par la suite que cette organisation repose sur l'image de la relation «père»-«fils», aussi forte que celle d'une vraie famille unie par les liens du sang. Cette relation est la base, le ciment sans lequel l'organisation ne peut fonctionner. Elle conduit les Boryokudan à passer des accords et des alliances entre les différentes familles. La famille est une sorte de garantie pour la paix sociale entre les membres du Boryokudan, ainsi qu'une source de sécurité par rapport au monde extérieur.

I Des organisations familiales complexes et ramifiées

Malgré une évolution certaine dans le monde de la pègre japonaise au cours des derniers siècles, la structure de base des syndicats du crimes est restée la même. Chaque groupe dispose de son territoire sur lequel il exerce ses activités, dans le respect des règles de famille (*Ikka*). Le noyau central du groupe peut être assimilé à une famille ou à une bande (*Kumi*). Comme dans une vraie famille, il y a un chef (*Kumicho*). Le chef est assisté d'un lieutenant (*Wakagashira*) et d'un sous-lieutenant (*Wakagashira-hosa*). En dessous de la «direction», il existe de nombreux personnages occupant des positions intermédiaires qui sont un peu les « fils » (*Wahashu*) du « père ». Néanmoins, cette structure est plus ou moins complexe et importante, en fonction du syndicat comme dans le cas du Yamaguchi-gumi.

1. Exemple d'une structure familiale simple de Yakuza



2. Structure du Yamaguchi-gumi.

Oyabun ou Kumicho N°1	Yoshinori Watanabe : chef du clan , il réside à Kobe au quartier général du Yamaguchi-gumi. Son clan originel était le Yakamen-gumi de Kobe.
Saiko Komon	Kazuo Nakashini : premier conseiller, il est en charge de 15 gangs, soit 439 membres, basés à Osaka
Sokaiya-honbucho	Saizo Nishimoto : chef du quartier général à Kobe, en charge de 6 gangs, soit 108 membres.
Wakagashira N°2	Masaru Takumi, lieutenant adjoint, contrôle 11 gangs à Osaka, 941 mbres
Fuku-honbucho	Tetsuo Nogami : assistant basé à Osaka, il contrôle 8 gangs avec 164 membres.
Komon	Plusieurs conseillers assistent également le Kumicho
Shingiin	Conseiller « juridique »
Kumicho-hisho	Secrétaire du Kumicho
Kaikei	Comptable
Watagashira-hosa	Lieutenant adjoint
Shateigashira N°3	Keisuke Masuda, en charge de 4 gangs (111 membre)
Shateigashira-honsa	Assistant du Shateigashira
Shatei	Les petits frères qui sont aussi des chefs de gangs (102).
Wakashu	Les « jeunes hommes » réunis en 750 clans soit environ 31 000.

Source: Yakuza Past and Present

1. Un système d'organisation complexe et ramifié

L'organisation traditionnelle d'un Boryokudan est pyramidale. Le pouvoir est relativement concentré au sommet de la pyramide, dont le chef suprême est connu sous le nom de *Socho* ou *Kaicho*. Néanmoins, avant d'être le chef du groupe, il est d'abord le père (Oyabun)⁴¹. La famille centrale est le *Bunke*. Chaque chef dirige un clan et un sous-chef, lui-même chargé de sa propre bande. Chaque clan dépend d'une bande supérieure, mais chacun conserve son identité avec son propre fonctionnement et son nom. Chacune de ses unités dispose d'un minimum de trois échelons, voire cinq dans les organisations les plus importantes comme le Yamaguchi-gumi. Si, jusque là, la structure de l'organisation est relativement simple, elle se complexifie avec diverses ramifications qui viennent compléter l'unité centrale. Le clan s'élargit, en effet, avec la participation verticale d'un autre groupe, ou d'une alliance avec une autre famille de même niveau. Ainsi, l'organisation se compose de dizaines de bandes, et dans certains cas, de plusieurs milliers. Chaque membre est sous les ordres d'un chef, lui-même dépendant d'un autre supérieur. Les bandes qui sont de même niveau hiérarchique peuvent passer des accords. En 1996, les chefs de l'Inagawa-kai, principal syndicat du Kanto, et les chefs du Yamaguchi-gumi du Kansai, ont passé une alliance sacralisée par un échange de coupes de saké.⁴² Dans le cas d'une organisation complexe avec participations d'autres familles, l'Oyabun subordonné est l'*O-Oyabun*. L'O-

⁴¹ En réalité il n'y a pas de traduction exacte pour le terme *Oyabun*, mais d'après les divers traductions données par les spécialistes (patrons, chef...), le terme de « père » est sans doute celle qui se rapproche le plus du rôle de l'Oyabun dans la pègre nipponne.

⁴² Ito Hirotohi, « Yakuza Entrepreneurs Active Behind the Scenes », <http://www.members.tripod.com> . Nous décrivons un peu plus loin les rites pratiqués par les yakuza.

Oyabun regarde les subordonnés de ses Kobun comme ses petits enfants (*Magobun*), le chef du premier groupe est un peu considéré comme l'oncle (*Ojinun*) des enfants de l'autre famille et vice et versa. La direction générale des Boryokudan décide des actions à entreprendre, et les membres subalternes les exécutent. Les chefs suprêmes peuvent également intervenir en cas de conflits majeurs entre les différentes bandes. Pendant les vacances d'un chef, un intérimaire est désigné. Les termes familiaux, employés par les Yakuza, montrent combien la signification et l'intégrité des relations des membres de leurs "familles" sont réelles. Ces liens de parenté tiennent une place importante dans la vie associative des Boryokudan. Toutefois, et il est essentiel de le souligner, la position des membres dans la famille Yakuza ne dépend pas des liens du sang. Le fils n'est pas l'enfant légitime du père, et les autres membres des gangs n'ont pas forcément de liens de parenté. Le rang de chaque membre est fonction de sa bravoure et de son ancienneté au sein de chaque organisation. Il existe cependant des cas exceptionnels de Yakuza solitaires. Ces derniers n'appartiennent à aucune famille, et n'ont aucun compagnon. Dans un monde où le fonctionnement d'un syndicat repose essentiellement sur la force de son groupe, les chances de survie, pour ce Yakuza, sont très restreintes. Aucun Boryokudan n'accepte qu'un autre Yakuza opère sur son territoire, seul les plus vaillants résistent et parfois même constituent leur propre groupe.

I La place de la femme dans la société Yakuza

Le monde de la pègre est à l'image des autres sociétés patriarcales. La femme y joue un rôle important, tout en restant dans l'ombre. Les seules femmes plus ou moins visibles du groupe sont celles des chefs. La femme de l'Oyabun est appelée *Ane-san* ou *Anego-san* (grande sœur). Cette femme bénéficie de sa position d'épouse du chef suprême, pour recevoir les hommages qui lui sont dus. Malgré une grande discrétion, les femmes de Yakuza exercent une influence considérable sur leurs maris. Elles sont, selon la tradition, issues du même monde, celui des organisations de l'ombre. Les épouses restent rarement sans activité. Elles tiennent des bars, des clubs, des restaurants et autres lieux de distractions. Malgré ces occupations, la confiance des Yakusa dans leurs épouses reste limitée. Certains, préfèrent d'ailleurs que les femmes restent en dehors des affaires, car ils les jugent trop faibles. Les Yakuza pensent en effet que les femmes ne sont pas capables de se battre comme des hommes; or un membre doit être prêt à se battre jusqu'à la mort. Ils pensent, comme tous les hommes d'une société japonaise qui reste très machiste, que les femmes naissent pour donner des enfants, les élever et s'occuper de la maison. Par ailleurs, ils ne pensent pas que les femmes soient capables de garder le silence (sur leurs activités courantes, ou en cas d'arrestation). Malgré ces préjugés à leur encontre, Il existe, dans l'histoire de la pègre nippone, des exemples, où des épouses de Yakuza sont parvenues à jouer un rôle important. Ce fut le cas de Taoka Fumiko, la veuve de Kazuo Taoka, qui prit la succession de son mari en attendant la nomination de son successeur. Mais cet exemple reste une exception.

II Les principales bandes⁴³

⁴³ Tous les noms des syndicats du crime japonais portent un suffixe, il peut s'agir de gumi (gang, compagnie), de kai (association, société) et rengo (fédération, coalition), dans : Thierry Cretin, *Mafias du monde* :

1. Le Yamaguchi-gumi

a) Kazuo Taoka miroir du Yamaguchi-gumi

Kazuo Taoka est né en 1913 sur l'île de Shikoku. Orphelin très jeune, il fut envoyé à Kobe pour y travailler. A l'âge de 14 ans, il nouait ses premières relations avec les milieux interlopes locaux, et en particulier avec le Yamaguchi Noburu, à la tête d'un petit gang. Après un apprentissage de neuf années, Taoka avait une véritable réputation de bagarreur et devenait membre à part entière du groupe. En 1936, il était jeté en prison pour l'assassinat d'un membre appartenant à un gang ennemi. En 1943, Taoka était libéré et en 1946, suite au décès de Yamaguchi Noburu, il prenait la tête du groupe. Très habile dans la manière de manager les hommes, il retournait sur les docks de Kobe pour y constituer le *Yamaguchi-gumi*. Simultanément, il prenait une large part de marché de l'industrie du jeu et du racket professionnel. Kazuo Taoka a été l'Oyabun du Yamaguchi-gumi depuis le milieu des années 40 jusqu'à sa mort. Il a survécu à de nombreuses tentatives de meurtre, parmi lesquelles, celle organisée lors de la célèbre attaque de 1978, où l'un de ses opposants lui tira une balle dans le cou au cours d'une réception donnée dans sa propre maison.

Le Yamaguchi-gumi est le syndicat du crime le plus puissant du Japon. Son emblème est une broche en forme de losange, que les membres portent sur le revers de leurs costumes. Cet objet, et les tatouages, sont deux traits distinctifs qui leur permettent d'ouvrir un grand nombre de portes et d'obtenir ce qu'ils souhaitent. Malgré la puissance de la bande, et la reconnaissance dont elle jouit à l'extérieur, le Yamaguchi-gumi a eu quelques difficultés dans les années 80. A cette époque, Taoka décidait en effet d'étendre son territoire à l'île d'Hokkaido. A l'arrivée du clan à l'aéroport de Sapporo, l'accueil était autre que celui envisagé. Des gangs locaux étaient présents, afin de repousser "l'envahisseur" au-delà des frontières. La bagarre entre les deux groupes fut telle, qu'elle nécessitât l'intervention de plus de 2000 hommes des forces de l'ordre, avant de parvenir à séparer leurs membres. En Juillet 1981, Taoka décédait d'une crise cardiaque, après avoir été, pendant trente cinq ans, à la tête du Yamaguchi-gumi. Les funérailles furent célébrées dans le plus grand respect de la tradition japonaise, réunissant près de 200 gangs, mais aussi de nombreuses personnalités du show business nippon (acteurs, musiciens, chanteurs), tout comme des officiers de police en tenue. Taoka fut responsable de l'introduction de la pègre dans le milieu professionnel sportif, également dans celui des divertissements comme l'industrie du film (très lucrative). Par la suite, la police procéda à de multiples raids dans tous les bureaux du Yamaguchi-gumi de l'archipel. Elle devait arrêter près de 900 hommes, et saisir de nombreux produits de contrebande, tels que des armes à feu, de la drogue, des épées. Le successeur de Taoka aurait du être son second. Or Yakamen fut emprisonné jusqu'à la fin de l'année 1982. Ce fut donc sa femme, Taoka Fumiko, appelée aussi «*Ane-san*», qui organisa l'intérim pendant cette année là. Yakamen n'eut néanmoins pas le loisir de servir le Yamaguchi-gumi en tant que chef, car il décéda d'une cirrhose du foie. La structure du Yamaguchi-gumi en fut alors profondément ébranlée.

b) Le fonctionnement et l'évolution des activités du gang

Du vivant de Taoka, le Yamaguchi-gumi contrôlait près de 2500 sources de revenus. Il exploitait l'industrie des jeux, et particulièrement le Pachinko, pratiquait l'usure et investissait de manière massive dans les divertissements sportifs. Le fonctionnement du Yamaguchi-gumi n'a pas changé depuis 300 ans. Le fondement du groupe est la relation *Oyabun-Kobun*, avec le contrôle quotidien du syndicat. Son chiffre d'affaire annuel est d'environ 460 millions de dollars. Ses méthodes de management sont dignes des plus grandes entreprises et sont particulièrement enviées par les autres mafias du monde. Le Yamaguchi-gumi regroupe près de 103 parrains de différents niveaux, qui contrôlent 500 gangs. Chacun de ces grands patrons gagne au minimum 130 000 dollars par an. Le chef de gang perçoit aux alentours de 43 000 dollars par mois, soit près de 360 000 dollars par an, après avoir déduit chaque mois 13 000 dollars pour les dépenses de divertissement et de bureaux. Le montant de la somme gagnée par un chef dépend du nombre d'hommes qu'il a sous ses ordres. Le Yamaguchi-gumi a commencé à investir dans le trafic des narcotiques et surtout dans celui des amphétamines. Le groupe s'intéresse à tout ce qui peut être générateur de profit comme le sont l'usure, la fraude, la pornographie (la pornographie *hard* au Japon est interdite), les vêtements pour les matches de base-ball, les courses de chevaux et les enchères sur les biens publics (domaine de prédilection des Yakuza). Les agences immobilières, les écoles de langues (spécialisées surtout en anglais) sont également des secteurs fortement investis. Pendant le court « règne » de Taoka Fumiko (épouse de Yakamen, cf. supra), le nombre de membres du groupe est passé de 587 en 1982, à 13346 membres en 1983. En outre, le contrôle du Yamaguchi-gumi s'est étendu de 36, à 47 préfectures, au Japon.

En 1983, Fumiko était écartée du pouvoir et Mashisa Takenaka prenait le contrôle du Boryokudan. Son style militant l'emportait sur son opposant Hiroshi Yamamoto. Ce dernier, par accès de rage, décidait de se venger, en faisant exécuter Takenaka en 1985. Auparavant, il avait pris le contrôle de 13000 membres du groupe, et créé l'*Ichawa-kai*, devenu par la suite l'un des plus puissants syndicats du crime. L'assassinat de Takenaka fut à l'origine d'une véritable guerre des gangs. Kazuo Nakashini, devenu le nouvel Oyabun du Yamaguchi-gumi, décida en effet de se venger, et déclara la guerre à l'*Ichawa-kai*. L'intervention de la police devint nécessaire. Elle procéda à l'arrestation de 1000 Yakuza pendant les affrontements et confisqua de nombreuses armes. Affaibli, et en désespoir de cause, le Yamaguchi-gumi se tourna alors vers les gangs américains pour trouver les moyens nécessaires à sa guerre. Il les obtint (lance-roquettes, machines-outils pour fabriquer des armes), contre paiements sous forme de narcotiques. Néanmoins, les organisateurs de la contre-offensive furent arrêtés, et le Yamaguchi-gumi se trouva, de nouveau, dans le désarroi le plus complet.

c) Fiche signalétique du Yamaguchi-gumi aujourd'hui

- ✓ Le groupe est basé à Kobe
- ✓ Il descend des Tekya
- ✓ Ascension du groupe sous l'égide de Kazuo Taoka
- ✓ 92 Oyabun.
- ✓ 18 600 membres soit 40% du nombre total de Yakuza.

- ✓ Implantation géographique très étendue, 80% des préfectures du Japon sont couvertes par le groupe
- ✓ Groupe très hiérarchisé avec environ 110 bandes.
- ✓ Chef actuel Yoshio Watanabe

1. L'Inagawa-kai

a) Inagawa Kakuji "l'homme-miroir" de l'Inagawa-kai

Le malfrat Inagawa Kakuji fit ses premiers pas dans la criminalité organisée pendant la seconde guerre mondiale. Il créa un petit syndicat du crime à Yokohama, dans le but d'intimider et de harceler les Coréens et les chinois qui contrôlaient alors le marché noir. Pendant ces années, le gang gagna en importance et en puissance au sein de la pègre japonaise. Le groupe pratiquait diverses activités allant de l'intimidation, du contrôle des bandes au chantage. Le gang s'appelait alors le *Kakusei-kai*.

En 1960, l'influence du syndicat s'étendit au nord de Tokyo et à l'île de Hokkaido. Les sources principales de revenus se répartissaient entre les jeux, le casino et le racket. Le groupe était traqué par la police, mais dès 1963, Inagawa fit appel aux politiciens pour trouver une légitimité. La même année il changea le nom de son groupe pour celui de *Kinsai-kai*. Il demandait en outre aux autorités d'obtenir un statut politique. La police ferma les yeux sur les affaires de Inagawa, car il était devenu un combattant acharné du communisme. Il conclut ainsi de nombreuses alliances avec les autres Yakuza, afin de former une unité forte et capable d'affronter ce qui était perçu, à l'époque, comme un fléau. A la fin des années 60, Inagawa était incarcéré, et le projet d'union fut remis à plus tard. A sa sortie de prison, constatant que son groupe s'était effrité, il conclut un pacte avec Kodama, le parrain du Yamaguchi-gumi. Cette alliance aboutissait à la formation du syndicat du crime le plus puissant du Japon.

Dans les années 70, la branche d'Inagawa (*l'Inagawa-kai*) étendit ses activités à la drogue, à l'usure et toutes les autres formes de vices rémunératrices. Le montant annuel des bénéfices était évalué à 200 millions de dollars. En 1979, la police estimait que 879 sociétés légales (restaurants, entreprises de construction...) servaient de couverture au gang. Le syndicat, quant à lui, était composé de 119 bandes placées sous l'égide de 12 grands patrons. Inagawa supervisait les opérations de son groupe depuis le centre de Tokyo où il résidait. Il entretenait de bonnes relations avec la police locale et les hommes clés du monde des affaires. Parallèlement à ces activités, Inagawa sponsorisait, trois à quatre fois par mois, des tournois de golf. En 1984 un film était produit sur lui, qui était l'équivalent du «Parrain». Inagawa pensait, à cette période, que son organisation allait devenir la plus grande que le Japon avait jamais connue.

b) La fiche signalétique de l'Inagawa-kai aujourd'hui

- ✓ L'Inagawa-kai est basé à Tokyo
- ✓ Il est présent dans 20 préfectures du Japon
- ✓ Organisation centralisée
- ✓ Organisation très hiérarchisée
- ✓ 6700 membres
- ✓ 313 clans
- ✓ Le chef : Kakuji Inagawa âgé de plus de 80 ans et son fils Chihiro le futur successeur.
- ✓ Particularité de l'Inagawa-kai : les 20% de Coréens parmi ses membres.

1. Le Sumiyoshi-gumi

- ✓ Le Sumiyoshi-gumi est une organisation beaucoup plus souple que celle du Yamaguchi-gumi.
- ✓ Implantation à Tokyo et dans l'est du pays.
- ✓ L'organisation descend des Bakuto
- ✓ Spécialité d'origine: les jeux clandestins
- ✓ Les activités traditionnelles :
 - La pornographie
 - La prostitution
 - Le trafic d'amphétamines

Et autres activités traditionnelles des Yakuza

- ✓ Possède une entreprise légale d'événements sportifs et artistiques.
- ✓ L'organisation regroupe environ 6700 membres
- ✓ Organisation structurée en 117 clans
- ✓ Le chef actuel Masao Hori

I Les rites d'appartenance et de rupture

Les rites tiennent un place importante dans la société japonaise. Les Boryokudan instaurent leurs propres pratiques et rituels. Afin de mieux comprendre ces rites, il faut se pencher sur la relation *Oyabun-Kobun*.

1. La relation Oyabun-Kobun⁴⁴

L'Organisation des Boryokudan fonctionne comme une microsociété dont le fondement est la relation Oyabun-kobun.

Cette relation, mal identifiée par les spécialistes, serait celle que peut avoir un père et son fils, un patron avec son employé, un artisan et son apprenti... Les termes employés par la mafia nippone, poussent à penser que cette relation s'apparenterait davantage à celle d'un

⁴⁴ Il faut noter la traduction française des particules des mots japonais Oyabun et Kobun : Oya (parent), Ko (enfant), Bun (statut).

père avec son fils. Le système est un héritage de la féodalité japonaise. Il est au cœur de la tradition Yakuza, sans lequel cette dernière ne pourrait vivre. Comme dans une famille traditionnelle, les rapports d'autorités sont inhérents au bon déroulement de la vie sociale des Yakuza. Pour le journaliste Philippe Pons, la relation est assimilée à un « *mécanisme régulateur des relations sociales* ». Cette relation existait déjà au moment où sont apparus les premiers syndicats du crime. La relation Oyabun-Kobun repose sur un code d'honneur et éthique, qui peut parfois se révéler contraignant. Le fondement de cette relation est la loyauté que se donnent mutuellement le père et le fils. Le *Kobun* doit obéissance à l'*Oyabun* qui le protège en retour. Outre son rôle de père, l'*Oyabun* joue un rôle de médiateur dans les conflits entre les bandes, et il se charge également des relations avec l'extérieur.

2. L'Intronisation

L'introduction d'un membre au sein d'un Boryokudan est un moment mémorable dans la vie d'un Yakuza, un peu comme l'est le mariage, pour les chrétiens. L'intronisation se déroule au cours d'une cérémonie silencieuse, préparée avec les plus grands soins, et pendant laquelle l'*Oyabun* et le *Kobun* échangent une coupe de saké. La cérémonie n'est pas célébrée de la même manière par tous les syndicats du crime nippon, mais certaines grandes règles sont respectées.

a) Lieu et date de la cérémonie

La cérémonie est habituellement célébrée à une date décidée en fonction du calendrier lunaire. Elle se déroule dans une pièce japonaise traditionnelle. A l'intérieur, se trouvent un autel shintoïste devant lequel a lieu l'intronisation, ainsi qu'une table basse placée au centre de la pièce, devant une sorte alcôve qui sert de dépôt aux objets précieux offerts pour l'occasion.

b) La table

Sur la table sont disposés une multitude d'offrandes et une feuille de forme triangulaire sur laquelle sont posés :

- ✓ deux flacons de saké,
- ✓ deux coupes,
- ✓ deux petits ramequins contenant du sel (en forme de cône),
- ✓ deux poissons, posés de manière à ce que leurs dorsales supérieures soient en contact
- ✓ une paire de baguette

a) Les participants

- ✓ L'*Oyabun* et le futur *Kobun* sont respectivement assis à gauche et à droite de la table.
- ✓ L'homme qui joue l'intermédiaire (*Haorihakama*) entre les deux parties, est assis au milieu.
- ✓ Les invités, vêtus de kimono de cérémonie sont assis sur les talons en ligne de chaque côté de la pièce.

✓ La femme de l'Oyabun est assise en retrait des autres invités.

a) Le déroulement de la cérémonie.

✓ Les rites de la cérémonie

L'intermédiaire commence la cérémonie en disposant les baguettes et les poissons l'un contre l'autre. Par la suite, il prend un flacon de saké qu'il verse en trois fois⁴⁵ dans la première coupe. Il répète l'opération avec le deuxième flacon. L'avant-dernière étape consiste à rajouter une pincée de sel au saké. La quatrième étape est le plongeon (trois fois) de la tête des deux poissons dans les coupes. Cette mixture achevée est, dans la tradition Yakuza, sensée représenter le sang.

Une fois les préparations achevées par l'Haorihakama, l'Oyabun et le Kobun procèdent à l'échange des coupes de saké.

✓ Le discours

Lors du discours d'intronisation, le code d'honneur est lu à l'aspirant Kobun, lui rappelant certains grands principes, comme l'allégeance à son supérieur, l'obéissance aux ordres...

✓ La clôture de la cérémonie

La cérémonie s'achève officiellement par une acclamation (« *Omedeto gozaimasu* »), poussée en chœur par les participants pour féliciter l'impétrant. Le geste rompt avec le silence observé jusqu'alors. Le nouveau Kobun change également de nom (inscrit sur une petite tablette en bois disposée au siège du groupe). Il devra se montrer à la hauteur des espérances de l'Oyabun. En cas de non-respect des règles ou de faute grave, il se verra sévèrement puni - une réprimande qui donne également lieu à une cérémonie.

1. Le Code d'honneur des Yakuza

Le Code d'honneur de la pègre nippone est très important, au même titre que les autres rites et coutumes de l'organisation. Le code d'honneur, « *Ninkyodo* » se traduit par « La voie chevaleresque » en français. La signification n'est pas innocente. Elle légitime les prétentions des Yakuza à jouer un rôle social, en inscrivant leurs actes dans le " Bushido", le code des anciens samouraïs. L'objectif premier de ce code est, selon les Yakuza, de défendre les délaissés de la société.

a) Les principales règles en sont les suivantes :

1. Tu n'offenseras pas les bons citoyens.

⁴⁵ Le versement en trois fois est un rituel observé au cours des mariages shintoïstes.

2. Tu ne prendras pas la femme du voisin
3. Tu ne voleras pas l'organisation
4. Tu ne te drogueras pas
5. Tu devras obéissance à ton supérieur
6. Tu accepteras de mourir pour le père ou de faire de la prison pour lui
7. Tu ne devras parler du groupe à quiconque
8. En prison tu ne diras rien
9. Il n'est pas permis de tuer un Katagari⁴⁶.

b) Les origines du code d'honneur des Yakuza remontent aux Samouraï.

Entre les XII^e et XIV^e siècles, les Samouraï établissent et appliquent un code très strict, connu sous le nom de *Bushido* « La voie du guerrier ». Ce code est inspiré en majeure partie de leurs croyances bouddhistes zen. Cette pratique apprend essentiellement l'autodiscipline. Dans le cas des samouraï, cela se traduit par l'obligation, pour chaque guerrier, de développer des aptitudes martiales, de vivre le plus simplement possible (ignorer le confort), et de faire preuve d'une loyauté extrême envers ses compagnons. Comme pour les Yakuza, chaque guerrier doit être prêt à donner sa vie pour l'Empereur, son *Dainio*⁴⁷, ou pour sauver son honneur. Les guerriers vivant à l'époque dans un contexte d'insécurité permanente, ils doivent être prêts à commettre *Sepuku* (Hara-kiri), plutôt que de se rendre à un ennemi. Dans le code du Bushido, on peut trouver une règle des plus surprenantes, puisque le futur Samouraï est éduqué dans l'« objectif de vivre en préparant sa mort ». Le moine-Samouraï *Jocho Yamamoto* (1659-1719) disait alors que « la mort est le but du guerrier ».

1. La cérémonie de rupture et de demande de pardon

a) La rupture

Si l'Oyabun n'est pas satisfait de son Kobun, il peut décider de s'en séparer ou lui demander de laver sa faute s'il en a commis une. Dans le cas d'une simple rupture, le « licenciement » se passe de façon très simple, lors d'une cérémonie durant laquelle le Kobun rend la coupe de saké (parfois remplie d'eau) à son Oyabun.

b) La pratique du Yubitsume

⁴⁶ Dans le langage « Yakuza », le terme *Katagari* désigne toutes les personnes qui ne sont pas des membres de la pègre. La police constate que la règle est peu appliquée, étant donnée la multiplication des meurtres « accidentels » perpétrés contre les citoyens ces dernières années.

⁴⁷ Le Dainio (daymio) au temps des Samouraï était le « seigneur Féodal ».

La pratique de l'auto-ablation du petit doigt ou de l'annulaire (le *Yubitsume* ou *Otoshimae*) est utilisée par les Yakuza pour "présenter des excuses" à leur Oyabun. Il s'agit d'un acte qui a pour objet de laver une erreur ou le manquement à devoir. Il arrive aussi que le *Yubitsume* soit employé par des Yakuza afin de sauver la vie de l'un de leurs enfants. Le Yakuza fautif coupe lui-même son auriculaire : soit en présence de l'offensé, à qui il remet alors l'auriculaire dans un petit linge blanc, soit seul, à son domicile, et il l'envoie alors à l'Oyabun. La faute lavée, si le Yakuza commet une nouvelle erreur, il répète l'opération avec l'annulaire et ainsi de suite. Il est donc possible de voir des membres de la pègre nipponne amputés de plusieurs doigts. Cette pratique remonte aux *Bakuto*. Un joueur professionnel qui ne pouvait s'acquitter d'une dette, pratiquait l'auto-ablation de l'auriculaire. Le malfrat ainsi devenu vulnérable, ne pouvait plus exercer aussi habilement ses activités, ni se défendre. En outre, le jeu étant interdit, il était facile pour les autorités de repérer les joueurs.

Aujourd'hui, la pratique du *Yubitsume* a évolué. Depuis les années 80, et surtout depuis la loi antigang de 1992, le nombre de ces actes tend à diminuer. En outre, de plus en plus de Yakuza ont recours à la chirurgie plastique pour se faire greffer des doigts artificiels. La décision s'explique par leur volonté d'être plus discret, notamment lors de déplacements à l'étranger, où les douanes sont vigilantes. Certains Yakuza «repentis» ont également recours à cette chirurgie afin de recommencer une nouvelle vie et d'éviter que le passé soit un trop lourd fardeau ou un obstacle à leur future carrière dans le monde légal.⁴⁸

1. La pratique du tatouage

Les tatouages représentent une partie importante des coutumes Yakuza. Les membres de la pègre font, en effet, tatouer pratiquement l'intégralité de leur corps. La longueur de l'intervention, qui s'élève en moyenne à une centaine d'heures, prouve la capacité des Yakuza à supporter la souffrance. L'origine de cette pratique remonte également aux *Bakuto*. Ceux-ci avaient pour habitude de tatouer un cercle noir autour de leur bras à la suite de chaque crime commis. Cette coutume marque en outre la volonté des malfrats de se distinguer du reste de la population nipponne, et d'occuper une place à part dans la société.

I L'Organisation financière et le système de rémunération.

L'Organisation et l'administration financières des Yakuza fonctionnent selon le même principe que celles de la « famille » : c'est un système complexe. Deux stratégies de financement, remplissant des objectifs différents, sont utilisées.

1. Le système du "tribut de base" (*Sonokin*)

⁴⁸ <http://www.ft.com> , "Yakuza given a helping hand by «Mr finger»: only one person dares give the finger to Tokyo's gangsters", *The japanese mafia's favourite Yorkshireman*.

Le premier de ces mouvements financiers concerne les subordonnés du groupe qui, chaque mois, s'acquittent d'un tribut (*Sonokin*) auprès du supérieur hiérarchique direct. Le revenu part de la base de la pyramide pour cheminer graduellement jusqu'à son sommet. A chaque échelon, la somme d'argent est gonflée par les apports du Yakuza subalterne. Au début des années 90, le revenu global d'un groupe était d'environ un million de yens. Néanmoins, il existe des disparités de revenus en fonction de l'Organisation. En général, plus le groupe est important en terme d'adhérents et de puissance, plus le chiffre d'affaire total est important. On estime, le montant total des tributs du Yamaguchi-gumi à plus de 1700 milliards de yens. Le Boryokudan s'articule alors en 116 grosses bandes. Les 13 clans du Kansai auraient accumulé près de 350 millions de yens, les 20 clans du Chubu et de Hokuriku 240 millions, les dix bandes du Kanto et d'Hokkaido, 356 millions, le reste provenant des autres membres des bandes affiliées.

Cette stratégie de financement est destinée à la rémunération directe des syndicats. Le principe d'acheminement de l'argent de la base vers le sommet a été conçu dans une optique de sécurité et de protection des chefs intermédiaires des Boryokudan. Ce système de rémunération leur permet en effet de ne pas trop s'impliquer dans le monde des affaires illégales.

2. La provision des dépenses "exceptionnelles"

Le deuxième mode de financement a été élaboré afin de couvrir les frais et dépenses exceptionnelles. Il s'agit ici de collectes qui suivent le même chemin que le tribut, c'est à dire qu'elles sont drainées à partir de la base pour arriver à la direction de chaque syndicat. Ces contributions couvrent les frais d'enterrement, de mariage, les fêtes lors de la libération de prison de l'un des membres ou de la nomination d'un nouveau chef. Jusqu'en 1992, les Boryokudan étant considérés comme de simples associations, ces versements d'argent se faisaient de manière presque totalement transparente. Selon la police nationale nipponne, les estimations portant sur les revenus liés à ces opérations sont bien en dessous de la réalité.

3. Répartition des sources de revenus (dans les années 80)

- 38.4% du revenu global proviennent du trafic d'amphétamines
- 20% d'activités légales (bars, clubs, restaurants...)
- 16.7% des jeux clandestins et des paris (*Nomikoi*) sur les courses
- 11% des « fournitures de fonctionnement »
- 10% du crime économique : (chantage, racket...)

Ces revenus cachent d'autres réalités, sous la forme de rémunérations originales. Il s'agit de sommes versées aux Yakuza, sous des libellés originaux du type : "location de plantes vertes", de "décorations de Noël", à des prix exorbitants. Elles dissimulent en fait des prestations pour des activités de "protection".

4. Des cotisations élevées que certains gangsters ne peuvent plus payer

Chaque mois, un Yakuza doit s'acquitter d'une redevance qu'il verse à son supérieur hiérarchique. Ces frais d'adhésion ou « d'appartenance » à un syndicat sont parfois considérables. Ils ont augmenté au cours des années et certains patrons n'hésitent pas à majorer leurs « primes » de 270 à 450 dollars. Les Yakuza qui ne sont plus à même de payer leurs cotisations, préfèrent quitter le gang. Cette situation est particulièrement complexe, car si entrer dans un gang est difficile, en sortir est également une entreprise périlleuse. Les membres rencontrent souvent des difficultés économiques et ne parviennent plus à financer leurs propres besoins (famille, école pour les enfants...). Leur commerce est en perte de vitesse ou risque la faillite. Par le passé, certains individus en difficulté ont tenté de trouver des arrangements à l'amiable pour démissionner, mais en vain. Aujourd'hui, les Yakuza dans ce cas, se tournent vers la police afin qu'elle les aide à dénouer les liens avec leur monde d'origine. Au cours du premier semestre de 1999, la police a publié 297 décrets (contre 255 l'année précédente) ayant tous pour objectif de stopper les Yakuza qui voulaient forcer des jeunes à adhérer à leur groupe ou les empêcher de « démissionner »⁴⁹.

Conclusion du chapitre

La cohésion des groupes criminels japonais est assurée par un système de rites et de coutumes - autant de pratiques jugées indispensables à leur pérennité. La « famille » est le cœur de l'organisation, et les liens qu'elle tisse sont supérieurs aux liens biologiques. Outre la structure fonctionnelle pyramidale des gangs, l'organisation financière elle-même est régentée selon des principes très stricts.

Conclusion de la partie

La pègre nippone s'est construite au rythme des évolutions historiques du pays. Placés à la lisière du monde légal et du monde "déviant", les Yakuza sont devenus des médiateurs. Grâce à une organisation structurée et un positionnement défini au cœur de la société, ils ont dirigé le monde parallèle et en ont canalisé ses éléments. Ces fonctions, dictées par des rites et des coutumes stricts, ont permis au Japon d'avoir un taux de criminalité urbaine extrêmement bas. Mais, au cours des dernières décennies, une recrudescence de la violence liée aux mafias a poussé les autorités nippones à rendre des mesures. Les réformes antigang de 1992 n'ont toutefois pas été conçues pour éradiquer les Boryokudan. Elles les ont incités à masquer leurs activités derrière des couvertures légales, se transformant en entreprises, associations d'entraide, ou mouvements politiques. L'image de paix sociale est en effet une des valeurs centrales au Japon. Peu importe ce qui se passe, à partir du moment où cela n'est pas perçu à la surface. Les Yakuza assoient aujourd'hui une partie de leurs revenus sur le racket, l'usure, le trafic de drogue, le trafic d'armes, l'industrie des jeux et du sexe. Le système de rémunération de la pègre est très élaboré, de manière à minimiser les pertes et les risques de démantèlement par la police. Les Yakuza sont

⁴⁹ Agence France Presse « Yakuza, Gangsters flee high membership fees », *Financial Times*, 23.09.1999.

actuellement les seules organisations criminelles au monde à avoir des systèmes comptables comparables à ceux des grandes multinationales.

Deuxième partie : les Boryokudan, des acteurs incontournables de la société nippone

«La pègre est devenue un rouage d'un parasitisme social, peut être nécessaire au fonctionnement global du système»⁵⁰

Introduction de la partie

En 1998, le journaliste Thierry Vincent, déclare, lors d'une émission à RFI, que «*L'imbrication entre les milieux politiques et les financiers, la complaisance des premiers envers les seconds, et pour parler crûment, la corruption, sont à l'origine de la crise*». Dans les années 80, les Boryokudan s'orientent vers le crime économique, devenu plus attrayant financièrement. Les succès qu'ils enregistrent dans le domaine s'expliquent largement par une parfaite intégration sociale. La position centrale des Yakuza au cœur de la société est en effet favorisée par des liens étroits avec la police et des populations plutôt compréhensives.

Les années 80 sont synonymes d'euphorie et de véritable insouciance au Japon. Mais, après l'éclatement de la bulle spéculative en 1990, la bonne humeur du gouvernement se transforme en véritable panique. Les pertes de l'Etat nippon représentent 16% de la richesse nationale, soit le PIB de la Corée en 1996⁵¹. L'ampleur de la catastrophe est, selon les spécialistes, d'origine purement criminelle. Les Yakuza ont investi les marchés immobiliers et boursiers, grâce à des connivences avec les hommes politiques, de hauts fonctionnaires, les banques, et les hommes d'affaires. L'assainissement du système financier et du système politique est ainsi beaucoup plus difficile à mettre en œuvre. Les scandales politico-financiers se succèdent tout au long de la décennie 90. Les Yakuza assurent, en outre leurs arrières, par une coopération avec les mafias étrangères, et par le développement de leurs activités sur les autres continents.

⁵⁰ *Dictionnaire de la Civilisation japonaise*, Hazan, p. 128.

⁵¹ Xavier Raufer et Stéphane Quéré, *Le crime organisé*, Que sais-je?, Editions PUF, janvier 2000, p.8.

Chapitre III. Les Boryokudan dans la sphère économique japonaise

« Les Yakuza sont en train d'envahir le monde des affaires comme un cancer »⁵²

Introduction du chapitre

Au début des années 80, la pègre nippone commence à s'intéresser au monde des affaires licites. Au cours de la décennie, la tendance est à la spéculation sur l'archipel. Les grandes entreprises utilisent les bénéfices qu'elles accumulent pour financer des investissements multiples. Les banques assistent au gonflement spectaculaire des fonds sur leurs comptes. Toujours plus avides de gains, elles décident d'approvisionner le secteur immobilier. Les prix, dans ce domaine, grimpent prodigieusement, atteignant des niveaux démesurés. C'est le cas du parc du Palais Impérial de Tokyo, dont la valeur est alors égale à l'ensemble des biens immobiliers du Canada.⁵³ Les Yakuza, profitent de la période spéculative pour s'enrichir, acquérir les connaissances légales nécessaires dans le secteur immobilier et y prendre pied. Ils montent sociétés sur sociétés et deviennent de véritables entrepreneurs. Cette nouvelle génération de malfrats est moins excentrique que ses aînés; elle est avant tout à la recherche de pouvoir et d'argent. Ses membres utilisent tous les moyens possibles pour y parvenir, y compris les formes de violence les plus extrêmes. A la fin des années 90, la bourse s'écroule et le Japon entre alors dans une récession profonde. En 1992, l'indice Nikkei accuse une chute de 14 000 points⁵⁴ (1/3 de ce qu'il était deux ans auparavant). Au début de la décennie 90, les Yakuza sont partie prenante du monde de «l'économie casino». Cette «gangrène» est mise en lumière par la vague de scandales qui s'abat sur l'archipel à la fin des années 90. Les spécialistes de la criminalité organisée estiment, à l'époque, que les Yakuza impliqués dans les activités économiques (*Sokaiya*) sont en grande partie responsables de la crise.

I La crise financière japonaise⁵⁵

La crise du système financier des années 80 est un exemple flagrant des relations qui unissent la sphère économique, le système politique et le monde de la pègre nippone. L'éclatement de la bulle boursière et immobilière révèle un élément : le système financier du Japon recèle un volume important de créances le plus souvent irrécouvrables. En juillet 1995, leur montant détenu par les banques, né de l'éclatement de la bulle économique, est estimé à 500 milliards de dollars par le ministère des finances. En 1997, certains experts évaluent ce chiffre à plus de 1000 milliards de dollars. Quel que soit le chiffre véritable, tout le monde s'accorde sur un point : entre 30% et 40% des créances douteuses sont issues de prêts accordés directement ou indirectement aux Boryokudan.

⁵² François Gault, *Le Japon au jour le jour*, Editions Plon, France.

⁵³ *Entretien avec Xavier Raufer*, février 2000, voir annexe n°3.

⁵⁴ Thomas Gounet, «La crise au Japon menace le monde capitaliste», *Le Monde*, 10 avril 1998.

⁵⁵ Bernard Bernier, «La crise financière au Japon», *L'Agora*, volume 6, n°1, novembre-décembre 1998.

1. Les années 80 : période de prospérité

Les années 80 sont une période de prospérité pour l'archipel nippon. Certains spécialistes en attribuent le résultat, à la formidable entente unissant les milieux politiques, les milieux d'affaires et ceux de la mafia nipponne. Le Japon reçoit tellement de fonds qu'il ne peut pas tous les utiliser de manière productive. La bulle économique qui est issue du phénomène permet aux Yakuza de déplacer leurs activités sur les marchés "licites".

Cette euphorie entraîne une course effrénée aux titres boursiers. Tous les acteurs économiques y participent : les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés industrielles, et les organismes de crédit immobilier (*Jusen*). Les particuliers placent également leur épargne en bourse. Ce choix s'explique par une progression plus rapide des valeurs boursières, par rapport aux taux d'intérêts qu'offrent les organismes financiers à l'époque : les taux sont fixés par le ministère des finances à des niveaux particulièrement bas, autour de 2%, et ceci dans l'objectif de limiter le coût des prêts bancaires aux entreprises. L'euphorie boursière est d'autant plus intense, que jusqu'au début de la décennie 80, il est particulièrement difficile pour les particuliers d'obtenir des prêts auprès de leurs banques.⁵⁶

a) Comportement des acteurs économiques sur le marché de la bourse (*Kabuto-cho*) depuis le début du XIX^e siècle, jusqu'aux années 80

✓ Les particuliers

Investir de l'argent en bourse, plutôt que de le déposer à la banque, est un comportement nouveau au Japon. Le réflexe traditionnel des particuliers a, jusqu'ici, été de placer leur épargne à la banque, considérée comme plus sûre. L'épargne représente pour eux la sécurité; elle est destinée à des dépenses imprévues (accidents, maladie...), mais aussi à des dépenses futures ou possibles (école pour les enfants, dépenses pour les mariages, l'achat d'un appartement ou d'une maison). En outre, la bourse est perçue par les populations comme un centre d'activités dominé par les milieux interlopes.

✓ Les entreprises

Après leur entrée en bourse en 1902, les entreprises ont préféré confier leur argent aux banquiers, plutôt que d'émettre des titres. Au-delà de la sécurité que les banques leur assuraient, ce choix permettait aux grands managers de ne pas affronter les questions qu'auraient pu poser les actionnaires. Les entreprises préféraient également les participations croisées (les entreprises achètent des titres ou se les échangent). Ces titres,

⁵⁶ Cette déficience du système financier nippon a ouvert la brèche aux Boryokudan et plus particulièrement aux Sakarin, spécialistes de l'usure et des «*prêts requins*». Les Yakuza n'ont pas besoin, dans ce business, d'utiliser la violence. Le fait même de perdre la face, au Japon, fait à lui seul l'objet de suicide. Quoi de plus déshonorant que d'avoir des gros problèmes financiers? Les personnes endettées préfèrent s'adresser aux Yakuza plutôt qu'aux banques.

qu'elles conservaient sur de longues périodes, leur permettaient d'instaurer de bonnes relations avec les autres entreprises et d'assurer la stabilité.

a) Changement de comportement pendant la période d'euphorie.

Pendant la période d'euphorie des années 80, la crainte des entreprises et des particuliers vis à vis des placements boursiers, s'estompe. Les entreprises bénéficiaires ne dépendent plus autant des banques, et elles s'intéressent de plus près aux possibilités de gains qu'offre la bourse. La spéculation n'est plus considérée comme dangereuse; elle devient au contraire courante, et presque naturelle. Les banques exploitent également cette période pour avancer d'importantes sommes d'argent qu'elles savent destinées à des opérations spéculatives.

✓ Les particuliers

Les particuliers profitent de la manne, et investissent leur épargne en titres boursiers, les comptes bancaires et postaux n'étant plus aussi attractifs.

✓ Les entreprises

Les entreprises contractent des emprunts auprès des organismes financiers, sur garantie de croissance des prix de leurs terrains, ou des actions d'entreprises qu'elles possèdent.

Les Yakuza, quant à eux, utilisent cette période de course effrénée à la spéculation pour s'emparer d'une grande partie du marché immobilier.

1. Eclatement de la bulle immobilière et boursière

En 1989, la guerre du Golfe éclate. Les années qui suivent voient un recul de l'économie américaine, et le début d'une politique japonaise de déflation. La combinaison de ces éléments est à l'origine de la crise financière japonaise. La récession débouche sur une baisse des profits des entreprises qui se traduit, à la bourse, par une chute des cours. Le phénomène incite les sociétés à se débarrasser des actifs financiers et immobiliers qu'elles détiennent dans leurs portefeuilles, accélérant ainsi leur dépréciation. Mises en difficulté, elles ne sont plus capables de rembourser leurs prêts aux établissements bancaires. Au lieu d'obliger les mauvais payeurs à faire faillite, les banques s'engagent dans un engrenage dangereux, prêtant encore de l'argent, accumulant ainsi les mauvaises créances. En 1992, l'éclatement de la bulle immobilière à la suite de celui de la bulle financière, plonge le Japon en état de choc. Les nippons découvrent alors l'implication des Yakuza dans le monde légal des affaires. L'Agence nationale de la police révèle que ceux-ci sont responsables d'un minimum de 30% des créances irrécouvrables que les banques détiennent.

2. Diverses réactions face à l'éclatement de la bulle spéculative

a) Les autorités japonaises

En 1992, les autorités nippones promulguent la première loi antigang qui complète celle de 1990 concernant le blanchiment d'argent. L'initiative reste, malgré tout, très limitée (cf. supra), face à l'ampleur des problèmes financiers. Le ministère des finances (MOF), n'intervient véritablement qu'en 1994, après la propagation de la crise, et la mise en faillite de nombreux organismes de crédit et de marché. Au moment de l'effondrement des prix, les plus grandes maisons de crédit immobilier (*jusen*), s'écroulent. L'Etat japonais doit alors déboursier près de 700 milliards de yens pour faire face à la tourmente. Dans le même temps, la pègre nippone met tout en œuvre pour bloquer le recouvrement des créances, annulant ainsi les possibilités d'un assainissement rapide des marchés. Un exemple concret de ce phénomène est celui de la *Coopérative Credit Purchasing Co.* Créée, en 1993, par 162 institutions financières pour récupérer l'essentiel des mauvaises créances de leurs clients (près de 100 milliards de dollars), en 1996, cet organisme n'en a recouvré que 4%. L'intervention plutôt molle de l'administration japonaise, s'explique par une ancienne habitude : elle voit en effet les bureaucrates se reclasser en conseillers d'entreprises après leur départ en retraite. Cette volonté de se reconverter et de retrouver un emploi, les pousse à se montrer très tolérants devant des pratiques parfois douteuses. La population japonaise n'est toutefois pas dupe. Dès le début des années 90, des sondages révèlent ses griefs à l'égard du MoF (Ministry of Finance) à deux titres: tout d'abord, l'incapacité de ses responsables à stopper l'hécatombe financière; ensuite, l'augmentation du volume des créances douteuses, passées de trente milliards de dollars à plus de cent milliards de dollars entre 1991 et 1998. Autre sujet d'inquiétude dans la population : les révélations sur les liens entre les Yakuza, les milieux politiques et les milieux d'affaires dans la crise.

b) Les entreprises

En 1991, la Fédération des organisations économiques publie un texte demandant à ses membres de rompre le plus rapidement possible leurs liens avec les Yakuza. Quelques mois plus tard, la fédération met en place un conseil de liaison chargé des relations avec la police.

c) Les banques

La fédération des associations bancaires crée, au cours de la même période, une commission ad hoc, dont la mission est d'éradiquer le phénomène Yakuza de la sphère financière.

I La pègre gangrène l'économie nippone⁵⁷

1. Les *Jusen* : organismes de crédits immobiliers

C'est à la fin des années 80 que le marché de l'immobilier devient l'un des domaines privilégiés d'action des Yakuza. Le secteur immobilier, première victime de la bulle spéculative se retrouve ainsi, dix ans plus tard, avec des montagnes de créances douteuses. Les spécialistes de la finance criminelle en attribuent 40% aux Yakuza. La débâcle est telle qu'un haut fonctionnaire de la police nippone parle également de « *récession Yakuza* »⁵⁸ pour désigner la crise économique dans laquelle est entraîné le Japon.

Créés dans les années 60-70, les *Jusen*, organismes de crédits immobiliers, sont au cœur de la tourmente économique qui frappe le Japon à la fin des années 1980. Ils ont, à l'origine, été fondés par les banques, afin de faciliter l'accès à la propriété pour les citoyens. Par la suite, leurs prérogatives ont été étendues bien au-delà de cette mission. Comme de nombreuses institutions financières, pendant la période d'euphorie boursière, les *Jusen* se sont lancés dans la spéculation : en 1986, leurs sept plus grandes sociétés accumulent plus de 8 400 milliards de yens de bénéfices. La crise financière met un terme à cette situation. En faillite, ils entraînent les banques dans leur chute, ces dernières leur ayant consenti d'importants prêts pendant des années. Devant cette débâcle, le gouvernement japonais tente de faire face et propose, en 1997, un plan de liquidation. Ce plan s'adresse d'abord, aux banques auxquelles il demande d'éponger une partie du passif de ces maisons de crédits immobiliers. Il fait ensuite appel aux contribuables, malgré leur réticence. A l'époque, en effet, le gouvernement japonais essuie les feux de la critique. Le public nippon remet en cause l'intégrité de ses dirigeants, de son premier ministre, du ministre des finances (Ichiro Ozawa ministre de 1989 à 1991). Aux yeux des contribuables, les autorités nippones sont responsables de la crise économique. En outre, comme le public l'a appris, les principaux bénéficiaires des plans gouvernementaux sont des établissements de crédit, directement ou indirectement liés aux milieux mafieux, eux-mêmes très proches du Parti Libéral Démocrate (dont le président est le premier ministre Ryutaro Hashimoto en personne). L'Etat nippon s'engage alors à reprendre la moitié de la facture à sa charge, l'autre moitié étant laissée à celle de la communauté bancaire. Le montant des dettes s'élève à 1000 milliards de yens pour l'Etat qui doit également éponger d'autres pertes chiffrées à 1200 milliards de yens, sans oublier les dettes des coopératives agricoles (4.5%)⁵⁹. Les créances douteuses se situent entre 6400 et 7600 milliards de yens.

⁵⁷ Le lecteur trouvera, dans l'annexe n°4, les résultats d'un questionnaire envoyé en février 1999 à 3192 grandes entreprises du Japon qui recense les types de pression exercées, à leur encontre, par les Boryokudan.

⁵⁸ « Le contrôle de l'immobilier aux mains de la mafia », *Courrier International*, du 16 au 22 avril 1998.

⁵⁹ Nicolas Barré, *Les Echos*, du 26/01/96.

a) Le plan de liquidation proposé par le gouvernement japonais pour résoudre la crise économique des Jusen.

✓ Un organisme de sauvetage bancaire

Le plan de liquidation soulève le problème de la solvabilité des banques. Elles sont toujours en déficit, à la fin du mois de mars 1996, lors de la clôture de l'exercice, ayant dû renoncer à se faire rembourser 5200 milliards de yens. Les coopératives agricoles sont également obligées de tirer un trait sur les 530 milliards de yens de mauvaises créances qui leur sont dues. Le gouvernement décide alors de pallier le déficit bancaire, en créant un organisme qui héritera de l'actif et du passif des maisons de crédit immobilier. La création de cette entité de «sauvetage» bancaire est accélérée par la mise en faillite de la première coopérative de crédit du pays. Cette institution présente en effet un passif de 960 milliards de yens. L'Etat maintient sa volonté d'assainir le système financier. Outre la prise en charge d'une facture d'impayés, chiffrée à 1000 milliards de yens, ses dirigeants promettent qu'il assumera également les pertes futures liées aux créances douteuses. La facture attribuée aux contribuables est, elle, estimée à 1200 milliards de yens, soit près de 500 francs par contribuable. Des spécialistes de la finance, pensent, à l'époque, que ce montant est largement sous estimé et qu'il se chiffre plutôt aux alentours des 2000 milliards de yens. Le public est cependant peu enclin à payer une dette qu'il sait être liée aux milieux interlopes et le fruit de la spéculation effrénée de la fin la décennie 80. Le gouvernement tente néanmoins de calmer les esprits, en promettant de faire tout ce qu'il peut pour utiliser les moyens légaux - son objectif déclaré étant d'assurer le remboursement d'un maximum de créances douteuses et de retrouver les responsables de la faillite des Jusen. L'outil de cette double démarche doit être un organisme de sauvetage, fondé sur le modèle américain de la *Resolution Trust Corporation* (RTC).

✓ La Jusen Resolution Trust

L'organisme japonais (*Jusen Resolution Trust Corp*) chargé du recouvrement est programmé pour durer entre 10 et 15 ans. Le délai peut laisser songeur quant à l'efficacité des autorités nippones, mais il s'explique, en partie, par l'ancienneté du système financier hérité de la seconde guerre mondiale. L'organisme de sauvetage doit fonctionner selon les mêmes principes que la *RTC*. C'est à dire qu'il reprendra les institutions en mauvaise posture, y compris les sociétés de financement immobilier et la *Tokyo Kyodo Bank* (une institution créée pour reprendre deux autres coopératives de crédit en faillite). La *JRTC* sera chargée de liquider ces institutions au plus offrant, la technique étant conçue pour permettre de minimiser la facture à payer par les contribuables, la communauté bancaire et les collectivités locales. La *Jusen Resolution Trust Corp* (*JRTC*) compte parmi ses membres dix hauts fonctionnaires de police spécialisés dans la lutte antigang. Dans le même temps, les 21 plus grosses banques japonaises sont invitées à émettre des titres pour maintenir le niveau de leurs fonds propres aux normes internationales. Les autorités nippones mettent également en place des mesures fiscales pour soutenir les banques et les aider à couvrir leurs mauvaises créances.

✓ Les perspectives de la JRTC

Dès le mois février 1996, le *Jusen Resolution Trust Corp (JRTC)* se heurte à des obstacles de taille. Les membres participant au JRTC viennent d'univers professionnels différents : police, magistrature, et fonctionnaires du ministère de la finance. Ces trois corps sont peu habitués à coopérer. La magistrature est, en outre, peu désireuse de se séparer de brillants éléments dont la formation initiale n'inclue pas, le recouvrement de créances (propos d'un magistrat dans l'hebdomadaire *Aera*). La coopération entre les polices locales et le JRTC s'avère difficile - compliquée par des conflits entre les polices des différentes préfectures du Japon. Enfin, les inspecteurs financiers n'ont, jusqu'alors, jamais eu besoin de travailler avec la justice, et regrettent leur place au ministère de l'économie. L'apurement du système financier se transforme ainsi en exercice d'autant plus périlleux que le Japon n'a aucune expérience en matière de lutte à grande échelle contre la criminalité organisée.

✓ L'échec de la *Jusen Resolution Trust Corp*

Les obstacles précités entraînent l'échec de la JRTC. Le 11 mars 1997, le Conseil des ministres décide alors d'adopter la réforme financière proposée par le gouvernement en 1996. Cette réforme, qui comporte quatre projets de loi, doit encore être présentée devant le Parlement. Elle a pour but de réformer le ministère des finances et la Banque du Japon (BOJ). Cette dernière ne sera plus sous le contrôle du MOF, mais sous celui d'une commission bancaire indépendante, elle-même supervisée par les services du premier ministre. La commission bénéficiera d'une tutelle partielle des coopératives agricoles (les coopératives agricoles étaient précédemment sous la direction du ministère de l'agriculture).

✓ Les réactions à l'égard du plan de sauvetage

Le scandale des *Jusen* déclenche les protestations les plus vives dans l'opinion publique japonaise. Celle-ci se déclare écoeurée par l'absurdité des dispositions officielles prises pour organiser le sauvetage de ces institutions. Les mesures arrêtées remettent en cause les compétences de l'Etat et celles du Ministère des finances, dont les citoyens demandent la restructuration. Cette période marque le début d'une véritable "guerre" de la population contre ses dirigeants. La fureur du public est encore attisée par les révélations de 1996, dévoilant l'alliance entre le ministère des finances et le ministère de l'agriculture : un accord secret aurait en effet été passé en 1993, concernant les *Jusen*; ses termes prévoyaient, qu'en cas de problème de créances de ces établissements, la responsabilité en incomberait à la BOJ qui devrait alors assurer la majeure partie du financement.

a) Les méthodes employées par les Yakuza dans le marché de l'immobilier : plusieurs exemples⁶⁰

Au cours des années 80, de nombreux promoteurs immobiliers sollicitent l'aide des Yakuza pour expulser les occupants d'immeubles qu'ils souhaitent mettre en vente. Une fois l'éviction réalisée, les Yakuza investissent les lieux et accrochent des enseignes prouvant leur implication dans l'opération. L'objectif est de saboter les ventes organisées par les banques. Ils n'ont d'ailleurs pas toujours besoin de recourir à ce subterfuge, car les banques hésitent à engager des ventes judiciaires - les tribunaux surchargés mettant plus de deux ans pour régler ces affaires. Lorsque néanmoins les Yakuza interviennent, peu de clients se présentent pour faire des offres d'achat d'immeubles. Le plus souvent, les offreurs appartiennent eux-mêmes au milieu de la pègre. Les Yakuza rachètent alors la propriété à très bon prix, à moins que l'un de leurs confrères ne fasse une offre plus intéressante. De cette façon, aucune vente aux enchères de ce type ne peut être organisée dans les règles de l'art.

Parmi les différentes formes d'occupations illégitimes, il existe une grande variété de cas. Plusieurs exemples sont fournis ci-après :

- ✓ Le tenancier d'un snack-bar situé dans un immeuble hypothéqué, peut voir son magasin fermé en cas de vente. Ce locataire, pour qui la vente est synonyme de faillite, est prêt à tout pour éviter une telle situation. Il fera alors appel à la pègre.
- ✓ Des gangsters se portent acquéreurs d'immeubles mis en vente aux enchères (à bon marché) pour les revendre ensuite au triple de leur prix. On découvre alors que l'achat a été réalisé avant que la vente aux enchères n'ait eu lieu.
- ✓ Des personnes, incapables de rembourser leurs emprunts immobiliers, emploient très souvent les Yakuza pour qu'ils les représentent auprès des institutions bancaires. Ces derniers profitent de la situation pour occuper les lieux hypothéqués qui seront mis en vente.
- ✓ Les Yakuza utilisent également les négociations avec les institutions bancaires pour offrir aux banquiers de multiples avantages (voyages à l'étranger) en échange de financements. Dans le cas d'un refus, les sentences des Yakuza sont très lourdes. Les représailles peuvent aller jusqu'au meurtre, comme le démontre l'assassinat du directeur de la banque *Sumitomo*.
- ✓ Les Yakuza utilisent le chantage. Ils menacent les banquiers de dévoiler les fraudes de leur établissement aux autorités de la banque centrale, au ministère des finances, et aux médias. On présume que la résistance des banquiers aux pressions de la pègre sont faibles - des précédents ayant prouvé qu'ils estimaient ne pas être suffisamment payés pour risquer leur vie.

⁶⁰ Nicolas Barré «Tokyo se résout à créer une structure de sauvetage bancaire sur le modèle américain» *Les Echos*, 1996.

Tirant la conclusion de ces pratiques, le manager d'une grande banque nippone souligne que traiter avec la pègre signifie inévitablement être volé!⁶¹

a) Les Yakuza clament leur innocence dans l'affaire des Jusen.⁶²

Takayama, quatrième «parrain» du syndicat du crime *Aizu Kotetsu*, déclare en 1996 à la presse, qu'il est impossible qu'une société détenue ou affiliée à la pègre puisse faire partie d'une société débitrice des Jusen. Takayama affirme qu'aucune compagnie appartenant à un Yakuza ou affiliée à la pègre n'a pu contracter d'emprunt, et qu'aucun nom n'apparaît sur les listes des compagnies débitrices de Kyoto. Hajime Takano, le journaliste qui l'interroge, cite cependant au chef Yakuza le nom de nombreuses sociétés de Kyoto ayant d'importantes dettes liées à l'immobilier, parmi lesquelles le *Yasaka Group* (¥27.2 milliards), *Takayama Bussan* (¥19.5 milliards), *Nihon Kogyo* (¥25.3 milliards), *Kyoto Tsushinki Kensetsu Kogyo* (¥13.2 Milliards), *Pexim* (¥17.9 milliards), *Kyoto Juken* (¥12.4 milliards) et le *Kubota Group* (¥13 milliards).

Le "parrain" Takayama reprend alors plusieurs de ces exemples pour démontrer leur manque de pertinence. Ses arguments sont les suivants :

- *Takayama Bussan*, tout d'abord, est une société spécialisée dans le Pachinko et de ce fait, Takayama ne voit pas pourquoi, alors qu'elle dispose d'importants fonds propres, elle aurait été amenée à contracter des prêts immobiliers,

- la société *Nihon Kogyo*, quant à elle, appartient à un certain Oyama, un coréen naturalisé japonais qui n'est pas un Yakuza. C'est grâce à des contacts avec les milieux politiques et le mouvement de l'opposition Shinshito, que *Nihon Kogyo* a pu obtenir des avantages de la *Japan Housing Corporation*.

- la société *Kyoto Tsushinki Kensetsu Kogyo*, enfin, est dirigée par Uesugi Masaya, le frère de Uesugi Saichiro président de la Ligue de Libération du Burako⁶³. Si cette société a pu emprunter autant d'argent, c'est en raison de la proximité de son président avec les membres de Burako, et de l'inconscience des banquiers.

Takayama admet toutefois que des liens existent entre les Yakuza, les banques et les entreprises. Les seconds recourent parfois aux services des premiers pour faire expulser de force certains locataires réticents à évacuer des immeubles destinés à la vente. Mais il précise que, jamais, aucun Yakuza n'a occupé de logement illégalement. Il souligne, en outre, que lorsque les Yakuza consentent des prêts, ils s'assurent de la solvabilité de leurs emprunteurs. Et si jamais des Yakuza troublent la vie des autres locataires, les propriétaires des immeubles ont la possibilité de faire expulser les occupants. La loi antigang prévoit, en effet que, dans les cas de perturbation de la paix par des Yakuza, l'expulsion par la force est autorisée. Pour toutes ces raisons, Takayama estime qu'il faut juger séparément les relations *Jusen-emprunteurs* et les relations *entreprises-Yakuza*. Si les Yakuza sont fiers d'être partie prenante de la société, ils ne veulent cependant pas être des boucs émissaires,

⁶¹ «The war for the bad loan recovery has started», <http://www.members.tripod.com>, 02.09.96.

⁶² Interview accordée, le 2 décembre 1996, par le Yakuza, Takayama.

⁶³ La *Ligue de Libération de Burako* est une organisation dont la vocation est de mettre un terme à la discrimination historique dont est victime, au Japon, le village de Burako.

destinés à faire oublier les liens de connivence étroits et opaques entre les banques et les *Jusen*.

d) - Les risques, si les banques ne parviennent pas à surmonter leurs dettes, sont lourds de conséquences.

- ✓ La sphère financière nipponne, tout entière, a été touchée par l'éclatement de la bulle spéculative (créances irrécouvrables) et devra en supporter les conséquences pendant plusieurs années. Le phénomène concerne, outre le Japon, les investisseurs étrangers comme *Ernst & Young, Merrill Lynch, Morgan Stanley, Goldman Sachs* et d'autres encore, qui ont prévu d'investir près de 20 milliards de dollars dans des portefeuilles de mauvaises créances. Les Japonais en retour, espèrent bénéficier - en supplément des avantages financiers - du savoir-faire des américains en matière de liquidation de créances irrécouvrables. Les autorités américaines sont à la fois ravies de la pénétration de ces investisseurs dans la vie économique nipponne, mais également inquiètes des risques possibles de conflits avec les syndicats du crime locaux. C'est un événement dans l'histoire économique japonaise, car c'est en effet la première fois que le Japon s'ouvre aux sociétés d'investissement étrangères. Cette ouverture présente néanmoins un risque notable, et certains spécialistes pensent que les ennuis ont déjà commencé pour les sociétés d'investissement étrangères. Les Yakuza sont soupçonnés d'avoir incendié, à Tokyo, en novembre 1998, le bureau du groupe agroalimentaire américain *Cargill*, l'un des précurseurs en matière de rachat de créances douteuses. Le quotidien britannique *Financial Times* cite également le cas de plusieurs enquêteurs de *Kroll Associates* (cabinet spécialisé dans le renseignement international), attaqués alors qu'il faisaient des recherches sur des biens immobiliers pour le compte d'acheteurs potentiels américains.
- ✓ Les investisseurs étrangers qui rachètent des titres, ont parfois la mauvaise surprise de découvrir qu'ils sont liés aux Yakuza. Ainsi les gestionnaires de fonds de pension de Sacramento ou de Sarasota, ont appris qu'ils étaient en possession de titres de maisons closes d'Osaka dirigées par les Boryokudan locaux. L'ancien dirigeant du FBI Harry Godfrey Kroll a découvert que, sur 49 prêts d'un portefeuille, 40% avaient été accordés à des emprunteurs liés à la pègre, et que 25% de ces personnages avaient un lourd casier judiciaire. Les investisseurs étrangers se sont vus également proposer un portefeuille de la *Mitsui Trust & Banking Corporation*. Composé de 108 propriétés, ce portefeuille a montré, après vérification, que 13 d'entre elles étaient détenues par *Azabu*, société très connue de la justice japonaise. Son président Kitaro Watanabe avait passé deux ans en prison pour avoir détourné 18 millions de dollars.
- ✓ A la fin des années 90, le bilan financier japonais est lourd, et la crise économique japonaise a eu d'importantes répercussions, parfois inattendues. Les liquidations des créances douteuses ne se sont pas déroulées comme prévu, les créances sont irrévocables, la panique s'est installée dans les milieux bancaires, et la majorité des faillites ont été prises en charge par des malfrats soutenus par des Yakuza peu ordinaires, les *Jiken-ya* (spécialistes des incendies). L'ancien directeur de l'Agence nationale de Police, M. Raisuke Mikawi estime ainsi que 10% des créances douteuses des banques et des organismes de crédit du Japon sont imputables aux Yakuza et que

30% supplémentaires de ces créances ont des liens probables avec le crime organisé. Ces chiffres situent, selon lui, le montant des dettes non recouvrables des gangsters entre 75 et 300 milliards de dollars, soit 6,5% du PIB de 1996⁶⁴. Pour certains experts de la criminalité organisée, la durée exceptionnelle de la crise japonaise, malgré les multiples plans de relance gouvernementaux, ne se comprend qu'en intégrant la dimension du blanchiment et l'activité des réseaux criminels⁶⁵.

e) Un autre aspect des Yakuza dans le secteur immobilier.

Depuis l'éclatement de la bulle, les Yakuza ne parviennent plus à faire autant de profits. Cependant, les connaissances acquises et leur réseau relationnel, leur ont permis de continuer à conduire des affaires dans le secteur immobilier, mais cette fois en qualité de «spécialistes, négociants de la dévaluation de biens immobiliers». En raison de la récession, les prix dans le secteur se sont effondrés. Pour autant, les promoteurs et les entreprises immobilières n'ont pas cessé de vouloir acquérir des terrains. Le rôle des Yakuza spécialistes de la dévaluation, a alors consisté à faire baisser les prix jusqu'au niveau le plus bas possible. Mais il ne s'est pas limité à cela. C'est un service complet qu'ils ont offert et qui a pris en charge, en sus de la baisse du prix du terrain, la remise de l'actif immobilier sur le marché - un processus assuré par une équipe chargée de répartir les actions entre les sociétés de financement, l'investisseur, et la société chargée de la revente.

Pendant la période de scandales des Jusen, plusieurs dirigeants d'entreprises (Sueno Kenichi, président de la *Sueno Kosan*, Sasaki Kichinosuke, président de la *Togensha*) ont été arrêtés pour avoir emprunté de l'argent illégalement. D'autres ont dissimulé l'argent qu'ils avaient détourné grâce à des prêts contractés auprès des Jusen. Toutes ces affaires portaient la marque des Yakuza.

1. Les Sokaiya

Les «Sokaiya», connus pour leurs actions de racket en entreprise, sont des maîtres chanteurs professionnels. Pour entretenir leur image de marque au Japon, ils s'efforcent de perpétuer le mythe d'une confrérie préoccupée d'harmonie sociale, attachée avant tout à éviter les humiliations publiques de personnages importants. Ces gangsters ont exercé leur activité de manière totalement légale jusqu'à la réforme du Code du Commerce en 1982, et presque de façon officielle jusqu'en 1992. Les Sokaiya se composent essentiellement de membres des Boryokudan spécialisés dans le crime financier. Ils se livrent également à l'usure et au blanchiment de l'argent sale, par le biais de placements sur les marchés immobilier et financier. Pour recycler l'argent issu d'activités illicites, les Sokaiya tirent parti de leur situation d'actionnaires dans les sociétés, ainsi que de leurs nombreuses complicités dans les cercles du pouvoir et de la finance. Ils forment des *Kaishime* - associations de spéculateurs qui opèrent sous des noms différents et achètent de grandes quantités d'actions - le but étant de faire pression sur des dirigeants des groupes japonais et de spéculer.

⁶⁴ G. Fabre, "Du blanchiment aux crises", *Le Monde Diplomatique*, Avril 2000, p. 6-7.

⁶⁵ Ibid.

a) Evolution des Sokaiya dans le temps

Selon certains spécialistes, les Sokaiya descendraient des *Rônin*, ces guerriers qui, pendant l'ère Meiji, exerçaient des fonctions de vigiles.

✓ Les Sokaiya au début du XIX^e siècle

L'origine des Sokaiya contemporains remonte au début du XIX^e siècle. C'est une période où les sociétés japonaises émettent leurs premiers titres sur le marché boursier. Le plus souvent, ces entreprises appartiennent à un particulier ou à une famille. A cette époque, la presse commence à mentionner les Sokaiya dans ses colonnes. Ils sont employés par les dirigeants des entreprises comme « porteurs de gages spéciaux » et prennent part aux assemblées générales des actionnaires. Ils sont chargés du bon déroulement de ces assemblées annuelles, et canalisent les éléments perturbateurs. Ils doivent également bloquer les questions que peuvent poser des actionnaires sur des sujets susceptibles de mettre les dirigeants d'entreprises dans une position embarrassante.

✓ Les Sokaiya dans les années 60

Au cours des années 60, le nombre de malfrats spécialistes du racket s'accroît fortement, et par la même, le « parasitisme financier » dans son ensemble. Les conseils d'administration sont victimes des activités des Sokaiya. En dehors du service traditionnel que ceux-ci accomplissent pour les entreprises, ils en profitent également pour faire chanter les dirigeants. Ils réalisent en effet qu'il y a d'énormes possibilités de gain dans ce domaine, et que le racket peut être encore plus rémunérateur que leurs activités de base. Ils deviennent, pour reprendre l'expression de Philippe Pons, « *les chiens de garde* » des conseils d'administration. En y participant, les malfrats obtiennent des informations confidentielles sur les entreprises. Ce sont très souvent des révélations compromettantes, qui, si elles venaient à être divulguées, remettraient en cause le devenir des sociétés. Les Sokaiya utilisent alors ces informations et menacent les dirigeants d'entreprises de les transmettre aux actionnaires s'ils refusent d'acheter leur silence. Et lorsque les entreprises sont saines, les Sokaiya vont jusqu'à faire fouiller les poubelles de leurs dirigeants, comme le font des « paparazzi » dans les poubelles des stars. Les entreprises sont alors prises dans un cercle vicieux duquel elles ne peuvent plus s'extraire : d'un côté, elles ne peuvent se passer des services des Sokaiya qui font taire les actionnaires trop remuants; de l'autre, elles ne peuvent porter plainte contre la pègre, pour le chantage dont elles sont victimes.

✓ Les Sokaiya dans les années 70

Au cours des années 70, les Sokaiya passent systématiquement sous la coupe des grandes organisations criminelles japonaises. Les Sokaiya sont de plus en plus violents dans leurs actions. En 1970, le groupe chimique *Chisso* aurait demandé l'intervention des Sokaiya pour empêcher les victimes de la pollution au mercure de la baie de Minamata de protester en assemblée générale. Ce scandale est d'autant plus marquant quand on sait que cette

intervention n'aura duré que quelques minutes, juste le temps nécessaire pour passer à tabac les porte-parole des victimes, et cela sans que la police intervienne⁶⁶.

✓ Les Sokaiya dans les années 80

Dans les années 80, les Sokaiya deviennent un élément à part entière de la vie des affaires nippones. Le phénomène ne cesse de se développer jusqu'à ces dernières années. Grâce à divers appuis dans les milieux politiques et financiers, les "Sokaiyas-Yakuza" pénètrent les plus hautes sphères du marché boursier. Nabid Mohavedi, un spécialiste de la finance criminelle, pense que, dès le milieu des années 80, « *la quantité de fraudes a dépassé tous les seuils de tolérance et mené à la démission, des présidents de maisons de titres, trop visiblement compromis* »⁶⁷. Pendant la décennie 80, certaines entreprises s'accrochent d'ailleurs parfaitement de ce "mécanisme Sokaiya", et engagent des cadres spécialement chargés des transactions avec la pègre financière.

En 1982, on dénombre 6800 Sokaiya qui opèrent sur l'ensemble de l'archipel et extorquent ainsi environ 100 milliards de yens par an. La même année, les autorités nippones décident toutefois de réagir, et amendent un texte dans le Code du Commerce. Cette réforme place désormais officiellement hors la loi, les Sokaiya, et la pratique du racket en entreprise. La nouvelle législation, tout comme la loi antigang promulguée quelques années plus tard en mars 1992, présente de graves lacunes et obtient des résultats décevants :

- En premier lieu, elle transforme les Sokaiya-Yakuza en véritables gangsters dans leur manière d'agir et dans les méthodes qu'ils utilisent. Désormais, les Sokaiya ne craignent pas d'utiliser la violence pour leur chantage. En outre, entre le début des années 80 et la fin de la décennie 1990, le nombre de scandales impliquant certains grands noms du monde de la finance, liés à des racketteurs ne cesse de croître.
- En second lieu, la réforme renforce les Boryokudan les plus puissants au détriment des plus faibles, qui peu à peu se sont dissous. Au début des années 90, les Sokaiya sont devenus de véritables machines à extorquer de l'argent.

✓ Les Sokaiya dans les années 90

Dans les années 90, les Sokaiya sont devenus des experts en matière de finance. Estimés à quelques 1000 unités, selon le magazine *The Economist*, ils interviennent dans diverses opérations et utilisent des sociétés écrans pour parvenir à leurs fins. Les Sokaiya aiment traiter en direct avec les niveaux les plus élevés de la hiérarchie des banquiers et des agents de change. Au cours de cette même période, la collusion entre les activités traditionnelles des malfrats et celles des milieux économiques officiels se renforce. Le phénomène est mis en évidence par une nouvelle série de scandales qui s'abat sur l'archipel.

⁶⁶ *Les Echos*, n°17428, le 01/07/97.

⁶⁷ « Les malheurs du système financier japonais », *Dossier transnationale*.

- En 1992, c'est une société de grande distribution, *Ito-Yokado*, qui fait la une des journaux nippons. Elle est accusée d'avoir traité diverses affaires avec des racketteurs affiliés à l'un des plus puissants syndicats du crime, le *Sumiyoshi-gumi*. En 1992, le président Ito Masatoshi démissionne, après que deux de ses cadres aient été accusés d'avoir versé 236 000 dollars de pots-de-vin aux Sokaiya.
- En 1993, ce sont les brasseries *Kirin*, détentrices de près de 40% du marché de la bière au Japon, qui sont exposées au scandale. Elles auraient versé près de 200 millions de yens à des Sokaiya, également liés au *Sumiyoshi-gumi*.
- En 1996, c'est au tour de la chaîne de grand magasins *Takashiyama* d'être accusée d'avoir versé, en l'espace de 10 années, près de 800 millions de yens à la pègre. La chaîne aurait en outre donné près de 80 millions de yens à Isao Nishiura, l'un des plus grands patrons du gang *Gokuraku-kai* d'Osaka, afin qu'il reste en dehors de ses affaires. Le président de *Takashiyama* démissionne, à la suite de l'arrestation de quatre de ses cadres supérieurs.
- En 1997, le fabricant de produits alimentaires *Ajinomoto* fait l'objet des poursuites de la police pour avoir donné près de 10 000 dollars à la pègre. *Ajinomoto* plaide également coupable pour avoir participé à l'organisation d'un cartel général destiné à fixer les prix sur les marchés. Le président et le directeur général démissionnent à la suite du scandale. En 1997 toujours, quatre dirigeants de la société *Mitsubishi* sont arrêtés pour avoir rétribué les Sokaiya sous forme de locations-vacances complètement fictives.
- Au début du mois de septembre 1998, un scandale éclate, impliquant cette fois la *Japan Airlines (JAL)* accusée d'avoir versé 10 millions de yens par an à la compagnie *Taihei*, société écran utilisée comme dépôt de fonds par la pègre. Malgré des preuves accablantes, les dirigeants de la *JAL* ne sont pas inculpés. Ils affirment en effet avoir cessé les versements en juin 98, et avoir mis un terme à leur relations avec les Yakuza⁶⁸. La même année Les firmes *Toyota* et *Nissan*, échappent de justesse aux poursuites judiciaires, après que leurs dirigeants aient affirmé avoir cessé de payer les Sokaiya.⁶⁹

Dans les années 90, de nombreux scandales liés aux Yakuza, impliquent également les maisons de titres et les banques les plus prestigieuses du pays. Au premier plan de ces affaires, on trouve la plus ancienne maison de titres *Yamaichi*, la maison de titre *Nomura Securities* et la célèbre banque *Dai Ichi Kangyo*. Les sanctions prises par les autorités nippones à l'égard des Sokaiya vont peser lourd sur le devenir de ces institutions financières, premières clientes des services des Sokaiya. Seule *Nomura* parvient à se sortir de la tourmente. La mauvaise publicité, et les sanctions prises par le gouvernement, expliquent les pertes importantes de parts de marché de ces maisons de titres, en faveur des maisons de titres étrangères. Ces dernières parviennent ainsi à contrôler un tiers des transactions sur le marché de la bourse de Tokyo. En 1997, *Nomura Securities* subit un

⁶⁸ Philippe Pons, «La pègre verrouillait les assemblées d'actionnaires de la Japan Airline», *Le Monde*, 19 août 1998, p1

⁶⁹ Sophie Malibeaux, «Scandales, Les firmes japonaises avouent leurs liens avec la pègre», *La Tribune*, 19.08.98

recul de 3.3%, *Daiwa Securities* enregistre une baisse de 1.9% et *Nikko Securities* une baisse de 1.4%.⁷⁰ La déréglementation financière (« Big Bang ») augmente en outre l'attractivité de l'archipel. *GE Capital* rachète ainsi, en 1998, le douzième assureur japonais. *Merill Lynch* annonce, en février 1998, qu'il va créer une société dont le capital oscillera entre 200 et 300 millions de dollars avec la mise en place d'un réseau de courtage de valeurs mobilières. Cette implantation est facilitée par la faillite de *Yamaichi*. Par ailleurs, le Big Bang financier entraîne la libéralisation progressive des commissions de courtage et la suppression des taxes, facilitant ainsi la pénétration des sociétés étrangères sur le marché boursier japonais.

- La mise en faillite de *Yamaichi*, la plus ancienne maison de titres du Japon⁷¹ : après un siècle d'existence, cette société se voit radiée de la bourse de Tokyo, le 27 mars 98. Elle avait déjà subi une suspension de ses activités en novembre 1997. Le gouvernement japonais entend ainsi montrer son désir d'assainir le système financier, en refusant d'intervenir pour aider *Yamaichi* et *Nikko*, également en situation critique. *Yamaichi* subit par là même la plus grande faillite connue par une institution financière, depuis la seconde guerre mondiale. Les dettes de la maison de titres s'élèvent à 3000 milliards de yens, sans compter ses deux filiales.
- Les scandales exemplaires de *Nomura Securities* et de la *Dai Ichi Kangyo* : en 1997, un nombre important de dirigeants de ces sociétés sont arrêtés (l'un d'entre eux s'est suicidé) pour avoir entretenu des relations privilégiées avec Ryushi Koike, célèbre membre des Sokaiya. Ryushi Koike avait en effet acheté 300 000 actions des quatre plus importantes maisons de titres (*Nomura*, *Daiwa Securities*, *Nikko Securities* et *Yamaichi*) et 20 000 de la *Dai Ichi Kangyo*. Le célèbre Yakuza, l'une des plus grosses fortunes du Japon, était évidemment peu enclin à accepter les pertes subies au moment de l'éclatement de la bulle financière. Craignant les représailles des Sokaiya, *Nomura* et la *Dai Ichi Kangyo* avaient préféré l'indemniser.

a) Les méthodes employées par les Sokaiya

En 1997, les 45 plus grandes sociétés du Japon acceptent de répondre à un sondage réalisé par *l'Asahi Shimbun*. Celui-ci révèle que soixante dix pour-cent de ces entreprises interrogées admettent avoir subi des pressions, sous la forme de menaces de la part des Sokaiya.⁷²

Dans les années 1980, la technique privilégiée par les maîtres chanteurs nippons pour contrôler les sociétés est très simple. Ils achètent des titres. Parfois ils se portent acquéreurs d'un nombre suffisant d'actions, pour proposer leurs propres candidats à la direction générale. Une fois installés dans les sociétés, ils menacent les dirigeants de perturber les assemblées générales des actionnaires s'ils ne consentent pas à leur verser de grosses sommes d'argent.

⁷⁰ «Les grands courtiers nippons soldent un exercice 1997 tourmenté», *La Tribune*, 27.04.98.

⁷¹ Philippe Pons, «Le Japon tente de faire face au séisme de la faillite de Yamaichi», *Le Monde*, 25 novembre 1997, p5.

⁷² Brian Bremmer et Emily Thornton « Blackmail » *Business Week* 21/07/99. Cf en annexe 4, le sondage de 1999.

Dans les années 90 les Sokaiya remodelent le paysage de la finance en développant de nouvelles méthodes de travail et de véritables "compétences financières"⁷³. Ils prennent part à un certain nombre d'opérations, par le biais de sociétés écrans.

Deux méthodes prédominent :

- ✓ La pègre intervient sur les marchés financiers par l'intermédiaire de « Raiders ».

Les Raiders lancent des prises de contrôle inamicales sur les sociétés. Ils choisissent de lancer ces offensives, en général sur des marchés restreints, afin de faire monter rapidement les prix des titres et de pouvoir créer artificiellement de la valeur pour les actionnaires. Grâce aux ordres (*Teppo*) passés dans différentes sociétés financières, les Sokaiya maintiennent les cours à la hausse. Ils revendent ultérieurement leurs titres en faisant d'énormes plus-values, et en utilisant les services d'autres sociétés.

- ✓ La pègre achète en masse des participations dans les sociétés

En achetant, en masse, des actions de grandes sociétés, les Sokaiya parviennent à s'installer dans les conseils d'administration et à y occuper une place dominante. Cette position leur permet ensuite de fixer leurs conditions aux rachats de titres de propriété à des prix qui ne sont pas ceux du marché. Parmi les scandales qui ont illustré ces méthodes, on peut citer celui de la société *Kurabo* dont la société *Tensho* a pris le contrôle. Le Raider était Nihon Toshi; quant au dirigeant de *Tensho* ce n'était autre qu'un malfrat, Kimoto Kazuma, affilié au gang du Yamaguchi-gumi.

La relation Sokaiya-entreprise est très complexe car si, comme nous l'avons vu, l'entreprise utilise les Sokaiya pour faire taire les actionnaires encombrants ou achète le silence des Sokaiya, ces derniers aiment prendre part aux assemblées générales d'actionnaires. Lorsque les entreprises sont saines, les assemblées générales ne durent que quelques minutes. Mais la situation change lorsque des difficultés financières se présentent. Selon le système japonais, les résolutions doivent être adoptées à l'unanimité. En cas d'absence de collaboration des entreprises avec leurs exigences financières, les Sokaiya posent alors des questions embarrassantes et les assemblées générales s'éternisent. Les dirigeants d'entreprises peuvent ainsi se retrouver dans une position très inconfortable vis à vis de l'extérieur.

a) Les modes de rémunération des Sokaiya

Les Sokaiya sont parvenus en quelques années à se construire de véritables fortunes. Certains d'entre eux accumulent un capital de plusieurs milliards de yens.

Les méthodes des Sokaiya sont de plus en plus complexes et sophistiquées en matière de racket en entreprise. Certaines techniques anciennes ne sont plus aujourd'hui utilisées, telles le «*Sokaiya Banzai*», qui consistait à faire irruption dans les assemblées générales en

⁷³ Philippe Pons, *Misère et crimes au Japon du XVII^e siècle à nos jours*, Editions Gallimard 1999, p440.

poussant le cri "*Banzaï*". L'entreprise se trouvait alors dans l'obligation de payer pour que les troubles cessent et que les intrus quittent les lieux.

La pratique du «black journalism», quant à elle, est toujours très utilisée par la pègre financière.

✓ La pratique du «black journalism»:

Les malfrats publient des feuilles d'informations auxquelles les entreprises s'abonnent à des prix exorbitants. Ces bulletins sont une sorte de magazine à scandales, spécialisés dans la vie des entreprises. Selon les autorités japonaises, 2106 compagnies souscrivaient à ces abonnements en 1990, et un tiers d'entre elles avouait avoir cédé à cette forme de chantage.

a) Les raisons qui expliquent la place des Sokaiya au cœur du monde des affaires nippon.

Les liens entre les milieux d'affaires et les Yakuza n'aident en rien la police. En 1996, la police menait une enquête qui révélait que 25% des entreprises sélectionnées sur un échantillon choisi, rémunéraient et se servaient des Sokaiya comme « porteurs spéciaux d'actions».

Néanmoins, à lui seul, le lien entre les milieux d'affaires et la pègre n'explique pas la puissance des Sokaiya. Il existe en réalité des raisons structurelles beaucoup plus profondes.

- ✓ L'existence des Yakuza, dans la finance, et sur la place de Tokyo, tout particulièrement, est, selon Raisuke Miyawaki, « *enracinée dans la culture japonaise des affaires* ».
- ✓ La faiblesse des droits des actionnaires.
- ✓ Pour les gestionnaires soucieux du bon déroulement de leur carrière et pour certains, proches de la retraite, il est dangereux de créer des problèmes, au risque de compromettre, leur avenir pour les premiers, ou leur prime de départ pour les seconds.
- ✓ Des assemblées générales agitées, offrent une très mauvaise image des entreprises au public, et entraînent souvent une chute de la valeur de leurs actions. Les entreprises n'ont alors d'autre recours que de s'assurer le concours des Sokaiya pour assurer l'ordre.
- ✓ Il existe une différence fondamentale entre les assemblées des actionnaires occidentales et les assemblées au Japon. En Occident il s'agit de réunions importantes où les actionnaires consciencieux posent des questions. Au Japon, ce sont davantage des cérémonies où les actionnaires ont un rôle de représentation.

- ✓ Les méthodes utilisées par les banques sont couvertes par un ministère des finances laxiste.
- ✓ La presse subit également les pressions des Sokaiya et se veut plutôt discrète à leur sujet jusqu'au moment il n'y plus d'autre solution que la publication des scandales.
- ✓ Selon la journaliste de *La Tribune*, Sophie Malibeaux, «*plus la police intensifie la surveillance, plus la pègre déploie d'ingéniosité pour parvenir à ses fins*». La police nipponne est particulièrement passive et ne bénéficierait pas de la coopération des milieux d'affaires à la hauteur de ses espérances.
- ✓ Les entreprises nippones ne livrent que très peu d'informations sur leurs activités.
- ✓ Le phénomène Sokaiya est socialement accepté.
- ✓ La tactique des entreprises, visant à organiser les assemblées générales d'actionnaires, le même jour, afin de limiter les possibilités pour les Sokaiya d'y assister, s'est avérée peu efficace.
- ✓ Les racketteurs sont devenus « un mécanisme consubstantiel »⁷⁴ de la vie des affaires.

b) La vision actuelle des acteurs économiques, politiques, et sociaux, sur l'ampleur de la puissance des Sokaiya.

En 1999, le très célèbre Sokaiya Ryuichi Koike est arrêté et condamné à neuf mois de prison. Il est accusé d'avoir réussi à extorquer plus de 12.4 milliards de yens à la DKB et aux quatre plus grandes maisons de titres japonaises. Il est également à l'origine de la démission de 31 hauts dirigeants d'institutions financières. L'exploit a été rendu possible, selon les autorités nippones, grâce à des relations très privilégiées avec ses clients.

✓ La prise de décisions et la vision des autorités nippones

Au début des années 1990, les autorités japonaises décident de faire le ménage, en raison de l'accumulation de scandales à répétition qui les embarrasse fortement. Le gouvernement nippon, soucieux du regard porté par les nations étrangères sur l'archipel, multiplie les initiatives. En 1996, 11000 unités de police sont mobilisées pour tenter de surveiller les interventions des Sokaiya lors des assemblées générales des actionnaires. A la fin de l'année 1998, la police nipponne fait état d'un recul notable du nombre des entreprises ayant recours aux malfrats. Selon des sources officielles, environ 2100 des sociétés cotées en bourse ont mis un terme à leurs liens avec les Sokaiya et 330 d'entre elles ont cessé de souscrire des abonnements aux bulletins d'informations édités par la pègre. En 1999, on dénombre seulement 600 racketteurs professionnels.

⁷⁴ Philippe Pons « La pègre verrouillait les assemblées d'actionnaires de la *Japan Air Lines* » *Le Monde*, 19 août 1998.

✓ La vision de certains experts

Certains optimistes pensent que le phénomène Sokaiya a perdu de l'importance. Pour Sophie Malibeaux notamment, « *l'utilisation des Sokaiya pour dissimuler les pertes des entreprises est appelée à se marginaliser* ». Elle pense également que les actionnaires se montrent moins timides pour s'exprimer. Par ailleurs, en juin 1998, les entreprises se sont publiquement engagées à faire preuve de plus de transparence lors de leurs assemblées, et leurs dirigeants ont signifié leur volonté de résister au chantage de la pègre. D'autres observateurs, un peu plus pessimistes, pensent que la seule perspective de voir disparaître ce milieu mafieux, est l'ouverture du marché japonais à la concurrence étrangère. Les entreprises nippones, alors soucieuses de se monter compétitives, veilleront à la transparence et à la gestion saine de leur entreprise. L'avocat Ishiba Seiji estime, lui, que le phénomène Sokaiya se porte toujours bien. Il affirme que le seul moyen d'éradiquer ceux qu'il appelle des « parasites », serait que les entreprises cessent de dissimuler leurs problèmes et qu'elles fassent preuve de plus de transparence dans leur affaires.

✓ La vision actuelle du patronat

Le patronat affirme se repentir des relations qu'il a entretenues avec la pègre. Quant aux Sokaiya, ils soutiennent n'avoir eu pour seule ambition que la volonté de rendre des services qui leur étaient demandés. Des spécialistes constatent, par ailleurs, que la réforme du Code de Commerce de 1982 et la loi antigang de 1992 se sont révélées inefficaces. La déferlante de scandales qui s'est abattue sur l'archipel ces deux dernières décennies, en a été une preuve.

Conclusion du chapitre

La crise immobilière et boursière des années 90 a montré à quel point le monde des affaires légales était gangrené par la mafia japonaise. En l'espace de 20 ans, les Yakuza sont parvenus à infiltrer le cœur de l'économie nipponne. Ils ont profité de la fièvre spéculative qui s'est emparée du pays, pour se transformer en véritables experts de la finance et acquérir les ressources indispensables pour exercer une influence. Ces positions, conquises tout au long de la décennie, les ont rendus incontournables. Les tentatives du gouvernement nippon pour assainir le système financier se sont révélées vaines. Les Yakuza sont devenus les premiers débiteurs du Japon, accumulant selon les spécialistes 50% des dettes du secteur immobilier (Le magazine *Newsweek* évoque même les chiffres de 80 à 90%). Même si l'on ne peut vraiment parler de « récession Yakuza », il est certain qu'ils ont joué un rôle important dans le phénomène. Aujourd'hui, le problème, pour les autorités japonaises, reste de parvenir à expliquer et justifier cette situation, vis à vis du monde extérieur.

Chapitre V. Les Boryokudan au cœur du système politique

Introduction du chapitre

Le succès de la réussite du Japon s'explique, comme nous l'avons vu précédemment, par le caractère très particulier de la collusion qui a uni, dans ce pays, le monde des affaires, la mafia, et les hommes politiques. Ces derniers sont devenus, comme les hommes d'affaires, des clients privilégiés des Yakusa. Ils ont été demandeurs de services divers, dont les services de financements que leur offrait la pègre pour leurs campagnes politiques. S'ils étaient conscients de la nature criminelle de ces unions, ils les ont néanmoins considérées nécessaires à leur prospérité. Ces politiques ont ainsi usé de leur position dominante à des fins douteuses. De ces relations, sont nées la corruption, et des complicités avec les milieux interlopes.

La corruption au sein du système politique japonais s'est développée essentiellement après la seconde guerre mondiale. Les Boryokudan s'imposent, à partir de cette époque, comme une source sûre de financement pour les campagnes électorales des politiciens. Mais c'est, plus particulièrement, sous le gouvernement du Premier ministre Tanaka Kakui (1972) que les scandales politiques deviennent monnaie courante. Le développement de la corruption dans les milieux politiques apparaît alors comme un problème structurel, un phénomène quasi indissociable de la vie politique. La corruption est également une pratique courante chez les bureaucrates, y compris chez les ministres de la construction et des transports où des liens étroits avec la pègre ont été tissés. Dans le Japon de l'après-guerre, trois affaires, plus particulièrement ternissent l'image du système politique nippon.

I Les Boryokudan et l'Etat nippon.

Certaines mafias dans le monde ont une puissance économique et militaire semblable à celles d'Etats en développement. C'est le cas des Yakusa. Au vu de la multitude de scandales politiques qui ébranle la société japonaise depuis déjà plusieurs décennies, les liens entre leurs organisations criminelles et les hommes politiques, essentiellement au sein du Parti Libéral Démocrate, sont indéniables. Les Yakusa ont eu recours à des intermédiaires «*Kuromaku* » pour entretenir ces relations avec les politiques (plusieurs grands noms : Yiochi Sasakawa, Nobosuke Kishi, Yoshio Kodama...). En effet, la mafia nippone ne traite pas en général directement avec les politiciens; elle se sert d'individus qui se chargent d'obtenir les décisions désirées. Cette coopération se traduit par des accords qui débouchent sur des décisions politiques favorables à ses intérêts.

II L'évolution des niveaux de corruption chez les bureaucrates.

Ce qui a changé, dans la corruption au Japon, c'est sa pratique aux plus hauts niveaux du pouvoir, et la volonté des milieux politiques d'étouffer les affaires, privant ainsi les journalistes d'informations sur le sujet. En 1996, Nakajima Yoshio et Nakano Masataka, deux hauts responsables du MITI, sont accusés d'avoir abusé de leurs prérogatives et d'avoir nui par là même aux intérêts du pays. Nakajima aurait permis à la bulle économique de continuer à croître alors qu'il était temps de prendre des mesures (son comportement s'expliquait par les relations qu'il entretenait avec la pègre financière nippone). Nakano, quant à lui, aurait, dans le cadre du MITI, encouragé la poursuite d'un programme de haute technologie (logiciels d'informatique), tout en en connaissant les failles rédhibitoires. Les répercussions de la bulle économique, et les retards accumulés dans la programmation des logiciels informatiques, sont deux problèmes économiques majeurs que le Japon essaie encore d'enrayer aujourd'hui.

III Les mécanismes de la Corruption⁷⁵

1. Les principes inhérents à la corruption politique

a) Deux principes sont inhérents au système de corruption : Un principe défensif et un principe fonctionnel.

Ces deux principes sont indissociables. L'aspect pratique de la corruption correspond à la recherche systématique d'influence par les organisations Yakusa (parts de marchés, informations stratégiques, etc.). L'aspect défensif apparaît, en dernier recours, dans le cas d'arrestation des membres. Il peut s'agir de demandes de remise en liberté ou d'assouplissements de décisions judiciaires (traitements de faveur en prison, remise de peine...).

b) Les Yakusa s'attaquent directement au cœur du système en paralysant l'appareil étatique.

- ✓ La mafia corrompt tout d'abord les politiciens, puis les fonctionnaires, et enfin la police.
- ✓ La symbiose entre la pègre et les politiques remonte aux années 30 (cf. supra). C'est à cette époque qu'elle noue des liens étroits avec l'extrême droite (les ultra nationalistes).
- ✓ Les liens se renforcent au lendemain de la seconde guerre mondiale. L'occupant américain se sert en effet de la pègre par le biais des mouvements d'extrême droite, pour préserver le Japon d'une possible insurrection communiste.
- ✓ Au début des années 90, la collusion de la pègre nippone et des politiques n'est plus un phénomène nouveau.

⁷⁵ M.C Dupuis, *Comment le crime organisé blanchit l'argent sale*, Presses Universitaires de France, Paris, juin 1998.

Comme il a déjà été précisé dans ce travail, la symbiose Yakuza-politiciens est apparue dans les années 30. Elle s'est plus largement renforcée dans les années 60-70 où a été consacré une nouvelle notion, le «*banditisme patriotique*». Il existe cependant une différence dans les relations existant entre la pègre et les milieux politiques des années 60-70, et celles développées au début des années 90. Dans les années 60-70, les rapports qu'entretient la pègre avec l'extrême droite se font relativement discrets. Mais au début de la décennie 90, cette connivence s'étale au grand jour. La pègre dispose désormais d'un bureau au sein du siège social du PLD, sous l'enseigne de «L'Amicale du Parti Libéral Démocrate». Cette couverture, plus ou moins connue de tous, permet malgré tout de préserver les apparences. Reste en effet secrète la véritable nature et la raison d'être de cette association relativement anodine. Les experts savent pourtant que l'«Amicale» est directement liée au *Sumioshi-kai*, l'un des plus puissants syndicats du crime nippon. Regroupant environ 300 unités, et comptant parmi ses membres de grands parrains de la pègre comme Kobayashi Kazuo, elle se charge de fournir les hommes d'escorte nécessaire à la protection des politiciens du PLD. Dans les années 90, donc, cette symbiose entre la pègre et le monde politique provoque l'effroi, lorsque éclate au grand jour une série de scandales (affaires Sagawa, Takeshita,...). Le grand public japonais, qui pense que ce «mal» a été, sinon éradiqué, tout au moins écarté, suite aux scandales des années 70 (cf. la célèbre affaire Lockheed), découvre que la connivence entre les milieux politiques et criminels est devenue une composante quasi institutionnelle de la gestion du pouvoir politique⁷⁶.

2. Les personnalités qui constituent le milieu politique nippon.

Jacob Schlesinger, correspondant au journal le *Wall Street Journal*, écrit, dans un ouvrage, que la vision occidentale des hommes politiques nippons ennuyeux, est totalement erronée. La classe politique japonaise est composée d'un ramassis de personnalités "hautes en couleur". Il cite les exemples de plusieurs premiers ministres : Kakui Tanaka, un ivrogne et un grossier personnage, de Shin Kanemaru, un bagarreur et un coureur de jupons, et enfin d'Ichiro Ozawa également très violent chaque fois qu'il était question de protéger ses intérêts.

1. Les méthodes de la corruption⁷⁷

Dans son ouvrage, Schlesinger décrit comment une minorité est parvenue à corrompre et à dominer le Parti Libéral Démocrate. La méthode employée était simple. Les "délinquants politiques" ont acheté systématiquement la loyauté des membres du parti et l'appui de certains de leurs opposants.

⁷⁶ Philippe Pons, *Misère et crime au Japon du XVII^e siècle à nos jours*, Editions Gallimard, 1999, p.444.

⁷⁷ <http://www.economist.com>, «Political power and corruption in Japan. Here's a how-de-doo», 21-Jan-97.

a) Kakui Tanaka

Tanaka aurait payé plusieurs milliards de yens afin d'obtenir des votes favorables de la part des parlementaires japonais. En 1972, la méthode semble faire ses preuves, puisqu'il est nommé premier ministre. Dans sa jeunesse, Tanaka est un homme brutal. Ceinture noire de judo, il cherche la bagarre assez facilement. Il s'est, en outre, battu avec des détenus pendant son séjour en prison, lors d'une période d'incarcération pour coups et blessures à l'encontre de policiers. A l'âge de 29 ans, il est arrêté pour trafic d'influence envers les membres de l'assemblée parlementaire. Les détectives ont cependant l'idée saugrenue de laisser dans sa cellule des documents compromettants qu'il mange, imbibés de Saké! Le septuagénaire Kakui Tanaka, donne longtemps l'image d'un homme marqué par le temps, et amateur de jeunes filles. Tout au long de l'exercice de ses fonctions de Premier ministre, il forme ses disciples à la corruption. Il est, pendant un certain temps, perçu favorablement par la population pour sa bonhomie apparente - et cela, en dépit de sa vulgarité et de ses multiples implications dans des affaires louches. Tanaka perd cependant les faveurs du public, le jour où des lingots d'or sont trouvés dans son bureau. En 1976, il est arrêté pour avoir reçu un pot de vin de 500 millions de yens, destiné à favoriser la vente d'avions de la compagnie américaine *Lockheed*. Amené à démissionner de son poste, il conserve néanmoins son siège à l'Assemblée parlementaire, et continue d'exercer son influence dans l'ombre jusqu'à sa mort en 1993.⁷⁸

b) Noburu Takeshita

Nommé Premier ministre, en 1987, Noburu Takeshita a été également suspecté d'avoir entretenu des liens avec la pègre nippone. L'année même de sa prise de fonctions, il est mêlé à une affaire de chantage. Celle-ci implique un Uyoku Dantai (figure importante du PLD) basé à Shimane, «domaine» de Noburu, accusé d'avoir noyauté le syndicat des enseignants. L'Uyoku profite de la situation pour faire chanter Takeshita. Ce dernier décide alors de ne pas compromettre ses chances et fait appel aux Boryokudan pour négocier un compromis. Les tractations aboutissent. Takeshita est confirmé Premier Ministre, sans que personne n'ait jamais pu connaître le contenu de l'accord. Quelques années plus tard, en 1990, il est accusé d'avoir reçu des dessous de tables de la société *Recruit Corporation*. Mais il parvient, une fois de plus, à éviter toute inculpation. En 1992, il est impliqué dans le scandale de la *Sagawa Kyubin* (cf. infra) qui marque sa fin politique. L'affaire est à la mesure du personnage : ayant touché un pot de vin de cette société de transport en 1990, il utilise un chariot pour ramener directement la somme jusque chez lui. Pris en flagrant délit par la police, il parvient à persuader les autorités de le libérer, contre une amende équivalente à quatre jours d'intérêt du montant du dessous de table. Contraint de démissionner de son poste de Premier Ministre, suite à la révélation de l'affaire, il est néanmoins réélu à la diète et continue d'exercer une influence considérable au sein du PLD.

⁷⁸ Willems Nadine, «Les hommes politiques nippons rebondissent», *Le Soir Bruxelles*, 07.11.98.

IV. Les trois scandales qui ont terni l'image du système politique nippon.

1. L'affaire Lockheed

Dans les années 1970, l'homme d'affaires mafieux Yoshio Kodama (cf. supra) est accusé d'avoir reçu près de 2.1 million de dollars des dirigeants de la firme américaine *Lockheed*. L'entreprise cherche alors à gagner des parts de marché dans le secteur très concurrentiel de l'aéronautique. Au cours de la lutte acharnée qui oppose *Boeing* et *McDonnell-Douglas*, *Lockheed* demande l'aide de Kodama. L'objectif est de convaincre les compagnies aériennes d'acheter son Tristar L1011, un nouvel appareil («wide-bodied passenger»). Kodama s'adresse alors à des maîtres chanteurs professionnels, afin d'obliger le président de la *All Nippon Airway* à passer commande de ce type d'appareil. Les Sokaiya (maîtres chanteurs) sont chargés d'investir l'assemblée générale, de divulguer des informations sur un présumé pot de vin (d'une valeur de un million de dollars) qu'aurait touché le président Tetsuo Oba. Ce dernier, anéanti, préfère alors céder sa place en faveur d'un autre candidat, choisi au préalable par Kodama. Le scandale est divulgué en 1972, après que Kakui Tanaka ait été placé à la tête du gouvernement japonais. Le président de la *Lockheed* est alors amené à répondre aux diverses questions de la presse sur la vente du Tristar. Les autorités parlent de mettre en état d'arrestation Kodama, accusé également d'avoir détourné près de six millions de dollars.

2. L'affaire Takeshita Noburu

En 1987, Takeshita Noburu est nommé à la présidence du *Parti Libéral Démocrate* et prend, de ce fait, la tête du gouvernement (le premier ministre sortant est Nakasone). Pendant la période de campagne, Takashita est victime des harcèlements incessants du *Kominto* (Parti du Peuple Japonais Impérial), un groupuscule d'extrême droite, fondé en 1972 par Inamoto-gami-gumi, affilié au *Yamaguchi-gumi*. La tactique de harcèlement pratiquée par le Kominto est relativement simple. Il s'agit de vanter outrageusement les aptitudes de Takeshita à accumuler les pots de vin. La finalité de ce harcèlement est de ternir définitivement l'image de Takeshita et de le discréditer aux yeux de la population. Mais cette campagne de dénigrement cesse brusquement. Certains observateurs l'attribuent alors à l'intervention de Ishii Susumu, un Yakusa notoire, recruté pour négocier un compromis avec le Kominto. Ils estiment également que, pendant la même période, Takeshita a pu faire appel à Ishii Susumu pour régler d'autres transactions douteuses. Parmi les plus connues, ils citent des contacts avec la société *Recruit Corporation* qui agit en qualité de département des ressources humaines pour les grandes entreprises, pendant la période d'euphorie financière.

3. L'affaire Sagawa Kyubin

La *Sagawa Kyubin* est fondée en 1957. Cette entreprise de messageries emploie alors une dizaine d'employés et possède, en tout et pour tout véhicule, deux vélos. En 1991, *Sagawa Kyubin* est devenue la deuxième entreprise des transports rapides du Japon. L'entreprise se compose de 20 000 employés et de 270 établissements, répartis sur l'ensemble de

l'archipel. Les observateurs attribuent ce développement spectaculaire aux liens occultes que son patron entretient avec la pègre et les milieux politiques. Au cours de son expansion, la société absorbe les entreprises les unes après les autres, n'hésitant pas, dans le même temps, à chasser illégalement sur les terres de ses concurrentes. Elle est impliquée dans deux affaires retentissantes : en 1994, lorsque le ministre des finances, Morihito Hosokawa, est accusé d'avoir touché des pots de vin; en 1998, lorsque le nouveau ministre des finances, Hiroshi Mitsuzuka, est contraint de démissionner de son poste, suite à un scandale impliquant deux autres fonctionnaires du ministère des finances.

a) Le rôle de la pègre nippone

Les Yakusa fournissent des gardes du corps à la *Sagawa Kyubin* et délogent les propriétaires des terrains destinés à l'établissement de ses dépôts. Mais leur rôle principal est de se charger des tractations avec les petites entreprises peu décidées à se faire absorber.

✓ Une opportunité offerte aux Yakusa, née d'une économie administrée.

Durant les années de croissance de la *Sagawa*, les entreprises de transports doivent négocier l'autorisation d'élargir leurs opérations, préfecture par préfecture. *Sagawa* sollicite alors l'intervention de Kakui Tanaka qui est le maître du jeu dans son "fief" de Niigata. Le PDG de l'entreprise est également lié personnellement à Aizu Kotetsu, ancien chef d'un gang renommé de Kyoto, chargé de régler les litiges avec le Ministère des transports. Enfin la période de folle spéculation des années 80, permet à *Sagawa* de prendre part à des raids organisés contre des entreprises concurrentes, à hauteur de 8 milliards de yens.

a) Le rôle des politiques

L'entreprise convoite les faveurs des hommes politiques pour des raisons stratégiques. L'intervention des politiques lui est en effet indispensable pour négocier différentes faveurs avec le Ministère des transports : besoin de nouvelles licences, oubli de certaines fraudes fiscales, etc....

Les difficultés de *Sagawa Kyubin* débutent lorsque Watanabe Hiroyasu, président d'une filiale, décide d'entamer, seul, des négociations avec les politiques. Rapidement, son initiative entraîne un affrontement direct avec *Sagawa*. Cette guerre entre les deux hommes se greffe sur un contexte boursier défavorable (1989). En outre, la multiplication d'entreprises financières douteuses à cette période, et les relations amplifiées entre les politiciens et la pègre, dépassent le niveau que le public japonais peut supporter. L'ensemble de ces phénomènes débouche sur la révélation d'un scandale.

Les services de presse apprennent que Watanabe a accordé 124 milliards de yens à des entreprises mafieuses dirigées par Ishii Susumu, chef de l'*Inagawa-kai*, et 80 milliards de yens à une centaine de députés dont l'ancien ministre des affaires étrangères⁷⁹, l'ancien

⁷⁹ La traduction littérale des idéogrammes du Ministère Japonais des affaires étrangères est "le Ministère de l'Education des Barbares". Cette traduction illustre la vision qu'a le Japon du monde extérieur! *Entretien* avec

premier ministre Nakasone Yasuhiro, le ministre des affaires étrangères de l'époque Watanabe Michio, et Kanemaru Shin, figure de proue du PLD.

Le scandale de la *Sagawa Kyubin* prouve que la collusion entre les hommes politiques et la pègre, censée avoir été éradiquée dans les années 70, est toujours active. L'événement met le PLD à l'écart du pouvoir entre août 1993 et juin 1994 et marque définitivement la chute de Noburu.⁸⁰

Conclusion du chapitre

Les scandales des dernières années ont profondément terni l'image «d'harmonie» associée au monde politique nippon. Ils révèlent que les Yakusa sont devenus, au cours des siècles, un rouage indissociable du système politique de l'archipel. «Un triangle de fer», formé de hauts fonctionnaires, de Yakusa et d'hommes d'affaires, a progressivement renforcé son ancrage dans la société. Chacune des parties impliquées a un intérêt dans ces relations. L'homme politique, par le biais de la pègre, est assuré d'un électorat. La mafia bénéficie de la protection des bureaucrates, des politiciens, et se voit octroyer des marchés "captifs" qu'elle ne pourrait obtenir sans eux. Enfin, les hommes d'affaires bénéficient d'une protection mafieuse qui leur est de plus en plus nécessaire, en raison de leurs recours à des pratiques souvent illicites.

Xavier Raufer, Directeur des Etudes et de la Recherche, Centre Universitaire de recherche sur les menaces criminelles contemporaines, Université Panthéon-Assas, Paris II.

⁸⁰ Bouissou J.C, «Brève anatomie d'un scandale exemplaire», *Critique Internationale*, n°3, printemps 1999.

Chapitre VI. Les stratégies sociales et internationales des Boryokudan

Introduction du chapitre

Les Yakuza sont, depuis leur origine, profondément ancrés dans la vie sociale des japonais. Ils n'ont cessé de renforcer leur contrôle sur «*les zones d'ombres de la vie collective*»⁸¹ de l'archipel. Doués d'une capacité d'adaptation remarquable, ils constituent aujourd'hui l'un des rouages sombres du monde des affaires et de la politique. Parfois comparés aux "Robins des bois des pauvres", ils se sont surtout comportés en maîtres de la plèbe, n'hésitant pas exploiter les plus faibles. Par ailleurs, comme les grandes multinationales, les organisations qu'ils gèrent ont étendu leurs activités aux autres régions du monde et collaborent aujourd'hui avec les organisations criminelles étrangères.

I Intégration sociale des Yakusa

1. Des citoyens parmi tant d'autres.

Dans le Japon de l'après guerre, les Yakusa véhiculent l'image d'opprimés, puisqu'ils viennent en général des classes défavorisées. Au fil des années, ils s'efforcent d'apparaître comme de «bons samaritains» qui prennent en charge les marginaux, les rejetés du système nippon. Les Yakusa fournissent des logements aux japonais d'origine coréenne et aux jeunes, incapables de faire face et d'évoluer dans une société au système scolaire très compétitif. Ils sont reconnus par la population et les autorités comme des hommes vivant une vie paisible: ils participent aux fêtes villageoises et se montrent aimables envers leurs voisins; ils font de nombreux dons à l'occasion de mariages, de naissances, de décès, de l'ouverture de nouveaux magasins. Ils apparaissent comme de simples citoyens parmi tant d'autres. A l'entrée d'un quartier huppé de Kobe, on ne s'étonnera plus de trouver une pancarte destinée aux habitants mafieux du quartier leur signifiant de bien vouloir ne pas déranger leurs voisins et de garer leurs voitures correctement. Dans l'annuaire téléphonique de la ville, il est également possible de trouver le numéro des groupes criminels, comme cette bande «Yakamen» dont les coordonnées sont mentionnées à la rubrique «Associations d'entraide». Sur l'un des murs de la maison où est domicilié le groupe, on peut lire le nom de chacun des membres, par ordre alphabétique. Quant aux chef Yakuza, ils sont considérés comme de vrais notables dans leurs quartiers. Les «Parrains» sont principalement assimilés aux sages des village auprès desquels on vient demander un conseil ou un service. Les citoyens apprécient certains des services sociaux que peuvent leur rendre la pègre, ainsi que le sens civique de ses membres, une qualité qui aura survécu à la loi antigang de 1992. Si en effet les Yakuza se sont faits plus discrets après

⁸¹ Philippe Pons, op.cit.

cette loi, ils n'hésitent pas à porter secours aux populations en cas de problème et sont notamment intervenus à Kobe, lors du tremblement de terre. Cette image des yakuza «défenseur des populations en détresse» est donc encore très ancrée dans l'esprit des nippons : les citoyens se tournent plus facilement vers la pègre que vers les autorités pour régler certains litiges et conflits civils, lorsqu'ils ont des dettes commerciales, subissent des agressions, des accidents de la route. Les Yakuza ont su maintenir cette habitude japonaise de faire appel aux relations privées en cas de problème au lieu de s'adresser à la police. Le public nippon se sent, en outre, redevable envers "la mafia de proximité" qu'il considère comme sa protectrice, et qu'il voit - grâce à la discipline très stricte imposée par la relation Oyabun-Kobun - comme un facteur de réduction du taux de criminalité urbaine.

2. Les rapports entre les Yakusa et la police.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'intégration sociale des Yakusa dans la société nipponne repose sur leurs connivences avec les milieux politiques, et sur leur très large acceptation par les citoyens. Mais la police est, elle aussi, responsable de la position centrale de la pègre dans la société japonaise.

On a pu observer les premiers signes de liens entre la pègre et la police, à la fin de la seconde guerre mondiale. La pègre aurait prêté secours à la police nipponne pour combattre les malfrats Coréens et Chinois. Ces liens se sont largement renforcés à la suite de la ratification du traité de sécurité avec les Etats-Unis dans les années 60. Même si cette collusion s'est réduite pendant les décennies suivantes, il n'en demeure pas moins qu'une certaine coopération s'est instaurée, qui continue d'exister.

Certains experts de la criminalité organisée japonaise pensent ainsi que la faible intervention de la police contre les gangsters s'explique par l'utilisation de ces derniers comme une sorte de «police auxiliaire», des gardiens de la paix des rues. M. Von Hurst estime, de la sorte, que si certains petits voyous commencent à semer le trouble quelque part, il y a plus de chances pour que les Yakusa les trouvent en premier. D'autres, pensent que c'est par crainte des représailles de la pègre, et en raison de la pression exercée par les autorités, que la police a choisi de rester effacée. En d'autres termes, la police japonaise préférerait l'existence d'une criminalité organisée plutôt que son absence, ou que son remplacement par une "criminalité débridée".

Le rôle des Yakuzas est, en partie, comparable à celui d'une "police parallèle". Leurs membres se chargent de la protection des populations et de la limitation de la délinquance urbaine. Si cela semble très généreux de leur part, il faut rappeler que les Yakuzas ne font rien sans arrière pensée. Leur coopération plus ou moins officielle avec les forces de l'ordre a pour but de les rendre indispensables auprès de leurs unités qui se sentent ainsi redevables. Les Yakusa assument cette responsabilité dans le but de mener à bien leurs affaires sans entraves et de pouvoir accroître, dans le même temps, leur puissance financière. Ce besoin d'ordre est nécessaire au maintien d'une bonne notoriété, d'une bonne image de marque. Il est une garantie de prospérité et de pérennité de leurs activités. Le phénomène se traduit, au Japon, par l'une des délinquances urbaines les plus faibles des pays industrialisés.

Si l'on soutient la thèse selon laquelle la police se sert de la pègre comme «régulateur social» des quartier nippons, alors, il faut admettre que le maintien de cet ordre n'ait pu se faire qu'au prix d'une certaine tolérance. Ainsi, il est monnaie courante que la police ferme les yeux sur bon nombre d'activités plus ou moins illicites. Cette relation privilégiée entre la pègre et la police nous conduit à remettre en cause la capacité de la police nippone à maintenir elle-même cet ordre. Lorsque les forces spéciales de la police interviennent en organisant des raids contre la pègre, il s'agit davantage de « shows », où la police tente d'en imposer ou simplement de montrer sa force à une population qui reste sceptique, que d'opérations destinées à éradiquer la criminalité .

Dans les faits, la collaboration entre les forces de l'ordre et les "forces de l'ombre" est devenue tellement étroite, qu'elle a favorisé un véritable mimétisme de la part des policiers vis à vis de la pègre, et qu'il est devenu difficile de distinguer le malfrat du policier, tant dans les habitudes vestimentaires que dans les comportements. Ce mimétisme est renforcé par la fascination qu'exerce l'aspect féodal des organisations criminelles nippones sur le reste de la population. En décembre 1990, la police d'Osaka, inquiète du bouleversements des mœurs au sein de ses unités, publiait une charte dans laquelle elle demandait à ses fonctionnaires de ne pas calquer leur façon d'agir sur celle des Yakuza.

I Les Boryokudan à l'échelle internationale

Depuis les trois dernières décennies, le crime organisé nippon tisse sa toile à l'extérieur des frontières de l'archipel.

1. La collaboration des Yakusa et des triades chinoises

Les Yakusa et triades chinoises fonctionnent en partenariat dans certaines opérations de blanchiment d'argent. Un matin de 1992, à Paris, devant le grand magasin Louis Vuitton, une centaine d'asiatiques (Vietnamiens, Coréens, Chinois) venus du treizième arrondissement, attendent patiemment que la boutique ouvre ses portes. Ils sont chargés d'y acheter des articles de luxe. Dès qu'ils entrent dans le magasin, on assiste alors à une véritable razzia, effectuée à l'aide de billets flambant neufs de 500F. Une fois le magasin "dévalisé", les acheteurs se rendent dans une petite rue adjacente où un camion les attend. Ils y déposent la marchandise en échange d'une commission de 75F. Dans certains cas, l'opération est répétée, soit dans le même magasin, soit dans une autre boutique du quartier. Les articles acquis sont ensuite regroupés dans un local, avec d'autres produits de grande marque tels que des sacs Hermès, des parfums Chanel. A Roissy, un responsable des douanes permet l'exportation de ces articles en échange d'une rémunération. Ces articles sont destinés à renflouer les grands magasins de Tokyo et des provinces japonaises. En avril de la même année, la gendarmerie française procède à plus de 100 arrestations et bloque les comptes bancaires du réseau, localisé au Luxembourg. L'opération révèle que quatre cents millions de francs ont déjà été blanchis, dont dix millions

de francs en achat de marchandises. On estime que le nombre de « fourmis »⁸² ayant participé à ces transactions s'élève à plus de trois cents. Cinq responsables du réseau sont mis en arrestation, dont deux Yakuzas, et trois mafieux chinois.

Ce besoin de coopération entre mafias est né du développement d'un nouveau triangle de trafic de drogue mis en place par des organisations criminelles originaires du Japon, de Chine et de Colombie. Les Colombiens produisent la cocaïne, les Chinois échangent la cocaïne contre de l'héroïne que l'on peut ainsi infiltrer aux Etats-Unis. Les triades chinoises introduisent la drogue sur l'Archipel avec l'aide des Yakusa. En Europe, les Yakusa et les triades passent des accords pour blanchir l'argent d'activités illicites. Ces coopérations concernent également le trafic d'armes, de cocaïne et d'amphétamines. Les Yakusa ont besoin de l'aide des triades dans cette partie du monde car ils y sont beaucoup moins bien organisés que les Chinois qui sont à la fois plus nombreux mais surtout maîtrisent mieux la culture occidentale et le système économique des pays d'accueil. En contrepartie, les Yakusa aident certaines triades à s'organiser au Japon.

2. La place des Coréens dans la mafia japonaise.

a) Les origines de la «pègre» coréenne

La population coréenne est également un «muscle» important de la pègre japonaise, particulièrement dans le Kansai où réside la moitié de la population coréenne du Japon. L'origine de la pègre coréenne sur l'archipel remonte au lendemain de la seconde guerre mondiale alors qu'elle tente de s'imposer, avec les thaïlandais, sur le marché noir. D'abord repoussés par les gangs nippons, les Coréens parviennent à consolider leur domination dans certains fiefs. Quelques uns font fortune, d'autres comblent les niches délaissées par les Yakuzas et une partie rejoint les Boryokudan. Les malfrats coréens entrent en effet dans les bandes de Yakusa afin d'échapper à la pauvreté. Il est particulièrement difficile pour un Coréen d'accéder à une reconnaissance sociale et financière au Japon. Pourtant, à Osaka où ils sont nombreux, il n'est pas rare de voir des gangs dont les membres sont d'origine coréenne, prospérer et diriger plusieurs marchés.

b) Les relations entre les gangs coréens et les gangs japonais

- ✓ Dès les années 60, les Yakusa recourent à la pègre d'origine coréenne pour étendre leur domination à d'autres régions du Japon. Dans les années 60, Taoka, chef du Yamaguchi-gumi sollicite l'intervention du célèbre malfrat d'origine coréenne, Yanagawa Jiro, afin de faciliter la pénétration de son groupe à Nara, Kyoto et Fukuï.
- ✓ La pègre sud-coréenne devient, en outre, l'un des principaux fournisseurs d'amphétamines des gangs japonais, et plus particulièrement, dans la province chinoise du Fujian.

⁸² Roger Faligot, *L'empire invisible : les mafias chinoises*, Editions Philippe Picquier, avril 1996.

1. L'implantation des Boryokudan à l'étranger et la collaboration avec les autres pègres⁸³

Les Yakuza sont aujourd'hui présents sur la scène internationale. Ils se sont adaptés au monde actuel qui n'a cessé de s'ouvrir. Engagés, dès les années 60, en Asie du Sud Est, ils s'y emploient à développer le tourisme sexuel et le trafic de drogue (surtout les «speeds»). Par la suite, ils étendent leurs activités aux Etats-Unis (côte ouest) et aux Philippines où ils sont présents sur le marché des armes. Ensuite, c'est le tour de Hawaii, où ils investissent la restauration, les night-clubs et la prostitution. Ils s'implantent également à Las Vegas où ils s'intéressent à l'industrie du jeu et plus particulièrement aux Casinos. La présence des Yakuza est également très ancienne en Australie, en Nouvelle Zélande, à l'île de Guam et à Taiwan. Leurs organisations sont aussi actives au Brésil où elles se sont mise en cheville avec les bandes locales. En ce qui concerne l'Europe, la présence des Yakuza est significative en Allemagne et à Londres. En réalité, la progression des Yakuza dans le monde a suivi l'expansion de la communauté japonaise. Ainsi, leur choix des Etats-Unis s'explique par l'existence de la plus grande population nippone émigrée, soit 850 000 japonais résidant essentiellement à Hawaii et en Californie. Les Yakusa collaborent également avec les Philippins, les Taiwanais et les Chinois de Hong Kong présents sur le territoire nippon. La nature de leurs activités commune porte essentiellement sur la contrebande d'armes, de drogue, et le trafic de voitures volées.

Conclusion du chapitre

Les Japonais se demandent aujourd'hui si les Yakuza sont, comme ces derniers l'affirment, des victimes de la société, ou s'ils sont véritablement des gangsters. Ils inspirent des sentiments mitigés, faits à la fois de fascination et de crainte. Pour certains, ils sont porteurs d'un message, d'une authenticité humaine et individuelle, issus du respect d'un nombre important de valeurs et de normes appartenant à l'histoire du Japon. Cette ambiguïté cultivée entre "le monde de la lumière" et "les forces de l'ombre" a été savamment exploitée par l'industrie cinématographique. A l'extérieur des frontières, les Yakuza ont étendu leur activités sur les autres continents et devraient poursuivre sur cette voie - la dynamique de la mondialisation les y incitant.

Conclusion de la partie

Depuis le début du vingtième siècle, les Yakuza ont développé une véritable force de frappe financière. Outre les activités criminelles traditionnelles, les années 80 ont orienté leurs organisations vers une nouvelle forme de délinquance économique beaucoup moins visible. Au cours de cette période hautement spéculative, ils ont investi le marché immobilier et le marché boursier, accumulant des bénéfices considérables avec l'aide de hauts fonctionnaires, d'hommes d'affaires importants, de banquiers et d'hommes politiques. En

⁸³ Thierry Cretin, « Mafias du monde : les Organisations criminelles transnationales ». *Actualité et perspectives*, deuxième édition, Paris, Presse Universitaire de France, collection « Criminalité internationale », septembre 1998.

1990, après l'éclatement de la bulle, la chute est abrupte pour le Japon. Une réalité se fait jour : les Boryokudan ont usé de leur pouvoir d'influence et profité d'une classe politique laxiste pour gangrener la société nipponne dans son ensemble. L'onde de la crise s'est également propagée dans les institutions financières et les entreprises privées les plus prestigieuses du Japon. Finalement, aucun des rouages essentiels de la société n'a été épargné, à l'exception des Yakuza qui n'ont jamais remboursé leurs prêts. Quant à la classe politique, elle ne s'est pas pour autant assagie : en 1998, le ministre des finances présente sa démission, suite à des malversations. Malgré le désarroi de la population, engendré par la crise, les Yakuza continuent d'occuper une place particulière dans l'imaginaire national. Leur parfaite intégration sociale en est peut-être l'une des explications. Et c'est dans ce contexte d'«harmonie en demie teinte», qu'ils ne cessent d'étendre leur pouvoir et leurs activités, nouant des liens avec les triades chinoises et la mafia sud-coréenne.

Conclusion générale

En un peu moins de quatre siècles, la pègre nipponne est parvenue à gangrener, de manière difficilement réversible, la société japonaise. Les Boryokudan comme "principe actif" d'un Japon en panne, sont désormais une réalité avec laquelle le gouvernement de ce pays doit apprendre à vivre. Les syndicats du crime organisé y sont parvenus au stade suprême de la symbiose : ils sont présents sur l'ensemble du territoire nippon où ils se fondent dans le paysage; ils étendent également leur influence à l'étranger avec une stratégie d'internationalisation qui pourrait être celle d'une holding; ils se sont infiltrés progressivement dans l'économie légale (bars, restaurants, Pachinko, entreprises de transport...) en achetant la «docilité» des entrepreneurs, des financiers, des politiques, et se sont taillés par là même une place de choix dans le système politico-financier. Désormais, les Yakuza doivent mener une stratégie de leaders avec l'arrivée en force de la mafia chinoise sur l'archipel. Il semblerait néanmoins qu'ils aient choisi de traiter avec les triades. Aujourd'hui la question de l'éradication des Boryokudan, ne se pose pas. Il reste cependant aux autorités nipponnes à les rendre plus acceptables vis à vis du monde extérieur.

Bibliographie

Ouvrages

- Cretin Thierry, *Mafias du monde : les Organisations criminelles transnationales, Actualité et perspectives*, deuxième édition, Presses Universitaires de France, Paris, collection Criminalité internationale, 1998.
- Dubro Alec et Kaplan David E., *Yakusa, la Mafia japonaise*, Editions Philippe Piquier, Marseille, 1990.
- Dupuis Marie-Christine, *Finance criminelle : Comment le crime organisé blanchit l'argent sale*, Presses Universitaires de France, collection Criminalité internationale, Paris, 1998.
- Faligot Roger, *L'Empire invisible, Les mafias chinoises*, Editions Philippe Piquier, Marseille, avril 1996.
- Gault François, *Le Japon au jour le jour*, Editions Plon, Paris.
- Pons Philippe, *Misère et crime au Japon du XVII^e siècle à nos jours*, Editions Gallimard, Paris, 1999.
- Raufer Xavier, *Les superpuissances du crime*, Plon, Paris, 1993.
- Raufer Xavier & Quéré Stéphane, *La criminalité organisée*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000.

Revue Française

- Aubert Pascal, «Théâtre japonais», Editorial, *La Tribune*, 17.02.98
- Barré Nicolas, International commerce, *Les Echos*, n°17354,12.03.97
- Barré Nicolas, «Nomura sort seul la tête hors de l'eau», *Les Echos*, n°16902, 1996
- Barré Nicolas, «Nomura Securities...», *Les Echos*, n°17256, 21.10.96
- Barré Nicolas, Marché Intermédiation, *Les Echos*, n° 17428,1.07.97
- Barré Nicolas, Marché affaires, «Nomura», *Les Echos*, n° 17414,11.06.97
- Barré Nicolas, Marché Intermédiation, *Les Echos*, n°17407,02.06.97
- Barré Nicolas, Marché affaires, *Les Echos*, n° 17412, 09.06.97
- Barré Nicolas, International Japon, *Les Echos*, n° 17428,01.07.97
- Barré Nicolas, Banque, *Les Echos*, n°17031,13.11.95
- Barré Nicolas, Finance Banque, *Les Echos*, n°17073,26.01.96
- Barré Nicolas, Finance Banque, *Les Echos*, n°17074, 29.01.96
- Barré Nicolas, Marché Intermédiation, *Les Echos*, n°17357,17.03.97
- Barré Nicolas, International Japon, *Les Echos*, n°17256, 21.10.96
- Bernier Bernard, «La crise financière au Japon», *L'Agora*, volume 6, n°1, novembre-décembre 1998
- Birolli Bruno, «Itinéraire d'un voyou gâté», *Nouvel Observateur* °1731,
- Bouissou J.C, «Brève anatomie d'un scandale exemplaire», *Critique Internationale*, n°3, printemps 1999.
- Brisset Claire, «Enfances décomposées», *Le Monde Diplomatique*, août 1996
- Calmels Didier, «Le Japon sous l'emprise des Yakusa», 19 mars 1996
- Chatignoux Catherine, International Japon, *Les Echos*, n° 17061,10.01.96
- Chossudovsky Michel, «Comment les mafias gangrènent l'économie mondiale». *Le Monde Diplomatique*, décembre 1996

- Douville-Feer Evelyne, «Craquement dans le modèle japonais», *Le Monde Diplomatique*, mars 1998
- G de C «Un scandale financier contraint le Dai Ichi Kangyo Bank à renvoyer son Etat-major», *La Tribune*, 11.06.97
- G de C, «Le Dai Ichi Kangyo Bank à son tour éclaboussé par un scandale», *La Tribune*, 21.05.97
- Gounet Thomas, «La crise au Japon menace le monde capitaliste», *Le Monde*, 10 avril 1998
- Inciyan Erich, «Démantèlement d'un réseau de blanchiment d'argent. La mafia japonaise dans le luxe parisien», *Le Monde* 07.04.1992
- L.C et AFP, «Les grands courtiers nippons soldent un exercice 1997 tourmenté», *La Tribune*, 27.04.98
- Lambert Xavier, «La direction de Dai Ichi Kangyo Bank serait prêt à démissionner», *La Tribune*, 22.05.97
- Lambert Xavier, «L'adoption du plan des «Jusen» mal perçu par le public», *La Tribune*, 12.02.96
- Malibeaux Sophie, «Les Japonais gagnés par l'angoisse», *La Tribune*, 26.11.97
- Malibeaux Sophie, «Scandales, Les firmes japonaises avouent leurs liens avec la pègre», *La Tribune*, 19.08.98
- Malibeaux Sophie, «Les actionnaires nippons n'ont plus peur de s'exprimer», *La Tribune*, 30.06.98
- Muller Michel, «Corruption: un de chute dans le gouvernement japonais», *L'humanité*, 28 janvier 1998
- Muller Michel, «Yamaichi, une faillite de force 7 sur l'échelle financière», *L'humanité*, le 25 novembre 1997
- Pédel Pierrick, «Yamaichi aspiré par la spirale boursière de Tokyo», *La Tribune*, 17.11.97
- Pédel Pierrick, «Le Japon fait le ménage dans ses maisons de courtage», *La Tribune*, 29.12.97
- Pons Philippe, «Les classes dangereuses au Japon», *La Tribune*, 24.09.99
- Pons Philippe, «Le scandale Nomura et Dai-Ichi Kangyo révèle la gangrène de la culture d'entreprise japonaise», *Le Monde*, 08 juillet 1997, p16
- Pons Philippe, «La purge contre le déclin», *Le Monde*, 27 mars 1998, p2
- Pons Philippe, «La pègre verrouillait les assemblées d'actionnaires de la Japan Airline», *Le Monde*, 19 août 1998, p1
- Pons Philippe, «Le Japon tente de faire face au séisme de la faillite de Yamaichi», *Le Monde*, 25 novembre 1997, p5
- Pons Philippe, «Yamaichi, l'un des plus gros courtier du Japon, pourrait mettre un terme à ses activités, il s'agirait de la plus importante faillite dans le pays depuis 1945». *Le Monde* 24 novembre 1997, p15
- Pons Philippe «Les Yakusa hors la loi au Japon, une nouvelle législation vise à contrôler les activités de la pègre», *Le Monde* 26 février 1992.
- Poret Pierre, «Les flux de capitaux», *Leçons d'Asie, L'observateur*, n°214, octobre-novembre 1998.
- R.Ph, «Daiwa s'allie à Sumitomo Bank dans la banque d'investissement», *La Tribune*, 29.07.98

- R.Ph, «Les groupes financiers étrangers s'attaquent au marché des particuliers», *La Tribune*, 13.02.98
- Ramonet Ignacio, «Japon, danger immédiat», *Le Monde Diplomatique*, octobre 1998
- Ribault Thierry, «Une forme laïque du miracle», *Le Monde Diplomatique*, août 1998
- Ribault Thierry, «Au Japon, la folie du Pachinko», *Le Monde Diplomatique*, août 1998
- Reuter, S.R & AFP, «Le fonds américain Fidelity Investment veut casser le prix du courtage au Japon», *La Tribune*, 04.07.97
- R.S, «Sanctions exemplaires contre Nomura et Dai Ichi Kangyo Bank», *La Tribune*, 31.07.97
- R.S, «La Dai Ichi Kangyo Bank, condamnée pour violation de la loi bancaire», *La Tribune*, 29.07.97
- Sautter Christian, «Mue douloureuse de la société japonaise», *Le Monde Diplomatique*, juin 1997
- Vincent Thierry, «Le déclin de l'empire japonais», *RFI*, le 13.08.98
- Willems Nadine, «Les hommes politiques nippons rebondissent», *Le Soir Bruxelles*, 07.11.98

Autres revues et articles français

- «Pays de neige», La dépêche internationale des drogue n°29, mars 1994, <http://www.ogd.org.fr>
- «Le premier ministre empêtré dans des scandales», *L'humanité*, 11 décembre 1996
- «Financiers et Yakusa», *L'humanité*, 26 novembre 1997
- «Le contrôle de l'immobilier au Japon aux mains de la mafia», *Courrier International*, 16-22 avril 1998
- «La mafia terrorise les PDG», *Courrier International*, tiré de l'Asachi Shimbun, n°209, 03.11 1994
- «Kabukicho, Un quartier hors la loi loin de Tokyo», *Courrier International*, N°427, 1999
- «Les Yakusa dans l'économie», *Japon: Economies et Société*, n°255, octobre 1992
- «Les Organisations criminelles au Japon et leur rôle dans l'économie», *Problèmes Economiques*, n°2297, 28 octobre 1992
- «Asie de l'Est Problèmes et perspectives», *Cahier du Japon*, n°76, été 1998,
- «Pas de grands réseaux démantelés», *Les Echos*, 22.02.95
- «Les maisons de titres japonaises affichent e lourdes pertes», *Les Echos* 19.05.95
- «Tokyo se résout à créer une structure de sauvetage bancaire», *Les Echos*, 23.11.95
- «Jusen : on cherche des liquidateurs...», *Les Echos*, 19.02.96
- «Japon: Les liaisons dangereuses de Takashimaya...», *Les Echos*, 12.06.96
- «Nomura securities...», *Les Echos*, 15.05.97.
- «Les Yakuzas», <http://www.u-paris2.fr>

- «Table des matières et résumés», *Cahier du Japon*, n°76, été 1998

Reuves et articles étrangers

- Adam Johnson, «Yakusa: Past and Present», <http://www.alternatives.com> , Japan 135
- Bevacqua Ron, «The origin and meaning of corruption in Japanese Ministries: One hypothesis», *The DFS Monthly*, March, 1996
- Bremner Bryan, «The Yakusa and the banks», *Business Week*, 29 January 1999
- Bremner Bryan, «The Samurai meets the godfather», *Business Week*, 29 January 1999
- Bremner Bryan, «Root out Japan's Yakusa», *Business Week*, 29 January 1999
- Bremner Bryan & Thornton, «Cut the gangster off Japan», *Business Week*, 21 July 1997
- Bremner Bryan & Thornton, «Blackmail», *Business Week*, 21 July 1997
- Brull Steve, «Tokyo's rigged markets need revolution, not reform», *Business Week*, 24 March 1997
- Cox Mary-Lea, «The dark side of Japan», <http://members.tripod.com> , 13.12.96
- Denton Martin, «Japan's Corporate Crunch», *CNN*, 1997
- Dorman Bill, «Nomura head may resign», *CNN*, 07.03.97
- Dorman Bill, «The Yakusa connexion», *CNN*, 21.01.96
- Hajime Takano, « Who got Yaluzza into our banking system?», <http://www.alternatives.com>
- Hajime Takano, «Don't treat Yakusa as bad guys without any reason», <http://www.alternatives.com>
- Hirotooshi Ito, «Yakusa Entrepreneurs active behind the scenes», 31.12.96, <http://members.tripod.com>
- Holden Ted & Lowry Miller & Neff Robert, «Japan cleans House again», *Business Week*, 07.08.1991
- Iwao Sumiko, «Crime by illegal aliens», *Japan Echo* vol 25, n°1, February 1998
- Kopel B.David, «Japanese Gun Control», *Asia Pacific Law Review*, 1993
- Lowry Miller Karen, «Suddenly, the Japanese mafia, mob out of the shadows», *Business Week*, 07.08.1991
- MO Bangfu, « The rise of the Chinese mafia in Japan », *Japan Echo* vol 25, n°1, February 1998
- Mori Saturno: «Takeshita Noburu: The man behind the Muruyama Administration», *Tokyo Observer*
- Senta Kei, «Japan's efforts to combat organized crime», *News and Views from Japan*, May 1998
- Setsuya Tabuchi, «The house of Nomura and the Japanese Securities Scandal», <http://rider.wharton.upenn.edu> , June, 20, 1999
- Shahid Adam, «The Yakusa », *JPNS* 280, <http://www.sla.perdue.edu>
- Sundara Miyki I, «Yakusa, the Japanese mafia», *Horizon*, 1996

- Tett Gillian & Graham Fiona «The gang is all other: International bankers and Japanese gangsters are crossing swords for the first time», *Financial Times*, 05-06-98.
- Yayori Matsui, «Eliminating trafficking in Asian Women», <http://www.alternatives.com>
- Washida Koyata, «Organized crime law passed», *The Weekly Post*, 07.06.99

Sites Internet

- <http://members.tripod.com> , « The war for bad-loan recovery has started», 02.09.96
- <http://members.tripod.com> , «More eyes on Yakuza's role in the Japanese economy», Japan Economic Institute, 08.05.92
- <http://www.alternatives.com> , «Kodama Yoshio», *World Encyclopedia of Organized crime*
- <http://www.alternatives.com> , Committee for a safe society (CSS) «Taoka Kazuo», *World Encyclopedia of Organized crime*
- <http://www.alternatives.com> , CSS « Inagawa Kakuji», *World Encyclopedia of Organized crime*
- <http://www.alternatives.com> , CSS, «Here is a short description for traditional Japanese yakuza», 05.08.94
- <http://www.ccnet.com> , « The Yakusa»
- <http://www.ccnet.com> , «Japanese ultranationalist and yakuza leaders, 1895-1945 (Kodama Yoshio)
- <http://www.ccnet.com> , « Yakusa, sex, slaves, drugs, subway gas, ultranationalists and secret societies»
- <http://www.cnnfn.com> , « Sokaiya scams hit Japan», CNN, 1912.99
- <http://www.cnnfn.com> , «Can you say Jusen?», CNN, 02.02.96
- <http://www.cnnfn.com> , «Japan faces fresh scandal», CNN, 11.03.97
- <http://www.economist.com> , «Komae City's busted flush», 20-Jul-96
- <http://www.economist.com> , «Kanji and Kana on Internet», 6-Sept-97
- <http://www.economist.com> , «Japan's banking cacophony», 27-Jan-97
- <http://www.economist.com> , «Political power and corruption in Japan. Here's a how-de-doo», 21-Jan-97
- <http://www.economist.com> , «Question in time», 1-May-99
- <http://www.economist.com> , «Spare your blushes, sir?», 29-Jun 96
- <http://www.economist.com> , «Sumo wrestling, Ringleaders?», 22-Jun-96
- <http://www.economist.com> , «Japan, Pachinkoholism», 6-Jul-96
- <http://www.economist.com> , «Old, down and out in Japan», 13-Mar-99
- <http://www.ft.com> , «Sumo scandal former champion alleges match-fixing», *The Guardian*, 03-feb-00
- <http://www.ft.com> , « Japan's «Yakusa» gangsters flee high membership fees», *AFP* , 23-08-99
- <http://www.ft.com> , «Trading in the innocent: child prostitution», Bangkok Post, 18-10-98

- <http://www.ft.com> , «Yakusa given a helping hand by «Mr finger»: only one person dares give the finger to Tokyo's gangsters- The japanese mafia's favourite Yorkshireman», *The Observer*,03-01.99
- <http://www.ft.com> , «Chinese mafia takes root in Japan», *AFP*, 12.03.98
- <http://www.paulgross.com> , « Organized crime and corruption bibliographic database search result», Nathansoncenter
- <http://www.ssaa.org.au> , «Joint action programm for stepped-up enforcement on handguns», 27.12.94

- «Japanese organized crime in Australia», *Parliament of the Commonwealth of Australia, February 1995*

Annexes

- Annexe n°1 :** Liste des principaux Boryokudan
Source: National Center of the Elimination of Boryokudan
et Philippe Pons, cf. op cit.
Nombre d'arrestations de Yakusa entre 1983 et 1999
Source : National Police Agency
- Annexe n°2 :** Consommation de drogues
Source : National Police Agency, White Paper on Police
- Annexe n°3 :** Guide d'entretien
Entretien avec Xavier Raufer
- Annexe n°4 :** National Center for the Elimination of Boryokudan
adresse : <http://www.1a.mesh.ne.jp/BOOTSUI/english/e-index.htm>
- * What is the National Center for the elimination of Boryokudan?
 - * What is a prefectural Center for the elimination of Boryokudan?
 - * What s the "anti-Boryokudan Law?" - System of the anti-Boryokudan law (chart)
 - * Current State of Boryokudan?
 - * Consultation Services at Center for the elimination of Boryokudan
 - * Report to police and consultation services
- * Data :**
- Firearm fighting and gang warfare cases (1998-1999)
 - Trends in the number of handguns confiscated from the Boryokudan Force (1998-1999)
 - Number of people arrested in the Boryokudan force (1998-1999)
 - Number of Boryokudan members arrested (1998-1999)
 - Number of stop orders and recurrence preventive orders issued under the anti-boryokudan law (1993-1999)
 - Number of Boryokudan-related consultations by type (1999)
- The present conditions and the means of violence for a company (based on a questionnaire to companies - February 1999) :**
- about the existence of demands
 - about a change of a demand
 - about a person who has demanded against a company
 - the main purpose of a demand from Boryokudan
 - the main purpose of a demand from a company-connected Boryokudan
 - the main purpose of a demand from self-proclaimed social movements promotion organization
 - the main purpose of demand from pseudo right-wing
 - the main purpose of a demand from sokayia corporate racketeers
 - about the latest situation of Boryokudan
 - about the attitude against demand
 - about the reason they accepted a demand
 - reaction of the other party when not accepting a demand
 - about the total damage amount for latest one year
 - about existence of subscription of a bulletin and an information magazine
 - existence of sending of a bulletin and an information magazine against one's will
 - the number of sending a bulletin and an information magazine
 - correspondence at the time of the demand accompanied by sending of a bulletin and an information magazine
 - the other party's reaction when stopping subscription of a bulletin and an information magazine



N°4 Kudo-rengo/kusano-Ikka Fukuoka Hideo Mizoshita 530 600



N°5 Kyokuryu-kai Okinawa Yoshihiro Onaga 310 430



N°6 Okanawa Kyokuryu-kai Okinawa Kiyoshi Tominaga 470 570



N°7 Aisu-kotetsu Kyoto Toshitugu Zukoshi 1300



N°8 Kyosei-kai Hiroshima Isao Okimoto 300
1600
330



N°9 Goda-ikka Yamagushi Kanji Nukui 210
370



N°10 Kozakura-ikka Kagoshima Kiei Hiraoka 140 130



N°11 Asano-gumi Okayama Yoshiaki Kushita 130 150

N°12 Dojin-kai Fukuoka Seijiro Matsuo 500 510



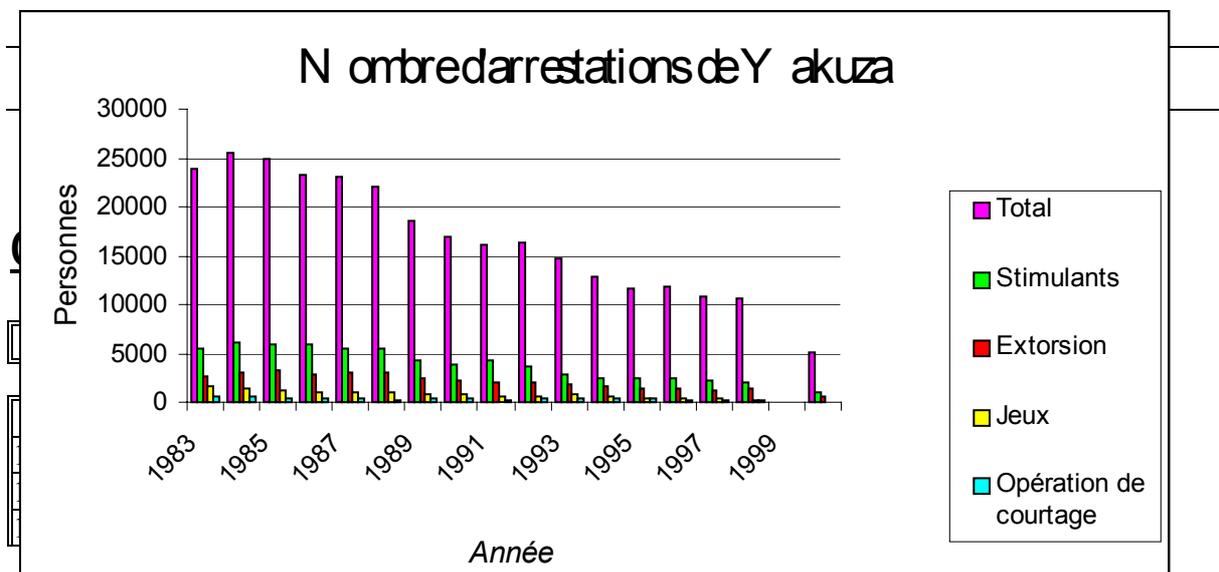
N°13	Shinwa-kai		Kagawa Kunihiko Hosotani	80	80
					
N°14	Soai-kai	Chiba	Myong U Sin	400	430
					
N°15	Yamano-kai		Kumamoto Tetsuo Ikida		100
					100
N°16	Kyodo-kai		Hiroshima Kazuo Morita		200
					100
N°17	Taishu-kai		Fukuoka Raitaro Oma	120	150
					
N°18	Sakaume-gumi	Osaka	Kyong Yol Sin	340	
					
N°19	Kyokuto SakuraiSoke	Rengokai	Yasuyuki Serizawa	370	
					
N°20	Kyokuto-kai		Tokyo Kyu Hwa Cho	2000	
					
N°21	Azuma-gumi		Osaka Kiyoshi Kishida	180	
N°22	Matsuba-kai		Tokyo Chun Song I		1700
					
N°23	Kokusui-kai		Tokyo Kazuyoshi Kudo	540	



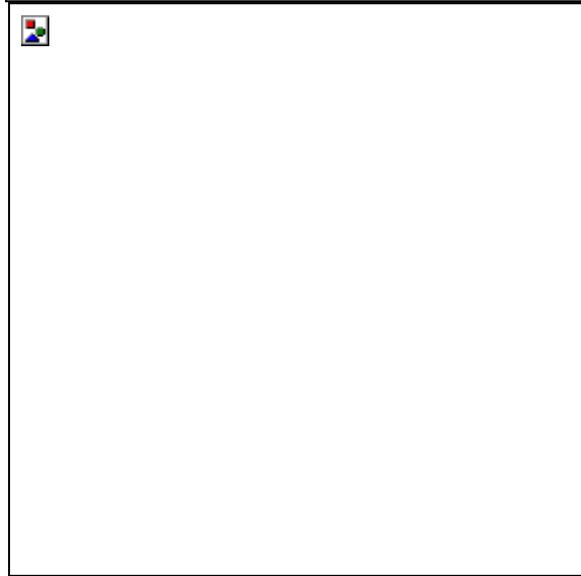
Annexe n°1

Nombre d'arrestations de Yakuza (1983-1999)					
(personnes)					
	Total	Drogues	Extorsion	Jeux	Opération de courtage
1983	23845	5457	2731	1607	556
1984	25499	6140	3067	1456	532
1985	24826	5897	3235	1158	465
1986	23316	5856	2937	995	417
1987	23097	5592	3096	1028	318
1988	22113	5550	2983	1112	288
1989	18627	4218	2483	910	323
1990	17028	3793	2189	776	314
1991	16188	4208	1978	607	254
1992	16306	3646	1994	658	361
1993	14648	2878	1763	770	498
1994	12922	2405	1692	637	351
1995	11699	2453	1402	502	338
1996	11808	2507	1354	484	293
1997	10746	2191	1283	364	270
1998	10615	2028	1368	238	237
1999 (1 ^{er} semestre)	5106	1026	683	98	85

Source : National Police Agency

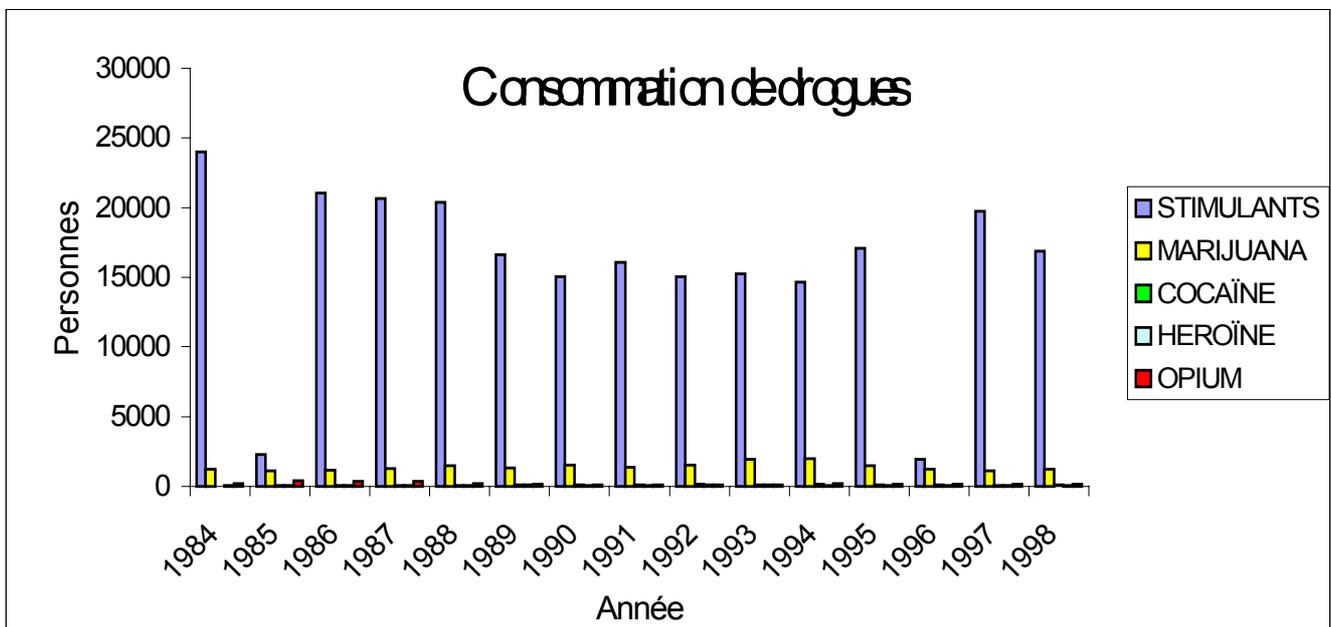


1987	20,643	1,276	35	37	336
1988	20,399	1,464	37	43	199
1989	16,613	1,344	88	90	147
1990	15,038	1,512	93	54	91
1991	16,093	1,386	110	60	105
1992	15,062	1,529	133	90	80
1993	15,252	1,933	116	101	126
1994	14,655	2,003	130	72	214
1995	17,101	1,481	111	71	159
1996	19,420	1,228	78	36	135
1997	19,722	1,104	59	44	140
1998	16,888	1,236	93	61	132



Source : Criminal Trend
Criminal Investigation Bureau
National Police Agency

Annexe n°3



L'Histoire est-elle en partie à l'origine de la réussite de la pègre ?

Peut-on la corrélérer avec la responsabilité des américains pendant la période d'occupation ?

Seraient-ils responsables en partie de la position de la pègre aujourd'hui ?

- Question N°3 : Les Yakuza avaient pignon sur rue depuis la loi antigang de 1992, pensez-vous que leur situation a véritablement changé ?
Les effets pervers de la loi / Le redéploiement anarchique des Boryokudan.
- Question N°4 : pensez-vous que la mafia d'aujourd'hui est très différente de celle de 17ième siècle ? (moins organisée, structurée, avec des objectifs et motivations différentes, en terme de pouvoir...)
- Question N°5 : Les possibles ressemblances avec les autres mafias du monde

Les particularités de la pègre nippone vis à vis des autres mafias du monde.

Questions économiques

- Question N°6 : Pensez-vous que les Yakuza sont responsables de la crise économique japonaise comme on le prétend ?
Peut-on parler de «récession Yakuza» ?
Quelle est leur part de responsabilité dans la crise immobilière des années 80 ?
Quelle est leur part de responsabilité dans la crise financière des années 90 ?
Les Sokaiya, les Jusen...
- Question N°7 : Dans quelle mesure les Yakuza gangrènent-ils la sphère économique ?
Quel est leur poids économique en terme d'influence et d'argent ?
Quels sont les moyens d'action de la pègre nippone ?
- Question N°8 : Les scandales de maisons de courtages et de la DKB, des industries

- Question N°9 : Quelles sont véritablement les activités de prédilection des Yakuza ?
Jeux, Pachinko, trafic de drogues, d'armes, paris, tournois de Sumo, crime économique...

Questions sociales

- Question N°10 : Quelles sont selon vous les raisons pour lesquelles les Yakuza sont socialement si bien intégrés ?

Les raisons qui font que la population nippone les accepte.
- Question N°11 : Les Yakuza autrefois comparés au Robin des bois du pays du Soleil levant sont-ils aujourd'hui perçus comme tel par la population ?
- Questions N°12 : Les rapports entre la police et la pègre semble être parfois ambiguës.

Pourquoi une telle coopération ?

Questions politiques

- Question N°13 : Les Boryokudan sont-ils véritablement un mécanisme consubstantiel du système politique ?

Peut-on être un homme politique et ne peut pas avoir de relation avec la pègre ?

Est ce une nécessité pour réussir dans ce milieu ?

Les politiques n'ont pas assez de moyens pour résister aux Yakuza?
- Question N°14: Que peut-on faire pour éradiquer les Boryokudan du système politique?

Questions internationales

- Question N°15: Quelle est leur envergure sur la scène internationale?

Sont-ils présents en France?
- Question N°16: Quels sont leurs liens avec les triades chinoises et les autres mafias du monde?

- Question N°17: Les perspectives des Yakuza dans l'avenir?

Entretien avec Monsieur Xavier Raufer à Paris le 03 février 2000

Xavier Raufer, Directeur des Etudes et de la recherche,
Centre Universitaire de recherche sur les menaces criminelles contemporaines,
Université Panthéon-Assas, Paris II

Synthèse de l'Entretien

1. Le contexte culturel et historique du Japon.

Le Japon est le seul pays, parmi les plus industrialisés, où la mafia joue un rôle aussi important.

✓ Une tardive ouverture du Japon à la communauté étrangère

Il existe une longue tradition japonaise à agir différemment des autres. Le Japon s'est ouvert tardivement au monde extérieur. Les autorités nippones ont alors comblé ce retard en créant des instruments destinés à assurer les relations avec le monde extérieur. L'outil principal en a été le Ministère des affaires extérieures, dont la traduction littérale en japonais est «Ministère pour l'éducation des barbares»⁸⁴. Cette désignation nous donne une idée de la manière dont les ressortissants du Pays du Soleil Levant considèrent les étrangers - un regard assez représentatif du regard asiatique vis à vis de l'extérieur⁸⁵.

✓ L'unité comme valeur fondamentale

L'une des caractéristiques du Japon est son unité. Les guerriers, les vendeurs itinérants... se sont coalisés dès la fin des conflits. Les autres groupes ont formé les Boryokudan.

✓ Le rôle social traditionnel de la pègre

→ Le rôle social de la pègre est devenu important au lendemain de la seconde guerre mondiale. Les Yakuza ont en effet permis à la population de ne pas mourir de faim, grâce à l'établissement de marchés parallèles.

→ Les Yakuza sont également les premiers, à secourir les populations lors du tremblement de terre de Kobe. Cette intervention a largement devancé celle des autorités nippones.

⁸⁴ Traduction littérale des idéogrammes chinois.

⁸⁵ Sur les anciennes cartes de navigation chinoises, le Japon est désigné comme "le pays des nains" et l'Europe y figure sous le terme de "diable".

→ Les Yakuza se sont efforcés d'apparaître comme des «bandits d'honneur», qui volaient les riches pour donner aux pauvres.

✓ Qui sont les Yakuza ?

→ Aspect ostentatoire du Yakuza : voitures, femmes coréennes au bras et clubs où on l'on peut étaler sa richesse.

→ Les Yakuza affichent une apparence clinquante et ils sont dangereux, ce qui fait l'admiration des femmes.

- Ils ont en effet le contrôle de l'économie souterraine et leur pouvoir sur les hommes d'affaires s'exerce par l'intimidation et le chantage (avec pour objet, la révélation de leurs vices).
- Ils ont par ailleurs le contrôle de la rue.
- Les Yakuza exercent aussi une fascination sur la population.

→ On devient Yakuza, par cooptation, les Yakuza choisissent leurs membres. Ils recrutent surtout chez les jeunes.

Ce recrutement endogène peut cependant être dangereux, car il limite leur vision du monde extérieur.

✓ Les objectifs d'un Yakuza

Les Yakuza veulent de l'argent et surtout le pouvoir.

1. L'hypocrisie de la loi antigang de 1992

✓ Les raisons et les conséquences de la création de la loi antigang

→ La loi antigang de 1992, a été conçue pour le monde extérieur. En réalité il n'y a pas de répression systématique : être un Yakuza n'est pas un crime, il n'y a donc pas d'inculpation pour appartenance mafieuse, contrairement à la situation en Italie.

→ La criminalité organisée concerne des individus dont le pouvoir est important. Pour cette raison les autorités nippones ont essayé de dessiner une législation à la mesure de ce phénomène.

→ Depuis l'ouverture des marchés et la déréglementation financière, les Yakuza ont dû être discrets pour répondre aux normes internationales de comportement.

→ Cette loi n'a pas changé fondamentalement le fonctionnement des Boryokudan. Les Yakuza ont simplement retiré leurs enseignes des immeubles. Ils se sont par ailleurs assuré des couvertures légales telles que les associations (association pour la paix...).

Il n'y a donc pas eu diminution du nombre des Yakuza mais un changement de «méthode». Les Yakuza existent toujours, mais sont devenus moins facilement repérables.

1. Intégration sociale des Yakuza

La population n'est pas unanime dans ses sentiments envers les Yakuza.

- ✓ Le principe philosophique majeur, au Japon, est l'harmonie,

Quand les Yakuza sont violents, les Japonais ne les acceptent pas. Mais quand leur comportement ne fait pas scandale (intimidation, violence sournoise), ils restent appréciés par la population.

Les scandales sont rares au Japon; tout s'arrange entre initiés, ce qui explique que de façon générale, les populations ont une image positive des Yakuza.

De plus, le Japonais ordinaire est peu concerné par les affaires de répression. Il a par conséquent, vis à vis des Yakuza une attitude qui pourrait être celle d'un Français vis à vis des politiques. En effet, le plus souvent les Français ne s'intéressent pas à la classe politique sauf en cas d'événements ponctuels (affaires de pot de vin ou élections...).

→ Les Yakuza n'assurent pas leur ascendant, sur les populations, par la terreur.

- Il n'y a donc pas de sentiment de peur chez les Nippons, puisque les mafieux n'exercent généralement la violence qu'entre eux.

Les Yakuza sont des prestataires de service et les citoyens sont des clients. Ils n'ont donc absolument aucun intérêt à les éliminer.

Les Yakuza ne s'attaquent à la population que si elle s'immisce dans leurs affaires ou si elle les injurie.

- Les Yakuza ont un rôle social particulier au Japon : celui de médiateurs sociaux. Le système judiciaire japonais est «anorexique». En comparaison la justice française serait qualifiée «d'Hollywoodienne». Ceci explique la raison pour laquelle les Yakuza se chargent des tractations lors d'un litige civil.

Il est à noter que même les personnes respectables recourent aux services des Yakuza.

1. Les Yakuza dans l'industrie du sexe.

→ Le Japon est une société victorienne d'une extrême pudibonderie, mais il n'y pas de société au monde où la pornographie est aussi développée. Le Japon est donc une société extrêmement «hypocrite».

→ Sur un claquement de doigt, un homme d'affaires peut avoir dans sa chambre d'hôtel, un petit garçon ou une petite fille de 14 ans en tenue de marin.

Il y a au Japon une ivresse d'érotisme et de pornographie sous jacente.

Derrière une façade respectable, la femme japonaise est souvent infidèle. Il est fréquent qu'elles recourent à des relations sexuelles pour s'offrir ou se faire offrir des objets de luxe.

- Toute organisation à caractère sexuel, est développée par les Yakuza : réseaux pédophiles, journaux, sites Internet, boîtes de strip-tease...
- Il y a des sites Internet en japonais consacrés à la gloire des Yakuza. A partir de ces sites on accède à des pages ouvertes d'une pornographie extrême. Tout le commerce sexuel est tenu par les Yakuza, avec entre autres des boutiques spécialisées, où l'on peut acheter des sous-vêtements usagés de collégiennes.
- Une partie des lycéennes japonaises se prostituent ponctuellement afin de pouvoir s'acheter un sac ou tout autre objet de luxe. Elles peuvent tomber sous la coupe des Yakuza si elles donnent à leurs activités un tour trop professionnel.
- Une grande partie de la culture japonaise repose sur la morale bouddhiste pour qui seule compte la partie du corps située au-dessus du nombril. Est donc considéré sans importance tout ce qui intéresse la partie basse du corps. Cette mentalité explique entre autre pourquoi il y a autant de prostituées en Thaïlande...

Les revenus de ces activités sont cependant minimes par rapport à ceux des crimes économiques.

1. Crimes économiques

Les crimes économiques, au Japon, sont par exemple :

- le pillage de banques
- Les prêts
- Le racket en entreprise (rôle des Sokaiya).
- Les grands patrons de Yakuza font partie de clubs très chics (souvent de golf) où ils rencontrent des banquiers, à qui ils imposent des tractations axées sur la menace et le racket.

2. Le rôle des Yakuza dans la crise immobilière et financière des années 90

✓ La crise immobilière

- La crise de l'immobilier a été déclenchée par des surenchères délirantes, en particulier sous l'influence des Yakuza.
- Un exemple, le parc du palais impérial a été valorisé à une valeur théorique supérieure à celle de tout le patrimoine immobilier du Canada.

✓ La crise financière

- On estime que les déficits financiers s'élèvent à 40% des actifs des banques japonaises. Ces déficits sont en réalité des prêts «pourris», issus des accords passés avec les grands patrons de la mafia japonaise.
- Plusieurs meurtres ont été perpétrés lorsque la bulle a éclaté, les entreprises et les banques ont donc préféré renoncer à récupérer leurs créances.
- La crise financière aurait été moins importante si les Yakuza ne s'étaient pas introduits dans le système de prêts des banques.

Les pertes financières pendant la récession ont été égales à celles enregistrées lors de la défaite du Japon pendant la seconde guerre mondiale.

1. La place des Yakuza dans la société

✓ Les différents stades d'interpénétration dans la société civile et criminelle.

→ Le premier est le stade parasitaire.

→ Le stade suprême est le stade symbiotique.

La criminalité japonaise est actuellement parvenue à l'état de symbiose. Le Japon est en effet le seul pays au monde où la mafia en tant que telle n'est ni «hors la loi» ni réprimée.

→ Le gouvernement ne cherche donc plus à éradiquer les Yakuza de la société japonaise. Il veut simplement les rendre «présentables» vis à vis du monde extérieur mais en réalité sans modifier sa complaisance à leur égard.

→ Il s'agit évidemment d'hypocrisie sociale.

2. Evolution et internationalisation des Yakuza

- ✓ Les Yakuza doivent faire face à un nouveau phénomène, l'ouverture du Japon à la mondialisation, et l'arrivée en force des entreprises étrangères dans l'archipel.

Les rapports entre les Yakuza et les entreprises étrangères ne sont pas aussi naturels et aussi simples qu'avec les entreprises nippones. Les sociétés américaines et européennes n'acceptent pas une trop grande infiltration des mafias dans leur tissu économique.

- ✓ Implantation à l'étranger et coopération avec les mafias étrangères.

Les mafias sont un phénomène ethnique, il faut en effet être japonais pour faire partie des Boryokudan. On trouve des Yakuza là où il y a des japonais.

La mafia fait une exception pour blanchir de l'argent à l'étranger.

Il faut noter que la coopération entre les différentes mafias se fait de manière ponctuelle. Il n'y a pas d'alliance permanente, les Chinois font au Japon le travail que les Yakuza ne veulent pas faire eux-mêmes.

«Les Yakuza sont actuellement indéracinables»

Abstract

Les Boryokudan sont des groupes criminels très hiérarchisés, nés dans le Japon du XVIIème siècle. Plus connus sous l'appellation de «Yakuza», ils ont progressivement investi l'économie souterraine, puis l'économie officielle, en s'appuyant sur la tolérance de la population à leur égard. Pour atteindre leurs objectifs d'influence et de profit, ils pratiquent une violence extrême et corrompent les milieux économiques et financiers, avec la complaisance des élites politiques du Japon. Après avoir d'abord été des parasites sociaux, ils sont devenus un élément essentiel de la société japonaise et un exemple extrême, dans le monde, d'une mafia en symbiose avec le corps social qui l'abrite. Plus récemment, les Yakuza ont entamé une collaboration active avec d'autres organisations criminelles étrangères qui leur a permis d'étendre leurs activités à l'extérieur des frontières de l'archipel.